



HAL
open science

**L'éducation populaire et l'animation socioculturelle.
Appropriation des techniques de l'information et de la
communication : enjeux de reconnaissance et tensions
constitutives historiques**

Guillaume Cottin

► **To cite this version:**

Guillaume Cottin. L'éducation populaire et l'animation socioculturelle. Appropriation des techniques de l'information et de la communication : enjeux de reconnaissance et tensions constitutives historiques. Sciences de l'information et de la communication. 2022. dumas-03829155

HAL Id: dumas-03829155

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03829155>

Submitted on 25 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**L'éducation populaire et
l'animation socioculturelle
appropriation des Techniques
de l'information et de la
communication : Enjeux de
reconnaissance et tensions
constitutives historiques**

**Guillaume
COTTIN**

Sous la direction de Marie-Christine Bordeaux

Laboratoire : GRESEC

UFR LLASIC

Mémoire de master 2 Information-Communication Publique et Médias – 24 crédits

Parcours : Information Communication Publique et Médias

Année universitaire 2021-2022

Sommaire :

Introduction.....	6
Partie 1 - De l'éducation populaire à l'animation socioculturelle, les centres de loisirs comme lieux de citoyenneté.....	10
Chapitre 1 : Un changement social, de l'éducation populaire à l'animation socioculturelle	11
Retour sur l'éducation populaire et ses frontières floues	11
Chapitre 2 : L'émergence de l'animation socioculturelle	14
Des acteurs de la construction citoyenne engagés.....	14
Vers une professionnalisation et une institutionnalisation	15
Chapitre 3 : Les centres de loisirs : une entité éducative et citoyenne	16
L'apparition des centres de loisirs.....	16
Le positionnement différent des familles et l'usage social des centres de loisirs.....	18
Une précarité de l'emploi et une faible reconnaissance	19
Partie 2 - Société de l'information, TICS (Techniques de l'information et de la communication) et Éducation populaire tensions et paradoxes	22
Chapitre 1 : L'animateur et sa posture de médiateur.....	23
L'animateur acteur de la médiation et de la communication.....	23
Chapitre 2 : Société de l'information et éducation populaire appropriation et défiance... ..	25
Société de l'information et éducation populaire	25
Utilisation et tensions liées à l'outil vidéo	26
Les visions contrastées face à la société de l'information	27
Chapitre 3 : Les Tics dans les pratiques de l'animation socioculturelle actuelle.....	29
L'intégration des pratiques numériques dans l'animation	29
Partie 3 - La communication publique et associative pour une revalorisation de la profession et un regain de légitimité	33
Chapitre 1 : La communication pour l'engagement et la valorisation.....	35
Objectifs et importance de la communication selon les interrogés	35
Identification des cibles selon nos enquêtes	39
Chapitre 2 : Communication associative techniques et partenariats : mise en lumière de l'animation socioculturelle.....	40
Organiser la communication en interne et auprès des adhérents	40
Communication au niveau externe	42
Chapitre 3 : Communication Étatique et changements de comportement	44

Objectifs	45
Communication publique et politique pour un changement des comportements.....	46
Outils déployés hors ligne et en ligne	47
Bilan.....	51
Conclusion	52
Bibliographie :	55
Articles de revues et scientifiques :	55
Articles de presse :	56
Ouvrages francophones	57
Ouvrages anglophones :.....	58
Pages web :.....	58
Thèses et Bachelors :.....	58
Rapports :	59
Lois :.....	59
Entretiens professionnels de l’animation et familles retranscriptions et visuels :.....	61
Guide d’entretien (questions de relance) à destination des professionnels de jeunesse :	61
Entretiens professionnels de l’animation :	63
Données Iramuteq :.....	78
Graphique AFC classes :	78
Guide d’entretien à destination des familles (10 familles interrogées) :	79
Nuage de mots entretiens avec les familles :	89
Table des matières :	90
RÉSUMÉ.....	92
ABSTRACT	92

Introduction

Introduction :

Ce mémoire traite de la relation entre l'éducation populaire et l'information communication. Nous allons soulever la problématique de la reconnaissance du métier d'animateur/animateur socioculturel et de la légitimation des actions proposées par les structures d'accueil collectifs de mineurs. Les métiers de l'éducation populaire sont sujets à une grande précarité et en particulier l'animation socioculturelle, (Lebon, 2013, p.63) ils font face à un manque de reconnaissance sociale auprès des publics que ce soient les familles ou les institutions étatiques (Lebon, 2011, p.26). En effet, comme souligné par la secrétaire d'État Sarah El Haïry en 2021 les professionnels de l'animation restent des « travailleurs relativement précaires avec des rémunérations insuffisantes ainsi qu'un manque de formation » (El Haïry, 2021). Le secteur connaît également un manque d'engagement auprès du jeune public. Selon la secrétaire d'État il faudrait remobiliser la jeune génération, les faire se questionner sur la profession mais également renforcer les structures de coûts de financements privés et publics. Un désengagement de l'état s'est fait ressentir depuis les années 1960 notamment à la suite de la décentralisation des subventions participant à la disqualification du secteur ce qui a ainsi une influence sur ce manque de mobilisation comme nous l'explique Nathalie Boucher-Petrovic Maîtresse de conférences en Sciences de l'information et de la communication (Boucher-Petrovic, 2006, p.120),

Partis de ce constat nous allons à travers ce mémoire présenter la problématique qu'est la reconnaissance des métiers de l'éducation populaire en nous inscrivant dans les Sciences de l'information et de la communication et en mobilisant d'autres disciplines telles que la sociologie et les sciences de l'éducation. Les structures d'éducation populaire n'ont pratiquement aucun personnel formé à l'utilisation professionnelle des outils numériques ((Boukrissa A, 2017, p.2) ou alors ils n'en font qu'un usage occasionnel ou limité. De plus, nous constatons une faible connaissance des théoriciens des Sciences de l'Information et de la Communication chez les professionnels de ce secteur. En effet, parmi 121 associations plus d'1/3 ignorent ce qu'est la société de l'information (Boucher-Petrovic, 2008, 115). Cependant au vu de la situation nous nous retrouvons face à un paradoxe ; les professionnels de l'éducation populaire se sont très vite intéressés aux TICS (Techniques de l'information et de la communication) comme souligné par Nathalie Boucher Petrovic dans son article de 2008 sur l'appropriation des TICS par l'éducation populaire (Boucher-Petrovic, 2008, p.1). Ces acteurs ont tenu des discours différents et se sont divisés sur le sujet de la société de l'information. Pourtant ils continuent à mener des actions avec le jeune public en lien avec la communication comme nous pouvons le voir chez les Francas un mouvement d'éducation populaire qui diffuse des émissions de radios, publie des journaux et fait de l'éducation aux médias (sensibilisation auprès du jeune public sur comment utiliser les outils numériques).

Ces tensions et enjeux présentés, nous mèneront au cours de ce mémoire à considérer la problématique suivante : *Les acteurs de l'animation socioculturelle expriment ou ressentent un manque de reconnaissance dans la sphère publique et au niveau institutionnel, les centres*

de loisirs sont inscrits dans la sphère plus large de l'éducation populaire au sein de laquelle on constate une tension constitutive historique au niveau des objectifs et des modes d'action : l'objectif du mémoire sera d'étudier ces tensions à travers le recours paradoxal à la communication, d'une part la conviction que les jeunes doivent maîtriser les techniques de la communication et d'autre part un déficit important de maîtrise de ces techniques et enjeux dans la culture professionnelle des acteurs.

Pour ce mémoire, 10 acteurs de l'éducation populaire (8 venant de Grenoble et 2 venant de Paris) dont un conseiller en charge des politiques jeunesse ont été interrogés et font remarquer comme nous le verrons leur sentiment que la communication fait défaut aux associations d'éducation populaire pour gagner en reconnaissance et légitimité. Cette démarche est accompagnée d'un questionnaire rempli par 10 familles qui fréquentent les centres de loisirs de l'agglomération grenobloise. Les entretiens des professionnels de l'animation sont semi-directifs avec des questions de relance ils ont été menés oralement. Les entretiens avec les familles ont été fait via l'envoi d'un questionnaire dans le but de connaître leur positionnement face à l'animation et nous permettre d'émettre des hypothèses face à la problématique. Selon Nathalie Boucher-Petrovic une appropriation des « thématiques de la société de l'information » et des stratégies efficaces permettraient une reconfiguration de ce lieu de lutte pour la légitimité et la définition qu'est l'éducation populaire (Boucher-Petrovic, 2006, 121). Ces professionnels défendent de nombreuses valeurs soutenues par des projets éducatifs ou pédagogiques. Ils participent à la co-construction de l'enfant en complémentarité de l'éducation nationale (CESE, 2019, p.25). Cependant les finalités éducatives ne sont jamais le cœur de leur communication. L'aspect loisirs prenant le pas sur l'aspect éducatif alors que nous sommes dans un paradigme de loisir-éducatif (Lebon, 2010, p.1).

Dans un premier temps nous resituerons les bases de l'éducation populaire et l'émergence de l'animation socioculturelle (l'histoire, ses objectifs...) et en quoi les centres de loisirs s'inscrivent dans la construction de la société. Cela nous permettra de comprendre en quoi un sentiment de « non-reconnaissance » est présent chez les acteurs de l'éducation populaire. Nous ferons intervenir différentes disciplines telles que la sociologie avec Francis Lebon sociologue français, les Sciences de l'information et de la communication avec Nathalie Boucher-Petrovic et des rapports ministériels. Ensuite, nous nous pencherons sur les difficultés rencontrées par ce secteur en termes et le manque de reconnaissance ressenti par les acteurs. Dans un second temps nous nous inscrirons dans les sciences de l'information et de la communication avec Armand Mattelart chercheur universitaire. Nous analyserons comment cette éducation populaire et ses acteurs se sont positionnés et ont tenté de s'adapter à la société de l'information et son « messianisme technologique » (Mattelart, 2009, p.109). Nous verrons également les tensions présentes au sein même de ce secteur face à cette technologie qui modifie les pratiques de la société avec une introduction à la théorie médiatique de McLuhan théoricien de la communication. Cette partie nous montrera le paradoxe dans lequel les acteurs s'inscrivent d'une part quant à leur position face à la société de l'information et d'autre part dans leurs actions de communication et d'éducation aux

médias menées et inhérentes à leur profession. Enfin dans un troisième temps, les entretiens réalisés auprès des 10 professionnels de l'animation et les questionnaires remplis par les 10 familles permettront de faire ressortir quel type de communication pourrait revaloriser le secteur et relégitimer la profession selon les interrogés. Cette démarche de terrain s'accompagnera d'une mobilisation du domaine de la communication publique et politique et d'auteurs en Sciences de l'information et de la communication. Parmi eux nous pourrons trouver Thierry Libaert expert français en communication des organisations ou encore Martial Pasquier professeur à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP - Suisse). Toutes ces étapes d'analyses et de réflexions nous permettront d'apporter des hypothèses et des réponses à la problématique en mobilisant les sciences de l'information et de la communication.

Partie 1

-

De l'éducation populaire à
l'animation socioculturelle, les
centres de loisirs comme lieux
de citoyenneté

Chapitre 1 : Un changement social, de l'éducation populaire à l'animation socioculturelle

Retour sur l'éducation populaire et ses frontières floues

Selon Geneviève Poujol sociologue française spécialiste de l'animation il serait vain de chercher une définition univoque de l'éducation populaire (Poujol, 1990, p.24). Cependant certains éléments et son évolution nous permettent d'en définir un socle commun avec des invariants tels que l'accès aux savoirs et à la culture pour développer la conscientisation et l'émancipation et former de futurs citoyens (Verrier, 2019, p.209). Nous allons pour resituer ce vocable nous pencher sur son histoire.

D'abord, la notion d'éducation populaire n'est pas nouvelle ; elle prend racine dès le XVIIIe siècle, avec *Le Rapport sur l'instruction* présenté par Marie Jean de Condorcet en 1792 (Mignon, 2007, p.8) et fait suite aux dires de Louis Portiez qui en 1793 parlait d'une formation de la jeunesse via la défense de l'art, la découverte de la nature, les voyages... Des éléments que l'on retrouvera dans les accueils collectifs de mineurs actuels mais qui ne prendront forme que plus de « 100 ans après » comme le souligne Jean-Marie Mignon conseiller technique et pédagogique et auteur de la thèse de doctorat sur l'histoire d'animateur (Mignon, 2007, p.8). On cherche dès le XVIIIe siècle à garantir une « émancipation sociale et politique de l'homme » qui sera bénéfique à la société (Mignon, 2007, p.8). Cette volonté de rendre l'éducation accessible se manifestera par la rédaction en 1866 du Manifeste de la Ligue de l'enseignement par Jean Macé avec pour objectif de promouvoir la lecture (Mignon, 2007, 10). Ce mouvement permet aux individus de se construire socialement et en collectivité en dehors des institutions traditionnelles d'enseignement telles que l'école et utilise des démarches pédagogiques visant l'émancipation, et l'expérimentation. Elle valorise l'acquisition de compétences sociales telles que la confiance en soi, la responsabilité et la vie en collectivité (CESE, 2019, p.16).

Initiée par un mouvement catholique aux XVIIe et XVIIIe siècles, elle s'en dissociera et présentera une opposition entre la laïcité et la confession (Mignon, 2007, p.6). Elle sera progressivement appropriée par des mouvements plus socialistes. L'objectif dès le XIXe siècle était clair, permettre aux classes ouvrières et aux apprentis d'avoir accès à une éducation au même titre que les classes moyennes et bourgeoises, Lebon dira même qu'on est dans un projet politique incitant « la bourgeoisie à aller au peuple » (Lebon, 2003, p.136). Ces courants

d'éducation populaire sont nés à la suite des révolutions du XIXe siècle afin de lutter contre des situations endiguant la société française telles que l'influence religieuse dans l'éducation mais également les inégalités sociétales, cependant il reste toujours difficile de lui donner une définition univoque (Poujol, 1990).

On trouve alors trois courants d'éducation populaire. Dans un premier temps des courants chrétiens présents très tôt avec les jésuites en 1886 qui feront émerger la Jeunesse étudiante chrétienne et le mouvement du christianisme social promouvant une unité parmi les fils de notables, les ouvriers et les paysans. Le mouvement cherche également à lutter contre la pauvreté (Poujol, 2005, p.126). Ce mouvement a donné naissance à la JOC (Jeunesse Ouvrière chrétienne) basée sur l'entraide mutuelle regroupant des jeunes travailleurs et l'évangélisation des ouvriers par les ouvriers (Poujol, 2005, p.127) ; et la JAC (Jeunesse Agricole chrétienne) visant la conscientisation des jeunes dans les milieux ruraux. Dans un second temps le courant laïque fait son apparition au milieu du XIXe siècle durant un « combat singulier » entre l'État et l'Église avec le souci d'un enseignement gratuit et laïque obligatoire (Poujol, 2005, p.128). Enfin le troisième courant qui est né au XIXe siècle et qui est un des prémices de l'éducation populaire est le courant ouvrier et révolutionnaire. S'inscrivant dans une méfiance des lois de Jules Ferry (1881-1882) sur la laïcisation de l'école, le mouvement cherche à établir une contre-société, prélude d'une révolution. Les acteurs de ce mouvement proposent alors des cours du soir en parallèle avec une étude de la philosophie, de l'histoire, de l'économie... Dès son apparition la notion d'éducation populaire présente ainsi des divergences entre ses acteurs (Poujol, 2005, p.128).

L'éducation populaire impulsera et cela dès 1830, la création des réseaux de patronages sportifs et paroissiaux et des colonies de vacances (Mignon, 2007, p.11). Ces colonies seront d'abord fondées par le mouvement catholique en 1906, au travers de l'Union Française des centres de vacances et de loisirs (UFCV) (Mignon, 2007, p.11). Suivis de très près par des mouvements laïcs tels que La Fédération nationale des œuvres laïques de vacances d'enfants et d'adolescents en 1906 comprenant instituteurs et élèves issus de l'école normale. A ces mouvements s'ajoutent le scoutisme et son idéologie protestante à travers les Unions chrétiennes de jeunes gens, le mouvement des éclaireurs en 1911 (Mignon, 2007, p.15) ou la création en 1933 du Centre Laïque des auberges de jeunesse (fondé par la Ligue de l'enseignement, la CGT et le syndicat national des instituteurs).

Cependant, l'éducation populaire commence à s'émanciper et à se distinguer au XXe siècle avec l'émergence d'organismes tels que les CEMEA (1937) (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active) et l'éducation active sous le régime de Vichy dans les années 36-45 et sa politique culturelle fondée sur une orientation éducative et à vocation populaire (Lebon, 2003, p.138). L'idée de l'éducation active était que tous les enfants de tous milieux économiques avaient droit à des vacances régulières (Moser, 2004, p.10), via l'éducation nouvelle on veut rendre l'enfant autonome et consciencieux dans une perspective de progrès

individuel et social (CEMEA, 2012). On commence alors à s'interroger sur la formation des cadres et des encadrants de la jeunesse (Site internet CEMEA, 2012). Durant cette période on assiste au développement administratif, aux subventions publiques et un développement en parallèle des organismes catholiques et la création du Centre national de la famille rurale favorisant l'entraide entre les familles via une mutualisation de services (Lebon, 2003, 138). Cette période est également marquée par un accès à la culture encouragé avec les musées et cinémas populaires (Mignon, 2007, 20). Les colonies de vacances disposent désormais de bâtiments, d'infrastructures nouvelles proposées par l'état. L'état s'implique alors dans la formation de cette jeunesse représentante de la République française. On a une démocratisation de la culture, du sport, du savoir... Cependant les aléas de la seconde guerre mondiale font se réinterroger sur la place de l'éducation, ce n'est qu'en 1943 qu'on officialisera la création du service de la jeunesse et des sports sous la tutelle de René Capitant qui sera le ministre de l'Éducation nationale lors de la libération (Mignon, 2007, p.21). À la suite de la libération, la question autour de la jeunesse fait réaliser aux acteurs qu'ils ont besoin d'un intermédiaire au sein de l'État (Mignon, 2007). Cela lancera deux mouvements : l'Union patriotique des organisations de jeunesse (jeunesses laïques, confessionnelles et politiques) et le Conseil français pour l'assemblée mondiale de la jeunesse qui représente les mouvements « dans les commissions ministérielles de jeunesse » (Mignon, 2007, 26). L'État a donc un nouveau domaine d'intervention : la jeunesse (Lebon, 2003, 139). Pour rendre son intervention optimale il imposera en 1949 et 1953 des formations aux instituteurs et moniteurs pour encadrer les colonies de vacances (Lebon, 2003, 139) et financera les lieux de « patronages » via la Caisse d'Allocations Familiales. On remarque alors l'investissement de l'État dès les prémices de la création des futurs centres aérés. Ces nouveaux lieux qui émergent reposent sur l'équation « nature= bon air= bonne santé » (Lebon, 2003, p.140) faisant suite à la doctrine hygiéniste présente dans la conception de ces acteurs d'éducation populaire dès le XIXe siècle (CESE, 2019, p.89).

Les centres aérés sont dans un premier temps alors vus comme complémentaires aux anciennes colonies de vacances qui constituaient plus un prolongement du patronage et du catéchisme chez les catholiques (Lebon, 2003, 140). Exclues des subventions ils seront reconnus par la circulaire ministérielle de 1955 et obtiendront une subvention de dix millions de francs (Lebon, 2003, 140). On assiste alors à l'émergence des futurs centres de loisirs tels que nous les connaissons actuellement, qui ont pu se développer suite à un investissement de l'État qui a poursuivi sa politique pour la jeunesse et l'accès à la culture. Suite à la circulaire de mars 1956, à l'arrêté de février 1949 et au décret d'octobre 1958, les formations proposées par l'État pour encadrer les centres aérés se composeront de trois épreuves avec des parties théoriques (stage de huit jours de formation en internat), pratiques (stage en colonie de trois semaines au minimum) et enfin une épreuve écrite de deux heures. Petit à petit, l'état veut différencier la profession du corps enseignant (Lebon, 2003, p.145). On migre progressivement vers la création d'un nouveau métier celui d'animateur....

Chapitre 2 : L'émergence de l'animation socioculturelle

De façon globale on peut classer l'émergence des travailleurs de jeunesse en quatre grandes périodes : 1870 à 1936 l'action publique plus dans le domaine hygiène et social et sanitaire, 1936 les politiques de jeunesse s'inscrivaient dans les volontés d'un État providence, on a ensuite la territorialisation de l'action publique et les politiques de la ville et de l'éducation populaire qui vont constituer une grande problématique pour le secteur et sa reconnaissance avec notamment la délégation des politiques jeunesse aux municipalités, ce qui nous amène à cette dernière période qui est l'institutionnalisation et territorialisation de la profession (Becquet, V., & Meziani, M., 2021, p.55). Dernière période qui a été évoquée comme problématique par Benoît Coquille conseiller des politiques de jeunesse et service national universel lors de notre entretien réalisé le 28 février 2022.

Des acteurs de la construction citoyenne engagés

C'est sous la cinquième république que le métier d'animateur voit le jour en France (Lebon, 2003, p.142). S'en suit alors un long cheminement jusqu'à la délimitation et la définition finale de ce nouveau poste qualifiant les encadrants des centres aérés. Les animateurs apparaissent en parallèle de la « dissolution des liens sociaux » et du « développement de grands ensembles » (Lebon, 2009, p.11). Outre l'aspect éducatif ils répondent également à une problématique géographique avec la désertification du monde rural (Lebon, 2009, p.11), comme souligné par Véronique Alunni professeure des écoles, l'urbanisation a impulsé le besoin de développer « la vie culturelle » et animer (Alunni et al, 1964 cités par Lebon en 2009, p.10). Ils répondraient aux problématiques portées par la modernisation qui crée un éclatement social, ils œuvrent pour « l'État social » en proposant des services d'intérêts généraux (Lebon, 2009, 10). L'animateur se différencie alors pour ses qualités humaines et sa volonté de transformation sociale, des valeurs en concordance avec l'idéal démocratique (Lebon, 2009, 11). Le terme d'animation socioculturelle remplacera petit à petit le terme d'éducation populaire avec le passage de l'homo civis à l'homo ludens (Lebon, 2003, 143) on mise davantage sur la relation que sur l'instruction (Lebon, 2003, 142) et cela suite à l'arrivée d'André Malraux qui participe à l'effacement de la notion brut « d'éducation populaire » pour introduire le terme de « socioculturel » (Moulinier,2008,180).

Le métier d'animateur socioculturel s'inscrit dans le plan économique social « le quatrième plan » de 1962-1965 dans lequel on décide « d'animer la vie sociale » et de se préoccuper de la « jeunesse inorganisée » (Lebon,2009, p.3). La notion de « socioculture » présente plusieurs « niveaux de lectures » comme souligné par Heinz Moser professeur en science de l'éducation en 2004 dans *L'animation socioculturelle*. On trouve alors parmi ces niveaux des allusions à une démocratisation de la société par la culture, un travail culturel accompli par

des groupes indépendants ou des structures collectives ou encore la culture comme un agent de transformations sociales (Moser, 2004, p.20). L'animation ne cherche pas à uniquement rendre accessible la culture (apparaissant comme une injonction de son époque dans les années 60), elle souhaite également que chaque acteur puisse s'exprimer individuellement, ce qui brise la conception selon laquelle un seul type de culture devrait être rendu accessible à la population. Ils veulent encourager le développement individuel (Poujol, Simonnot, 2001, p.94). Ainsi nous le comprenons le rôle des animateurs va au-delà de la simple garderie. Ils ont une action sociale et éducative et participent à la construction citoyenne (CESE, 2019, 25). Ils œuvrent afin de développer la culture et s'inscrivent dans le « Don de soi » en faisant part de leurs qualités personnelles. Tous ces éléments sont essentiels pour le bien être de leur public (Moulinier en 1978 cité par Lebon en 2009 p.60 La présence du mot « socioculturel » stipule que désormais ne sont plus uniquement visées les classes populaires d'où l'effacement progressif de la notion d'éducation populaire (Lebon, 2003, 143). Les origines sociales différentes de ces travailleurs reflètent également cette mixité souhaitée à destination des publics. En effet on trouve alors un recrutement majoritairement populaire parmi les femmes et une proportion bourgeoise chez les hommes. Leurs origines familiales sont également très diverses, en 2002 une enquête de l'INSEE nous montre que les animateurs sont également issus de milieux sociaux différents. Avec 30% issus du milieu ouvrier, ou d'autres dont les parents ont des professions intermédiaires (20%), des familles de cadres (13%) et des artisans (11%). Un métier reflétant un fort brassage social et culturel dont la différence d'origine sociale voudrait le classer parmi les professions intermédiaires à mi-chemin entre les professionnels issus de milieux populaires et bourgeois (Lebon, 2009, 59) avec des acteurs avec les mêmes origines sociales que leur public (Poyraz, 2004, p.83).

Vers une professionnalisation et une institutionnalisation

Au fil du temps le métier d'animateur s'est alors distingué et a cherché à se professionnaliser. En effet, dans un premier temps l'action d'animation résultait d'une « bonne volonté » comme nous l'avons vu l'animation professionnelle à proprement parler n'existait pas. Ainsi parmi les moniteurs encadrants de l'époque on pouvait trouver des instituteurs, des militaires, des prêtres, des syndicalistes... La « crise des mouvements confessionnels » dans les années 1960 (Lebon, 2003, p.142) due au développement des loisirs individuels chez les enfants ainsi qu'à l'accroissement de leur autonomie a conduit l'animation à se professionnaliser et à se différencier de l'éducation nationale (Lebon, 2010, p.21).

Cette distanciation avec l'éducation nationale participe à l'institutionnalisation des associations et renforcera le regard critique de l'éducation populaire face à cette dernière (CESE, 2019, p.16). Ce secteur était considéré comme subversif ou occupationnel par le corps enseignant mais sera plus tard reconnu comme complémentaire au système scolaire par les deux entités (CESE, 2019, p.16). De plus l'animation veut sortir du paradigme religieux duquel

elle a émergé avec les patronages, ainsi petit à petit, les valeurs religieuses ou de la république se voient remplacées par des valeurs telles que le travail salarié et professionnel, l'enfant sujet ou encore l'implantation du « lien social ». On assiste donc à un changement de paradigme, l'animation ne reposant plus uniquement sur des valeurs religieuses ou républicaines mais également sur des valeurs professionnelles et institutionnelles (Lebon, 2003, p.143). Cette professionnalisation rend légitime la profession qui est alors reconnue dans les années 70 où elle était encore vue comme du militantisme et du bénévolat. L'animation s'est alors de plus en plus rapprochée du milieu institutionnel dans les années 1970, avec la formation de professionnels pour « mettre en œuvre les politiques publiques » (Lebon, 2003, p.143). L'institutionnalisation s'est supplantée progressivement aux idéaux religieux et confessionnels lors de la création des Centres de Loisirs Sans Hébergement (CLSH). Les animateurs sont alors formés et leurs compétences sont reconnues par des instructeurs (Lebon, 2010, p.21) lors de stages BAFA (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur). Ils deviennent des acteurs polyvalents combinant des fonctions techniques, directives et administratives (Lebon, 2009, p.10).

Cependant l'institutionnalisation de la profession évoquée plus haut ne sera pas sans conséquences car nous ferons face à un État qui après avoir joué un rôle décisif dans l'implantation du métier laisse les municipalités et les associations gérer le personnel de l'animation (Lebon, 2009, p.10). Notamment dans les années 1980 où on se retrouve dans une municipalisation de l'animation qui fera craindre à des doctorants tels que Jean Marie Mignon que la professionnalisation de l'animation lui fasse perdre le cœur de profession. On a alors une augmentation du nombre d'animateurs et à cette période se fait la distinction entre les animateurs volontaires et les animateurs professionnels. A partir des années 1990 l'émergence de formations professionnelles liées à l'animation touchent un public plus large avec notamment l'augmentation du nombre d'IUT (instituts universitaires de technologies) (on passe de six à quinze) (Lebon, 2009, p.3).

Chapitre 3 : Les centres de loisirs : une entité éducative et citoyenne

L'apparition des centres de loisirs

La profession d'animateur émerge alors en parallèle avec la création des centres aérés. Résultant du passage du patronage au centre de loisirs dans les années 1950, ils sont reconnus par l'arrêté du 20 mars 1984 en tant qu'entités éducatives et leur appellation « centre de loisirs » montre la fin de l'hégémonie religieuse et du patronage (Lebon, 2003, 147). Par ailleurs comme pour l'animation, ces lieux ne s'adressent plus uniquement aux classes populaires qui étaient les classes de références. Ces centres ne sont pas des nouveautés, on trouve déjà dès le XIX e siècle l'émergence des premières « maisons sociales » pour lutter contre la misère sanitaire (Lebon, 2009, p.21) et avec pour volonté de lutter contre la

pauvreté, favoriser l'inclusion sociale et la mixité. Ainsi nous pouvons constater que dès leurs créations, ces centres ont une volonté éducative individuelle non rattachée directement à l'éducation nationale, et d'accès à la culture notamment avec la création de centres socio-culturels (Garcia, Serge, et al. 2020, p. 22).

Une enquête a montré qu'entre 1966 et 1984 le nombre de directeurs de centres de loisirs sans hébergement qui en parallèle étaient enseignants a diminué (60% contre 19.2%) (Lebon, 2003, p.144) ce qui démontre l'émergence de la profession. Les centres de loisirs n'ont cessé d'accueillir des enfants depuis leur reconnaissance par l'arrêté cité précédemment. Ainsi on comptait près de quatre millions d'enfants accueillis dans vingt-deux mille centres de loisirs sans hébergement en 1996 selon le ministère de la Jeunesse et des Sports (Lebon, 2003, p.150). Bien entendu ces entités se sont développées en suivant des protocoles très précis. D'abord elles s'inscrivent dans la continuité du projet de 1989 et la loi Jospin plaçant l'enfant au centre du système éducatif (Loi Jospin, 1989). Ces centres se sont très vite basés sur des données scientifiques pour pouvoir fournir un temps d'accueil optimal au niveau sanitaire et psychologique. En effet, ces derniers présentent la définition d'un projet global tenant compte des rythmes biologiques et d'apprentissage (Lebon, 2003, p.149). Les CEMEA ont commencé à organiser des journées puis sortiront des revues sur les comportements et rythmes biologiques toujours dans ce paradigme de l'éducation nouvelle. Par ailleurs, ces lieux qui se veulent différents de l'école mais complémentaire (CESE, 2019, p.77) commencent à faire disparaître les références scolaires des Contrats éducatifs locaux en 1991 (Lebon, 2003, p.149). Le centre de loisirs se qualifie donc comme un lieu où la socialisation, l'épanouissement personnel et par le jeu est encouragé afin de vivre en société. La directrice adjointe de l'Association de centre de loisirs de Grenoble nous dit que ces centres sont considérés comme des « refuges » permettant d'échapper à un cadre scolaire trop strict (Directrice adjointe ACL, 2022, annexes) sans notes ou sentiment de jugement (Lebon, 2010, p.21). Le centre de loisirs devient alors un équipement urbain polyvalent proposant des initiations au sport, à la cuisine...

Dans ces lieux, les adultes/animateurs participent également à la socialisation et à la valorisation de l'estime de soi de l'enfant (Becquet, 2020, p.23) parfois en concurrence avec les familles et les écoles ils offrent une autre approche de la vie à l'enfant (Lebon, 2009, p.12). Le centre de loisirs a alors un rôle social et culturel dans la société, comme présenté sur le site de la Mairie de Grenoble concernant la Maison des Jeunes et de la Culture des Allobroges, ces lieux ont pour vocation « d'organiser le temps libre de l'enfant, temps complémentaire de la famille et de l'école, dans un projet d'éducation globale en faveur de tous les enfants et vise à lutter « contre les inégalités d'accès aux savoirs, à la culture et aux sports » (Site ville de Grenoble, MJC allobroges). Les centres de loisirs sont créateurs de liens sociaux, facilitent la vie en collectivité, le vivre ensemble et l'inclusion (Becquet, 2020, p.23).

Le positionnement différent des familles et l'usage social des centres de loisirs

Ces centres de loisirs ont poursuivi la volonté de l'éducation populaire en rendant accessibles à toutes les classes des lieux favorisant la construction sociale de l'enfant avec l'idée d'un marché du travail « ouvert » et des logiques de « don » et de « passion » (Lebon, 2009, p.3). Cependant ce ne sont pas toutes les familles qui ont la même vision du centre de loisirs ou du centre social bien que la création de ce dernier réponde à leur besoin (Becquet, 2020, p.63). Ainsi certaines privilégieront l'école au détriment du centre de loisirs n'y voyant qu'un mode de garde. On peut citer l'enquête réalisée au Val de Marne sur l'année scolaire 2001/2002 auprès de familles (Lebon, 2006, p.115), nous présentant une famille bourgeoise ne voyant dans les centres de loisirs et l'école qu'une contrainte supplémentaire pour les enfants avec un personnel « borné ». Selon eux l'apprentissage culturel et l'épanouissement passe uniquement par les parents et les familles (Lebon, 2006, p.115) or Valérie Becquet professeure des universités en sciences de l'éducation et de la formation nous informe que la création de centres sociaux culturels vise justement à rendre la culture plus accessible au sein de ces lieux encadrés par des professionnels de l'animation (Becquet, 2020, p.23). Ce choix ou opinion n'est pas forcément lié à la catégorie socio-professionnelle, en effet on trouve dans l'enquête une famille d'origine maghrébine et de milieu populaire qui ne fait pas usage des centres de loisirs. Le père de famille interrogé faisant mention des sorties qu'il propose lui-même à ses enfants (Lebon, 2006, p.120). Ils privilégient le travail scolaire lors du temps libre de l'enfant et cherchent à couper cet aspect de « loisirs » offert d'après eux par le centre de loisirs ou la vie en collectivité. L'enquête citée précédemment montre que les familles de classes populaires voient dans les centres de loisirs plus un mode de garde plutôt qu'un lieu d'épanouissement culturel au contraire de familles de classes moyennes et supérieures qui y voient un investissement profitable dans le temps (Lebon, 2006, p.127). Une autre enquête du Crédoc dresse un profil des enfants fréquentant le plus les centres de loisirs établissant une corrélation avec l'activité professionnelle des femmes (les familles avec les femmes actives, cadres et employées ont plus d'enfants fréquentant les centres de loisirs) (Lebon, 2010, 22).

Les opinions divergent, nous avons interrogé dix familles de la région grenobloise dans notre démarche de recherche afin de connaître leur opinion sur les centres de loisirs et l'éducation populaire. Une famille nous a expliqué qu'elle voit en ces lieux une « autre manière d'aborder le relationnel et le comportemental » et que cela jouait un rôle dans la construction de son enfant. Pour deux autres, c'est également un lieu permettant de « valoriser le travail des enseignants et assurer la continuité de l'éducation » en apportant des valeurs telles que « Le vivre ensemble, la laïcité, l'ouverture sur les autres quel que soit le niveau social » identitaire ou religieux. ». Cependant une autre famille interrogée reconnaît qu'elle cherche avant tout un mode de garde pour ses enfants et ne tient pas compte des projets éducatifs et pédagogiques (entretiens familles, 2022, annexes). Bien que les usages sociaux soient différents d'une famille à une autre nous ne pouvons nier l'utilité de ces lieux et leurs

bénéfiques dans la construction de l'enfant selon une partie d'entre elles. Comme elles l'ont évoqué dans nos entretiens cela apprend aux enfants à vivre en société et à respecter matériel et camarades tout en découvrant de nouvelles cultures, activités et autres.. (Entretiens familles, 2022, annexes).

Une précarité de l'emploi et une faible reconnaissance

Cependant, bien qu'elle offre une volonté éducative, une mixité sociale et s'inscrit dans une continuité de démocratie culturelle (reconnaissance horizontale de toutes les cultures) en prenant en compte la diversité des cultures, l'animation socioculturelle fait face à de nombreux problèmes notamment en termes de reconnaissance (Lebon, 2009, p.72). Le directeur de l'association des centres de loisirs de Grenoble nous a dit lors de notre entretien que « les métiers de l'éducation populaire manquent de reconnaissance » (Entretien Directeur de l'association des centres de loisirs de Grenoble, 2022, annexes). De plus, l'enquête menée au sein de familles nous a montré que selon ces dernières les animateurs « manquent de reconnaissance au vu du travail qu'ils fournissent » (Entretien famille 2, 2022, annexes). Certaines familles ont également évoqué le manque de lien social tissé avec les animateurs, qui pourrait être dû notamment à l'institutionnalisation de la profession qui a supplanté les valeurs initiales d'éducation populaire mais également d'animation socioculturelle. Le poids important joué par les municipalités et les collectivités locales rendent les structures dépendantes et cela entraîne des conséquences sur le fonctionnement des centres de loisirs ou centres socio-culturels (Garcia, Serge, 2020, p.66). Les volontés éducatives et pédagogiques seraient entravées par l'hégémonie institutionnelle qui s'est peu à peu installée (Garcia, Serge, 2020, p.67).

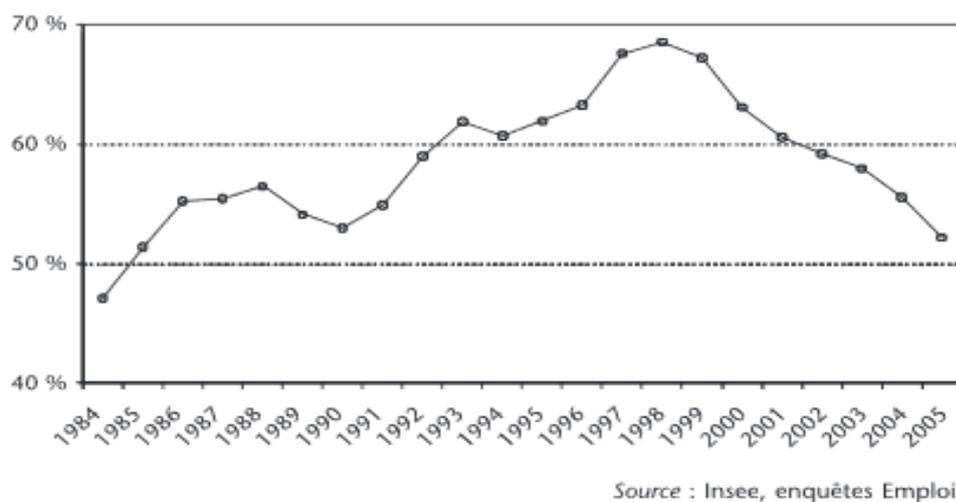
D'après les statistiques officielles de l'INSEE, la reconnaissance du métier d'animateur n'aurait été officialisée qu'en 1975 (Lebon, 2009, p.43), soit il y'a presque 50 ans. Et pourtant, l'identité des animateurs reste floue, du fait qu'il est souvent difficile de les qualifier : sont-ils des accompagnateurs scolaires ou des acteurs de l'action culturelle, ou encore des intervenants sportifs ? (Lebon, 2009, p.3). On trouve en effet une différence entre les animateurs professionnels et ceux qui effectuent ce travail occasionnellement. On a une distinction et une disparité au sein du secteur rendant sa définition complexe et jouant dans le manque de reconnaissance qui crée alors une précarité dans l'animation. Il faut noter que la précarité rencontrée par le secteur n'est en général atteinte dans le reste de la population uniquement par les artistes et les catégories d'ouvriers non qualifiés (Lebon, 2009, p.3) ce qui soulèverait un problème. On qualifierait donc l'animation de « profession intermédiaire » avec une position non définie dans la hiérarchie sociale entre classes moyennes et populaires (Lebon, 2009, p.3).

Ce métier a évolué en deux temps. D'abord la profession réunissait des travailleurs sociaux, puis dans les années 70 l'institutionnalisation du métier et les lois de décentralisations (CESE,

2019, p.20) font que la profession n'attire plus uniquement des passionnés ou citoyens engagés. On trouvera alors notamment au sein de l'animation périscolaire un investissement des étudiants ou de personnes peu qualifiées (Lebon, 2009, p.76) ce qui crée une disparité (Lebon, 2009, p.24). Le manque d'homogénéité au sein de la profession renforcera l'aspect flou et la difficulté de délimiter cette dernière (Lebon, 2009, p.45). On a alors une population d'animateurs divisée en 3 : les diplômés BAFA, les Béatep et les BPJEPS et des « défasiens » représentant des cadres ou des diplômés de DUT carrières sociales. Ce manque d'unité crée des tensions entre les animateurs qui deviennent alors concurrents entre eux (Lebon, 2009, p.77).

Sur le graphique ci-dessous qui représente une analyse de l'INSEE on remarque que les animateurs font face à une précarité croissante entre 1984 et 2005. De plus comme le souligne Francis Lebon l'augmentation des effectifs a fait que la précarité a également croît en valeur absolue (Lebon, 2009, p.66). Les animateurs font face à une faible rémunération, dans les années 1990 près d'un quart gagnait moins de 450 euros. Et même s'ils sont présentés comme professions intermédiaires, souvent à mi-temps ils ont un traitement net moyen de 912 euros ce qui représente la moitié des professions intermédiaires (Lebon, 2009, p.70). Les inégalités hommes femmes sont également présentes au sein du secteur puisqu'on remarque que les hommes sont mieux payés du fait que la gent féminine se voit uniquement proposer des temps partiels. A cela s'ajoute la discrimination de l'âge avec des jeunes de 20 à 24 ans moins payés que les hommes de 40 ans et plus.

Graphique 10. Taux de précarité du statut d'emploi (1984-2005)



Bien qu'en France la qualité de l'emploi soit au cœur des débats publics depuis la fin des années 90 (Lebon, 2009, p.71) la prolétarianisation des catégories de travailleurs commence à se faire sentir (Lebon, 2009, p.73). La baisse d'intervention publique met le secteur dans une

situation critique (CESE, 2019, p.21) la rémunération et l'indemnisation n'est pas officielle bien que l'État en 1955 ait institutionnalisé un espace intermédiaire entre salariat et bénévolat. Le métier n'est donc pas reconnu comme travail effectif en accord avec le code du travail (Lebon, 2009, p.74) malgré une tentative d'y remédier via le dispositif Javos (Jeune animateur volontaire stagiaire) visant à pré-professionnaliser les animateurs qui n'a jamais vu le jour. L'État a toujours eu ce souci d'encourager l'engagement des jeunes au service des autres comme on a pu le voir avec la loi du 23 mai 2006 (loi relative au volontariat associatif, 2006). Cependant au vu des problématiques, les animateurs restent dans une incertitude et une instabilité. Le désengagement de la jeunesse vis-à-vis de ce secteur, et la négligence de l'état ressentie par les professionnels de jeunesse interrogés poussent des membres du Conseil économique social et environnemental, les acteurs de l'éducation populaire ainsi que les membres du ministère de l'Éducation nationale telles que la Secrétaire Chargé d'État Sarah el Haïry et son conseiller Benoît Coquille à réinterroger et réorganiser la profession et en particulier les formations via les assises de l'animation qui ont eu lieu le 22 février 2022. Cette précarité et ce manque de reconnaissance les ont alors fait se questionner sur la communication à réaliser pour mettre en avant et valoriser la profession comme nous l'ont dit les interrogés lors de nos entretiens qu'ils soient acteurs étatiques ou associatifs (entretiens, 2022, annexes). En effet, d'après les professionnels de jeunesse interrogés, les structures n'ont pas encore toutes trouvé les solutions de façon unanime pour remédier au problème de reconnaissance, nos entretiens axés sur des idées en lien avec la communication semblent éveiller un renouveau dans l'éducation populaire. L'idée semble novatrice pour ces derniers qui sont peu formés (entretiens, 2022, annexes) et pourtant les actions de communication n'ont pas été inconnues au secteur comme nous allons le voir dans la prochaine partie qui présentera la position de l'animation socioculturelle face aux technologies de l'information et de la communication.

Partie 2

-

Société de l'information, TICS
(Techniques de l'information
et de la communication) et
Éducation populaire tensions
et paradoxes

Chapitre 1 : L'animateur et sa posture de médiateur

L'animateur acteur de la médiation et de la communication

La notion de médiation n'est pas inconnue des animateurs. En effet, les animateurs socioculturels jouent toujours un rôle de médiateur dans leur pratique au sein des accueils collectifs de mineurs aussi bien pour transmettre des infos et des pédagogies que pour apaiser des conflits (Darbellay & Roduit, 2018, p.37). Ils ont également un rôle de médiation au sein de polémiques comme pour « La marche des Beurs » contre les bavures policières par exemple. Ces professionnels ont été un intermédiaire entre la population et l'État, et ont dû communiquer pour sensibiliser au civisme et éviter le « délitement du lien social » (Greffier, 2018, 22).

Nous pouvons ainsi constater que la médiation sociale semble inhérente à l'animation. La présence de cette dernière dans les formations tels que le BEATEP (Brevet d'État français d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse) démontre que l'on a cherché à se diriger vers des animateurs de plus en plus aptes à agir pour le vivre ensemble. Bien que l'auteur Luc Greffier Maître de conférences à l'IUT Michel de Montaigne, ancien administrateur du Cafemas et militant CEMEA souligne qu'il est important de différencier l'animation de la médiation, les contours similaires des deux professions nous font comprendre qu'elles sont étroitement liées et sont donc difficilement détachables. Les animateurs ont donc toujours eu cette action de médiation dans leur action afin d'une part au niveau culturel faciliter l'accès et promouvoir les actions mises en place (médiation culturelle) et d'autre part en servant de relais face à l'état (médiation sociale). L'animateur joue également un rôle important dans l'épanouissement culturel et l'accès aux savoirs. Ainsi comme présenté dans le travail de Bachelor *La médiation culturelle Un nouveau champ de l'animation socioculturelle ?* rédigé par Véronique Michelet responsable en médiation culturelle pour le jeune public, les animateurs socioculturels sont des acteurs de la médiation culturelle. Ils entretiennent une relation étroite avec les institutions culturelles. Ces deux professions ont des origines communes, bien que du côté des médiateurs on ait cherché à s'affirmer et à se détacher de l'animation socioculturelle cette médiation serait selon Elisabeth Caillet docteur en sciences de l'éducation « une reformulation de l'éducation populaire » (Bordeaux, 2017, p.7). À la suite de la création du ministère de la Culture en 1959, l'animation s'est vue rattachée au ministère de la Jeunesse et des sports (Greffier, 2018, p. 68). On a alors relié l'animation seulement à la récréation, tandis que la médiation culturelle a été reliée à la démocratisation culturelle (Greffier, 2018, p. 68).

Cependant animation socioculturelle et médiation culturelle semblent, comme évoqué, aller de pair. Dans un premier temps on apprend que lors de leurs formations les animatrices interrogées par Véronique ont eu une approche et des modules sur la médiation culturelle (Michelet, 2014, p.3). Comme constaté lors d'actions et de projets mis en place, on cherche à

créer du lien entre les publics (ici les enfants) et l'art (Michelet, 2014, p.3). Une façon d'éduquer et d'offrir un accès à l'art à tous. La médiation est présente dans l'animation socioculturelle avec la volonté de favoriser la rencontre et les échanges entre les populations (Michelet, 2014, p.26). Via ces initiatives on valorise « la rencontre, l'échange et la communication » comme le souligne Claudia Della Croce professeure HES Haute école de Travail Social dans *Inscrire la médiation culturelle dans des pratiques participatives* (Della Croce, 2018, p. 1). Lors de la réalisation d'un projet, les animateurs socioculturels n'hésitent pas à communiquer, ils ont automatiquement dans leur action professionnelle dans une démarche communicante (Michelet, 2014, p.53).

La médiation culturelle réalisée par ces professionnels s'inscrirait dans 3 dimensions : la diffusion pour favoriser l'accès à l'art, la réflexion critique pour favoriser les espaces de dialogues à l'instar des prémices de l'éducation populaire comme évoqué dans la première partie, et enfin la participation pour rendre le public actif sur le plan culturel (Michelet, 2014, 43). Idée rejointe par Della Croce qui écrit que « la fonction de médiation est une compétence centrale inscrite dans toutes les pratiques de l'animation socioculturelle » pour citer ses propos (Della Croce, 2018, p.104). L'enquête menée par Véronique Michelet interroge sur les actions de médiation réalisées par des animatrices socioculturelles romandes nous montre que toutes ces animatrices ont eu recours à la médiation culturelle sur le terrain, quoiqu'il en soit, elles ne pouvaient déroger à cette action (Michelet, 2014, 52). Les interrogées ont reconnu que pour elles la médiation culturelle était cette passerelle entre savoirs, institutions et publics cibles permettant aux individus (enfants, adultes) de se relier à des groupes et de créer des espaces de dialogues. Elles ont d'ailleurs réalisé des actions de communication afin de monter leur projet, et de le défendre tout en adaptant leur discours en fonction du public (Entretien avec Anne Zeller le 31 octobre 2013 cité par Michelet en 2014 p.57). Des méthodologies très similaires à celles de médiateurs culturels (Michelet, 2014, p.58), et nécessitant des connaissances en communication notamment en ce qui concerne l'adaptation du discours.

Ainsi l'animation socioculturelle est médiation dans sa méthodologie de projet. Animateurs socioculturels et médiateurs culturels défendent les mêmes objectifs, bien qu'il y ait une nuance et une forte revendication chez les médiateurs culturels pour être différenciés de l'animation socioculturelle (Moulinier, 2008, p.180), avec une médiation qui défendrait plus l'aspect esthétique que l'aspect participatif et d'émancipation. Cela nous permet de transiter vers les actions de communication inhérentes à la profession depuis plusieurs années aussi bien pour leurs publics jeunesse qu'auprès d'autres publics. Cette partie nous a permis d'identifier en quoi l'animation n'est pas éloignée des activités de communication et d'identifier le commencement de ce paradoxe. De plus, la notion de communication est présente dans la définition du métier d'animateur socioculturel, comme le souligne Frank Lepage militant de l'éducation populaire, l'animation socioculturelle serait : « toute action dans ou sur un groupe – ou une collectivité, ou un milieu – visant à développer les

communications et à structurer la vie sociale, en recourant à des méthodes semi-directives » (Lepage cité par Moulinier en 2008, p.180).

Chapitre 2 : Société de l'information et éducation populaire appropriation et défiance

Société de l'information et éducation populaire

Comme nous en informe Armand Mattelart chercheur universitaire essayiste et sociologue, la société de l'information est arrivée avec de nombreuses utopies liées à la création d'un monde meilleur avec plus de solidarité de liberté et d'égalité ainsi qu'une fin des violences. On a cherché à uniformiser le monde ; Armand Mattelart parle également dans son ouvrage *Histoire de la société de l'information* de « Bibliothèque universelle » dès le début. Ces idées utopiques et égalitaires rejoindraient à première vue celles des acteurs de l'éducation populaire. Cela nous expliquerait alors pourquoi ces derniers ont une position « particulière » vis-à-vis de cette société comme nous allons le voir (Mattelart, 2009, p.1).

Face à la société de l'information il faut rappeler que les acteurs de l'éducation populaire ont eu des postures différentes. Mitigés entre ouverture et défiance, utilisation et résignation, ils ont commencé avec la presse qui pour eux représentait un outil démocratique. Cependant bien qu'ils se soient appropriés l'outil journalistique, la méfiance ne s'est pas estompée vis-à-vis des informations diffusées par les médias traditionnels (Boucher-Petrovic, 2006, p.113). Une posture compréhensible d'un côté quand nous comparons ces acteurs qui œuvrent pour le vivre ensemble, l'émancipation citoyenne et les prémices de la société de l'information cherchant une uniformisation plus ou moins mathématique du raisonnement humain et ce dès 1703 avec Leibniz (Mattelart, 2009, p.5). Rappelons qu'une des idées de la société de l'information était cette « Théorie Mathématique de la Communication » qui souhaite avoir un récepteur « clone de l'émetteur » (Mattelart, 2009, p.37) une idée qui serait contraire à ce que prône l'éducation populaire. Par ailleurs comme le souligne Linarès sociologue de la jeunesse à l'INJEP la modernité s'est accompagnée de comportements proches du monde de l'entreprise chez les acteurs de l'éducation populaire (naissance de SARL à côté d'associations, constitutions de sociétés commerciales ou encore la demande d'analyse de rendements des ateliers d'animation socioculturelle par l'État auprès du ministère de la Jeunesse et des Sports) (Linarès,1987,p.9).

Cependant un paradoxe se présente car comme nous l'avons vu les actions de médiation et de communication ne sont pas inconnues des animateurs socioculturels notamment concernant le domaine artistique. Ainsi ces animateurs qui font face à une certaine précarité et une faible reconnaissance selon eux ont par le passé déjà eu recours à des outils de communication pour présenter leurs actions et défendre les valeurs de l'éducation populaire. Ils ont été les premiers à se saisir des Technologies de l'information et de la communication

comme l'a souligné Nathalie Boucher Petrovic dans son article *La société de l'information « appropriée » par l'éducation populaire : une tradition en question* (Boucher-Petrovic, 2014, p.1) et ont eu un rôle innovateur dans l'utilisation des médias tout comme dans la pédagogie (Boucher-Petrovic, 2014, p.2). La presse a été le grand outil de communication des acteurs de l'éducation populaire, dès la fin du 19^e siècle notamment avec la Ligue de l'enseignement qui avait défendu la loi sur la liberté de la presse (Loi de 1881) (Boucher-Petrovic, 2014, p.2). On constate que les mouvements nationaux d'éducation populaire ont commencé à publier dès 1830 (Ritcher, 1984). Cela démontre que ces acteurs ont eu très tôt des formations aux médias et sur comment les utiliser. La presse n'est pas le seul outil utilisé outre les lieux de rencontres et débats comme organisés par la Ligue de l'enseignement ils ont aussi su utiliser l'outil vidéo avec notamment la création des ciné-clubs dans les années 50 et des télé-clubs. Faisant suite au cinéma éducateur et aux diffusions radiophoniques (Besse, 2018).

Utilisation et tensions liées à l'outil vidéo

Dans les années 1950, l'éducation populaire nécessitait un renouveau et ne pouvait se contenter uniquement des actions dites en présentiel. Elle s'est alors approprié cette société de l'information progressivement. Cela a commencé avec Roger Louis qui cherchait à interpeller le spectateur à l'instar des ciné-clubs, on veut faire du spectateur de cinéma un citoyen actif. Les acteurs de l'éducation populaire cherchent dès le début à mobiliser et à faire participer les citoyens. En 1953 une collaboration avec l'éducation nationale a permis aux mouvements d'éducation populaire tels que la Ligue de l'Enseignement ou encore Peuple et Culture d'instaurer un stage au Centre national d'Éducation Populaire à Marly-le-Roi, ayant pour but de créer des émissions d'éducation populaire (Linarès, 1987, p.3). L'utilisation de ces outils de diffusions vidéo avaient la volonté d'éduquer en masse les adultes toujours dans une démarche d'éducation populaire, la télévision représentait alors un enjeu phare. Le choix de ce médium qu'est la télévision n'est pas anodin car si l'on se base sur McLuhan théoricien de la communication le médium est le message (McLuhan cité par Kane, 2016, p.2), la télévision est alors un outil puissant, un média froid qui bouleversera de nombreuses pratiques avec un téléspectateur actif qui participe au spectacle du monde (fini la passivité) (McLuhan cité par Kane, 2016, p.1). De plus, la télévision a le pouvoir de produire sa propre vision du monde elle véhicule un message mais est également un message. C'est alors un outil stratégique non négligeable pour les acteurs de l'éducation populaire (McLuhan cité par Kane, 2016, p.3). Dans les années 1950, les acteurs de l'éducation populaire cherchent à créer une expérience « culturelle et pédagogique » via ces télé-clubs (Besse, 2018). La réception collective de la télévision est recherchée avec un accès à l'information dans les zones rurales et populaires.

Dans les années 1950 ces professionnels ont voulu faire de la télévision un outil d'influence positive en transmettant des informations de culture générale aux récepteurs via leurs centres d'intérêts et en influençant les usages que les téléspectateurs font de la télévision dans un but de revitaliser la démocratie (Besse, 2018). En effet à cette époque Etienne Lalou

qui préside la conférence nationale de 1958 « Télévision et éducation populaire » cherche à impliquer et éclairer le spectateur (Bresse,2018). C'est alors à cette époque que nos militants de l'éducation populaire sont formés à l'animation des télé clubs (directeurs de MJC) afin que ces derniers connaissent les rouages de la télévision. Une nouvelle appropriation de la société de l'information et des techniques de l'information et la communication et plus précisément de l'outil vidéo. Cependant, à l'instar de la presse on sera confronté à une méfiance de la part de certains acteurs de l'éducation populaire face à la télévision et aux informations qu'elle transmet dans les années 1960. En effet, pour ces derniers elle serait un outil d'aliénation et de promotion de la société de consommation (Besse, 2018, p.5).

On entre alors dans une opposition entre l'éducation populaire et la société de l'information avec la télévision qui semble incarner toutes les valeurs contraires défendues par nos acteurs de l'éducation populaire : repli sur la sphère domestique, plaisir solitaire et rupture du lien social (Bresse, 2018, p.6) car pour les détracteurs l'animation est un « moyen de se prémunir contre la civilisation des choses et du gadget, en occupant les loisirs et en animant la vie sociale » (Théry H 1966 cité par Besse en 2018). Le réseau d'associations Peuple et Culture issu de la Libération (1945) sera très hésitant face à la télévision (Besse,2018, p.7). Catherine Beaumont Responsable du secteur communication de Peuple et culture reconnaît la télévision comme contraire à l'éducation populaire du fait du manque de convivialité qu'elle apporte, et fait peur (Boucher-Petrovic,2006, p.116). Au contraire d'autres acteurs tels que Marcel Desvergne chargé des médias à la Ligue de l'Enseignement qualifiera la télévision du plus beau système d'éducation populaire (Trémel, 2014, p.22) déclaration appuyée par Guy Gauthier militant de la Ligue de l'enseignement qui parlera d'une intégration du câble dans les pratiques d'animation socioculturelle notamment en terme de pédagogie(Guy Gauthier cité par Chantal Linarès, 1987, p.8).

Ces conflits et ces difficultés d'utiliser la télévision de façon optimale en leur faveur, a conduit les animateurs à délaisser petit à petit la télévision ; un rendez-vous manqué pour ces militants qui ont pourtant été parmi les premiers à utiliser cet outil (Bresse, 2018). Rendez-vous manqué accompagné d'un sentiment d'injustice au sein des militants de l'éducation populaire quand on sait qu'ils se sont longtemps battus pour que leurs émissions soient diffusées et rediffusées à des horaires qui coïncident avec leurs publics (Bresse, 2018) comme le veut la tradition de la télévision des industries culturelles et la programmation (Benaud, 1984, p.2).

Les visions contrastées face à la société de l'information

Les acteurs de l'éducation populaire ont su utiliser quelques outils d'information communication pour se les approprier et revendiquer leurs droits ou faire du lobbying (Ciné-clubs, presse, éducation aux médias). Cependant certaines actions ont été peu concluantes tels que les télé-clubs ou les radios libres. Nathalie Boucher Petrovic nous informe dans *Les*

mutations de l'éducation populaire que la société de l'information serait alors apparue comme un objectif à atteindre et un moyen de légitimation des actions pour les acteurs de l'éducation populaire. Outre la télévision qui n'a pas été concluante ils ont voulu s'approprier cette société de l'information pour ne pas être lésés dans leurs pratiques, et ce dès les années 1970 avec le lancement des revues de la Ligue de l'Enseignement ou encore *les cahiers de l'animation* des CEMEA en 1972 (Lebon, 2009, p.10). Sur 180 numéros des revues de la Ligue de l'Enseignement 10% étaient consacrées à la communication et aux médias. Elle sortira des numéros spéciaux jusqu'à avoir une rubrique fixe concernant la société de l'information en 2000 jusqu'en 2005 (Boucher-Petrovic, 2006, p.115). Malgré une hantise croissante entre 1982 et 1986 concernant l'adaptation à la modernité (Linarès, 198, p.8) on a eu dans les années 1980 le développement d'actions telles que la création de l'Université de la communication où acteurs de l'enseignement et acteurs sociaux débattent et découvrent des outils de communication novateurs (Rémond, 1999, p.55). Cette création résulte d'une volonté de la Ligue de l'enseignement de regrouper les animateurs autour de l'outil vidéo (Boucher-Petrovic, 2006, p.114). Cependant, toujours méfiante vis-à-vis de la société de l'information, l'éducation populaire a opté pour deux positions : Utiliser les outils en place telles que les chaînes de radios ou alors créer ses propres médias comme les radios libres à la suite de la libéralisation des ondes de 1981 qui autorise les radios locales à émettre sur la bande FM (Boucher-Petrovic, 2006, p.114).

La Ligue de l'Enseignement a beaucoup agi dans la société de l'information avec notamment le développement du Collectif inter-Associatif enfance et médias qui a pour but de promouvoir le dialogue entre les enfants, parents et acteur de l'éducation populaire et éduquer autour des médias (Boucher-Petrovic, 2006, p.116). D'autres organismes tels que Peuple et Culture ont eu une posture différente face à la société de l'information comme nous l'avons vu avec leur réticence face à l'utilisation de la télévision. Cependant ils ont plus vu la société comme un moyen de « contrer » ou de proposer une alternative aux médias traditionnels, dans une logique et une tradition de « débat et remise en question des politiques publiques » notamment dans les années 2000 et l'utilisation d'Internet (Boucher-Petrovic, 2006, p.117). Cependant l'objectif qu'ils avaient de promouvoir cette société de l'information mais l'objectif s'est estompé, l'association n'a pas adhéré au concept le voyant comme trop éloigné de leur idéologie (Boucher-Petrovic 2006, p.117). D'autres mouvements comme ATD Quart Monde ont quant à eux vu en cette société une façon de faire sortir les familles plus pauvres de leur statut via l'accès à l'information accru pour un épanouissement économique, social culturel et politique (Boucher-Petrovic, 2006, p.115). Dès 1980 ATD quart monde a également lancé la rencontre de personnes d'horizons différents en développant des projets tels que « les Semaines européennes de l'avenir partagé » où des enfants mais aussi des adultes de communautés différentes peuvent se rencontrer (Pinet, 2003).

Nous constatons ainsi que les acteurs ont une vision différente concernant cette société de l'information, et pour cause tous ne sont pas à la page concernant les outils numériques dans leur pratique d'animation. Des acteurs comme Catherine Beaumont craindraient une perte

des valeurs et de l'essence même de leur profession et un remplacement de l'action humaine par ces technologies (Boucher-Petrovic 2006, p.117). Cependant avec l'apparition du web 2.0 ces acteurs sont alors « obligés » d'utiliser ces outils dans leurs pratiques et se former à leur utilisation. Nous allons voir désormais comment ces derniers ont intégré les TICS dans leurs pratiques d'animation et dans leurs pratiques communicationnelles qui bien qu'encore amatrices existent bel et bien mais nécessiteraient selon eux une restructuration et une professionnalisation pour donner un second souffle à l'éducation populaire (Boucher-Petrovic, 2006, p.116).

Chapitre 3 : Les Tics dans les pratiques de l'animation socioculturelle actuelle

L'intégration des Tics dans les pratiques d'éducation populaire a commencé comme nous l'avons vu via les télé-clubs et le plan câble qui visait à doter la France d'outils de communication (Besse, 2018) (Linarès, 1987). Bien que les acteurs de l'animation socioculturelle aient adopté des postures différentes face à la société de l'information pour cause de controverses avec leurs valeurs, l'apparition du web 2.0 les « contraint » à se former à cette société notamment pour ce qui est de l'éducation aux médias et de la promotion d'action. Le web 2.0 ou web collaboratif a bouleversé les pratiques de tous, l'apparition du e-learning a permis une nouvelle façon de penser l'éducation scolaire via la participation par exemple (Sboui T, 2018, p.2). Les Tics ont offert des opportunités notamment en ce qui concerne les échanges, les débats et les interactions, cela a permis une réappropriation de l'espace public par les citoyens (Boucher-Petrovic, 2006, p.5). Dans une société actuelle où l'espace public est de plus en plus fragmenté les TICS permettent via le réseau la création de liens (Boucher-Petrovic, 2006, p.5). Les organismes d'éducation populaire ne sont pas ignorants face au numérique et cherchent à avancer au même rythme que la société. Ce passage au numérique permettrait de lui donner un nouveau souffle on parlerait d'une « éducation populaire 2.0 » (Arnaud L, 2018).

L'intégration des pratiques numériques dans l'animation

Les professionnels de jeunesse se voient incités à investir dans les réseaux sociaux et internet (Audran M., Cathelineau F., Reguer-Petit M., 2020, p.49). Ces technologies se développent dans notre quotidien (administration, santé) et de façon universelle (Boukrissa A, 2017, p.1) elles envahissent et induisent des changements de pratiques dans le monde de la culture : arts, lettres, cinéma théâtre, loisirs etc.. (Boukrissa A, 2017, p.1). De plus, l'apparition des nouveaux médias s'est souvent accompagnée d'espairs quant à l'expression. Face à cette expansion du numérique les pratiques d'animation socioculturelle n'ont pas d'autre choix que de changer. Le changement n'est pas radical et s'inscrit plutôt dans une continuité de ce qu'elle a toujours proposé, on parle d'une adaptation (Boukrissa A, 2017). Une adaptation qui passe forcément par une formation des professionnels à ces outils et une diffusion

massive des pratiques dans les centres d'accueil collectif de mineurs. Cette éducation aux médias reste un défi de l'animation comme souligné par les Francas (Site des Francas, 2012). Les animateurs de jeunesse doivent acquérir des compétences en lien avec les médias pour pouvoir porter à bien leurs projets. La DRDJS en lien avec un ancien espace culture multimédia a lancé un appel à projet pour inciter les animateurs et autres acteurs de l'éducation populaire à se former dans l'outil multimédia (Stinès, 2017, p5).

Les organismes d'éducation populaire s'associent pour mettre alors en place des formations pour les professionnels de la jeunesse comme le dispositif « promeneurs du net » lancé par la CAF (Caisse nationale des Allocations familiales) (Audran M., Cathelineau F., Reguer-Petit M., 2020, p.49). Ce dispositif cherche à renforcer le lien social et développer l'esprit critique des jeunes publics en accompagnant les jeunes sur les réseaux sociaux. L'étude menée par la CAF autour du projet en 2018 nous montre qu'on cherche à enrichir l'intervention numérique des professionnels de jeunesse en leur fournissant les compétences nécessaires pour une bonne maîtrise de l'outil, suite à leur demande (Boukissa A, 2017, p.2). Comme vu dans la partie précédente cette défiance et la disparité des positions vis-à-vis de la société de l'information a joué dans le manque de compétences des professionnels de jeunesse quant à la maîtrise des outils numériques. Les professionnels de la jeunesse comme le nom l'indique fréquentent un jeune public qui utilise de plus en plus les nouvelles technologies. Ces animateurs ont alors un double travail dans un premier temps ils doivent s'approprier l'outil numérique et la « culture numérique » pour promouvoir leurs actions, et dans un second temps accompagner les jeunes dans l'utilisation des outils en les rendant responsables et autonomes (Boukissa, 2017, p.3). Les animateurs doivent alors être à la fois « techniciens et pédagogues » (Boukissa, 2017, p.3), c'est pourquoi lorsqu'un projet numérique est lancé on trouve des modules de formation pour ces animateurs. Ils doivent se former, et promouvoir leurs actions via des pages Facebook, des blogs et des posts, (Antoniadis, 2011, p.6). Ils doivent également œuvrer afin de se faire connaître du jeune public car comme souligné par l'étude du dispositif des « Promeneurs du net » ils rencontrent une absence de visibilité. (Audran M., Cathelineau F., Reguer-Petit M., 2020, p .51).

Les animateurs sont incités à utiliser les réseaux sociaux dans leurs pratiques, comme nous l'ont montré les enquêtes qualitatives menées via le dispositif « Promeneurs du net » réalisées dans quatre départements (Manche, Cher, Morbihan et Ardèche) et dans 21 structures de jeunesse. Une utilisation dans un but de sociabilisation avec les jeunes, de promotion des actions et de sensibilisation aux médias (Audran M., Cathelineau F., Reguer-Petit M., 2020, p .50). Le dispositif met en place un cadre et une charte afin d'accompagner ces professionnels pour qu'ils puissent entrer en contact de la bonne façon avec les jeunes, certains sont qualifiés de « fidèles » et respectent le cadre, tandis que d'autres appelés les « indépendants » ont une pratique plus éloignée du socle de référence. Ces indépendants ont peur d'une pratique trop harmonieuse qui ferait perdre l'identité propre de chaque acteur ce qui rejoint cette défiance face aux outils de la communication et cette peur d'une perte

d'identité et d'une automatisation dénuée de sens présente chez certains acteurs de l'éducation populaire comme vu dans le chapitre précédent (Audran M., Cathelineau F., Reguer-Petit M., 2020, p .51). Certains professionnels craignent également de rentrer dans un rapport moins professionnel en utilisant l'outil numérique pouvant faire défaut à leur crédibilité ou leur professionnalisme. Cependant il a été montré via l'étude réalisée que le passage au numérique n'a pas effacé les pratiques professionnelles grâce au cadre proposé par les accompagnants répondant à la crainte de certains de tomber dans l'amical avec les jeunes (Audran M., Cathelineau F., Reguer-Petit M., 2020, p .54). De plus lors de nos entretiens menés, Larbi Kaddouri directeur du service jeunesse de Drancy et centres de vacances, nous a informé que l'on peut rester dans un rapport professionnel en communiquant « avec les jeunes de la ville sur les réseaux mais avec un pseudo pro ».

Animateurs, centres de loisirs et organismes d'éducation populaire éducation aux médias et appropriation des outils

Une enquête de 2005 réalisée en partenariat avec l'INJEP et Denis Adam montre que sur 122 associations interrogées 80% ont une très forte présence du multimédia. Il apparaît donc que ces acteurs sont équipés cependant on constate un manquement dans l'utilisation de l'interactivité des médias de façon adéquate (Boucher-Petrovic, 2006, p.6).

Dans la démarche pédagogique l'éducation aux médias reste très importante pour ces acteurs de la jeunesse. Comme souligné dans notre entretien avec la directrice adjointe de l'association des centres de loisirs de Grenoble, le numérique a sa place dans les Accueils collectifs de mineurs mais doit être encadré afin d'être plus porté vers l'éducation (éducation aux médias, éducation aux écrans, être acteur et non passif, être créatif...). L'éducation aux médias était une des volontés avec les télé-clubs avec l'envie de rendre le téléspectateur actif... C'est ce que l'on peut constater avec le lancement d'un kit pour lutter contre les fakes news réalisé par la Confédération des MJC en 2021. Initié à la MJC de Douai le dispositif est composé d'une malle avec six ateliers et six approches différentes des « fausses informations ». Les adolescents ou plus jeunes se mettent dans la peau de faits-diversiers et croisent différentes sources pour comprendre les raisons d'un événement. Une approche ludique pour lutter contre la désinformation et non plus uniquement une éducation aux médias mais une appropriation des médias optimale et consciencieuse. Ce dispositif s'inscrit dans la volonté des Francas de permettre aux enfants et adolescents de ne plus être de simples consommateurs d'informations (Site internet des Francas). Cette volonté se traduit via la création de RadioFrancas qui permet aux enfants et aux jeunes de s'exprimer via la radio ou sur internet.

L'initiative rejoint l'envie de l'éducation populaire de permettre aux enfants de s'affirmer et « valoriser des projets qu'ils ont conduits » (Site des Francas). Plusieurs dispositifs d'expression sont mis en place tels que les Web radios (via internet), les radios FM qui sont

temporaires ou permanentes, les ateliers d'expression radio ou encore la réalisation d'un journal... Pour les Francas l'information est nécessaire à l'apprentissage et l'exercice de la citoyenneté en plaçant l'enfant dans le réel (Document officiel de présentation national, 2014). La réalisation d'un journal avec les enfants ou les adolescents leur permet de comprendre le monde sous différentes dimensions (politique, sociale, scientifique, culturelle) et de comprendre le contenu d'une information et son impact (Francas, 2012, p.3). A travers ces actions ils deviennent sensibles à un média, et développent également le goût de la lecture et de l'écriture. Ils utilisent des techniques et supports d'expression tels que la photographie, le dessin, la vidéo, la prise de son, la mise en page ou encore le graphisme. (Francas, 2012, p.3). Les professionnels de la jeunesse développent des compétences concernant les techniques d'information et de la communication. En réalisant ces outils le jeune public se lance dans une vraie stratégie de communication en suivant les étapes essentielles : qui est le récepteur, sur quel sujet on veut informer, quelles rubriques, publics prioritaires, budget, forme du support (papier numérique, oral) (Francas, 2012, p.5). D'autres mouvements d'appropriation des médias ont eu lieu notamment D'autres tentatives d'appropriation ont eu lieu avec notamment avec la création d'EduPopNum un collectif régional initié par la direction régionale et départementale de la jeunesse et des sports (Stinès, 2017, p.45) qui fait le lien entre l'éducation populaire et le usages rendus possibles par internet et le web 2.0 avec une action de sensibilisation intitulée « Internet : un monde à s'approprier, un outil pour s'approprier le monde ». Ce mouvement n'a pas pour simple volonté l'éducation aux médias mais cherche à accompagner les jeunes dans leur appropriation des mondes numériques en s'exprimant et en exerçant leur citoyenneté (Stinès, 2017, p.45).

Les techniques de communication ne semblent donc pas inconnues au secteur de l'animation socioculturelle. Ils ont et ont eu des postures différentes, auparavant , l'outil vidéo a été approprié mais de façon expérimentale ce qui a conduit à un manque de diffusion (Linarès, 1987, p.6). Ces tensions font que désormais les structures ont du mal à s'approprier l'outil (Stinès,2017, 53), et on constate l'absence d'une véritable stratégie d'éducation au numérique au sein des structures d'éducation populaire et les professionnels nécessitent une formation en urgence pour répondre aux enjeux (Stinès,2017, 53). A cela s'ajoute la communication voulue par les acteurs interrogés dans notre recherche. On entre dans ce paradoxe qui est l'angle même de notre recherche avec des acteurs de l'éducation populaire qui se sont appropriés les outils de communication très tôt mais n'ont pas su s'en servir en leur faveur et souhaitent désormais redonner un second souffle à l'éducation populaire via la communication comme l'a mentionné Nathalie Boucher-Petrovic mais également les acteurs interrogés (Boucher-Petrovic,2006, p.116).

Partie 3

-

La communication publique et
associative pour une
revalorisation de la profession
et un regain de légitimité

Nous avons vu que les acteurs de l'éducation populaire ont eu des approches diverses et variées face à la société de l'information (Boucher-Petrovic, 2006, p.123). Leur manque de compétences dans ce domaine ou la réticence a fait que les associations d'éducation populaire ont davantage fait usage de ces outils dans une logique de diffusion d'information que de communication pour revaloriser le secteur (Boucher-Petrovic, 2006, p.5). Ces animateurs ont essentiellement mis en place des outils tels que des ateliers consacrés à la réalisation de journaux ou encore l'éducation aux médias. Le mouvement EducPopNum lancé en 2006 n'a pas été concluant dans l'appropriation des médias (Stinès, 2017, p.48) qui s'expliquerait par des raisons conjoncturelles (abandon de politique de soutien des EPN, fin de partenariats prometteurs) et structurelles (désertion des jeunes, moyens financiers limités, précarité et rotation des animateurs etc..) (Stinès, 2017, p.47). De plus Nathalie Boucher-Petrovic nous dit que la société de l'information permettrait une restructuration de l'éducation populaire, de part une définition plus homogène de cette dernière (Boucher-Petrovic, 2006, p.122). Sa définition d'abord au sein des acteurs eux-mêmes pourrait alors permettre une appropriation similaire entre les professionnels de jeunesse.

Nous avons également vu en première partie le manque de reconnaissance présent dans le secteur et ressenti par ces professionnels lors de nos entretiens. Les entretiens réalisés auprès de ceux-ci nous ont permis d'identifier leurs souhaits en termes d'actions de communication afin de revaloriser la profession et le secteur. En effet, selon Benoît Coquille Conseiller politiques de jeunesse au Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et à l'Engagement il faut lancer des actions de communication à différentes échelles et pour différents publics ce qui « revaloriserait le travail réalisé par les animateurs » (Benoît Coquille, 2022). Par ailleurs communiquer permettrait d'attirer l'attention des médias ce qui augmenterait la visibilité des actions car comme souligné par Catherine Beaumont au début l'éducation populaire ne s'intéressait pas à la communication mais désormais cela permettrait d'avoir l'intérêt des médias traditionnels pour rendre visible les actions (Boucher-Petrovic, 2006, p.117).

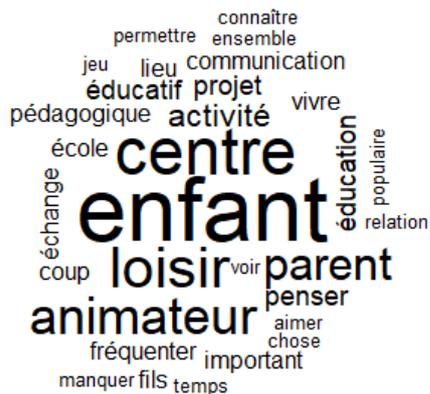
Ainsi dans cette dernière partie nous allons par le biais de nos entretiens au sein du milieu de l'animation socioculturelle partir du constat ainsi établi. Ce constat sera mis en lien avec les écrits scientifiques et techniques de la communication des associations ainsi que la communication publique et institutionnelle dans le but de proposer des hypothèses de réponses. Selon ces acteurs, la communication serait un outil précieux pour l'amélioration de la situation actuelle.

Chapitre 1 : La communication pour l'engagement et la valorisation

Objectifs et importance de la communication selon les interrogés

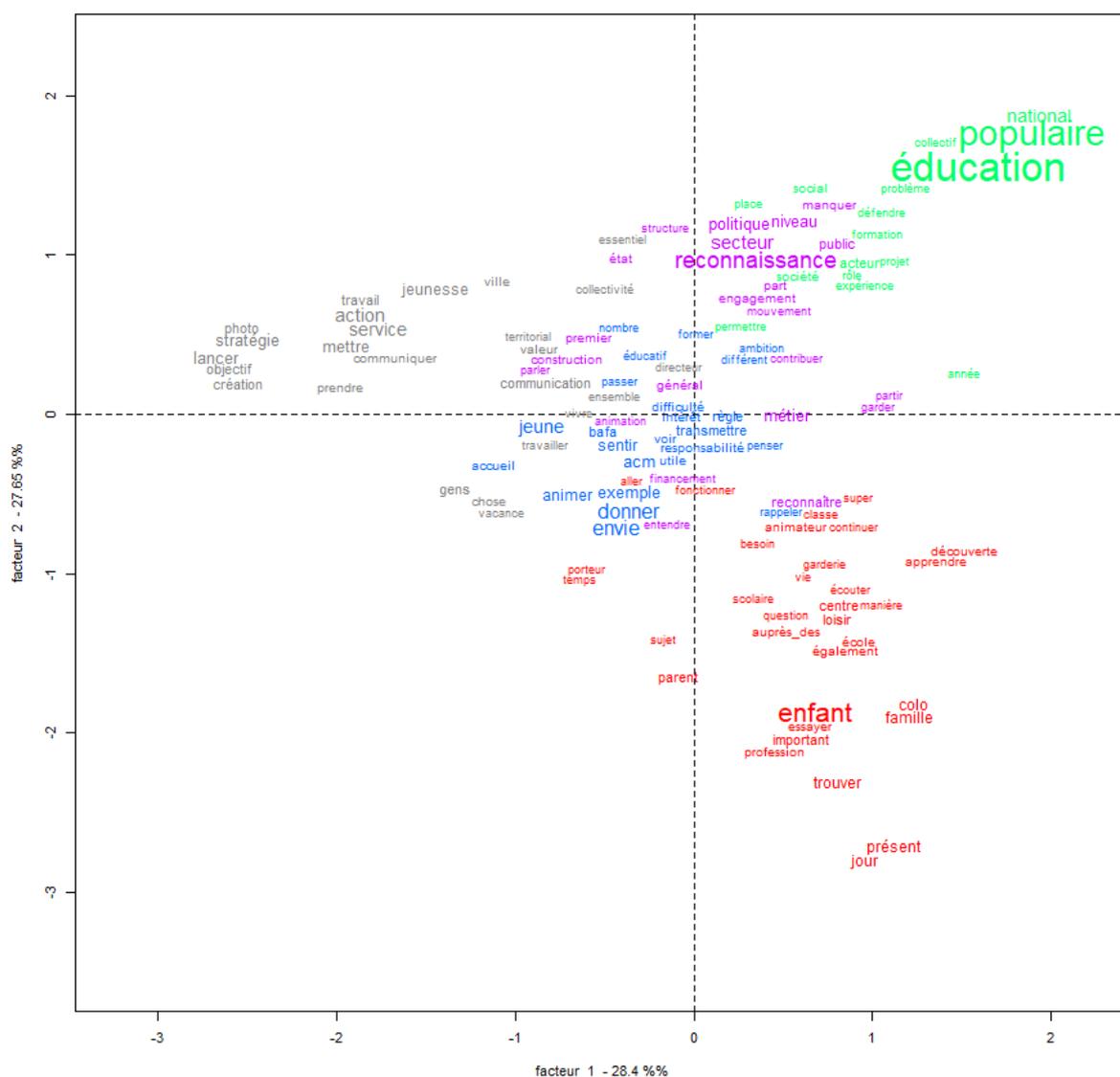
Dans un premier temps on distinguerait d'après les interrogés une communication auprès des jeunes susceptibles de s'engager dans l'animation afin de montrer que l'animation est au service de l'intérêt général et est porteuse de sens comme l'a dit Benoît Coquille dans notre entretien « il faut transmettre l'envie d'animer et faire comprendre qu'on est dans le service public d'intérêt général » (Benoît Coquille). Cette communication auprès des jeunes sera accompagnée en parallèle d'une communication auprès des adhérents et publics telles que les familles afin de montrer les vertus de l'éducation populaire et ses bienfaits dans la construction des enfants et des adolescents. La directrice d'un centre de loisirs de Grenoble nous l'a dit « il faut communiquer auprès des familles et leur montrer qu'on n'est pas uniquement une garderie » elle rajoute également qu'il faut selon elle « communiquer autour des valeurs car ça aiderait à voir la profession comme plus professionnelle » (Directrice Accueil collectif de mineurs, 2022). Les familles interrogées ont toute fait sentir le manque de communication autour des projets pédagogiques et éducatifs des centres de loisirs. Selon eux ils sont difficiles d'accès ou très peu mis en avant certains « ne savaient pas qu'ils existaient » (Famille 9, 2022). Le nuage de mots issu du guide d'entretien écrit transmis aux familles nous montre que les termes qui ressortent sur la communication sont proches de « projet » « éducatif et pédagogique » « connaître » et du terme « activité ». Cela renvoie à ce que nous ont permis de comprendre ces entretiens sur le fait que selon les familles la communication sur les projets et les valeurs n'est pas assez développée et difficile d'accès contrairement à la communication réalisée sur les activités (entretiens familles, Annexes, 2022). On remarque également la proximité entre centre et école renvoyant à cette idée que les centres de loisirs restent complémentaires à l'enseignement scolaire. Le terme « enfant » se trouve entre les termes « école » et « éducation populaire », nous montrant ainsi qu'hypothétiquement ces deux entités façonnent et construisent ce dernier comme souligné en partie 1 par Francis lebon (Lebon, 2009) et dans nos entretiens (entretiens familles et professionnels de jeunesse, Annexes, 2022).

Nuage de mots (Familles) :



Outre les opinions des familles, celles des professionnels de jeunesse se dirigent vers une envie de promouvoir les actions pour revaloriser la profession. De plus, nous constatons à travers l'enquête Hexopée que plus de 80% des structures rencontrent des difficultés de recrutement en 2021 (Baloul, 2021). Cette difficulté de recrutement nous a été présentée dans nos entretiens avec une Directrice d'accueil collectif de mineurs pour qui selon elle la communication jouerait un rôle décisif et n'est pas assez professionnelle (Directrice ACM, 2022). A l'issue du rapport réalisé par Hexopée et le FONJEP il faudrait entreprendre de nombreuses mesures dont une concernant la reconnaissance des métiers et la valorisation des carrières via une meilleure visibilité (Baloul, 2021). Une des pistes envisagées par nos interrogés serait de communiquer sur les finalités pédagogiques et éducatives de l'animation qui ne sont souvent que très peu connues du fait de l'institutionnalisation de la profession qui a fait passer l'animation socioculturelle vers un mode de garde (Bresse, 147, 2021). Nos entretiens auprès des 10 professionnels de jeunesse nous ont permis de réaliser via le logiciel Iramuteq un nuage de mots et une analyse factorielle de correspondances (AFC) pour mettre en lumière les éléments clés pour revaloriser le secteur selon les interrogés.

Nuage de mots (professionnels de jeunesse) :



En effet, sur le graphique de l'AFC, on remarque qu'en vert figurent les termes d' « éducation populaire », les termes « national » « social » et « collectif ». Cette classe peut ainsi faire référence au fait que l'éducation populaire est d'une part complémentaire à l'éducation nationale selon les interrogés et favorise le collectif. Idée qui souhaite être véhiculée par les acteurs interrogés au travers des actions de communication comme nous le verrons. La classe en violet nous présente des termes tels que « politique », « secteur », « reconnaissance », « engagement », « contribuer ». Cette classe fait référence à quel type de communication parmi celles souhaitées, devrait selon les acteurs être réalisée et dans quel but. En effet, la reconnaissance pour certains interrogés tels que Benoît Coquille doit se jouer au niveau politique afin de favoriser l'engagement du jeune public et ce par des actions communicatives. On remarque que cette dernière est entremêlée avec la classe bleu qui présente des termes relatifs à l'animation tels que « animer » « donner envie » « responsabilité » « acm » « exemple ». Cela nous permet d'en déduire et d'émettre l'hypothèse que la communication qui se jouerait au niveau politique aurait alors pour

objectif de mettre en avant ces aspects essentiels de l'animation. On remarque par ailleurs que ces deux classes (violette et bleue) sont entremêlées avec une classe grise qui présente les termes « communication », « collectivité territoriale », « ville », « action », « service ». Ces trois classes pourraient alors nous permettre d'identifier suite à nos entretiens à quelle échelle se joueraient les actions de communication qui permettraient selon ces derniers une revalorisation de la profession. La classe 3 en rouge nous présente les termes « enfant », « école », « colo », « famille », « découverte », « apprendre » et fait référence aux bienfaits apportés par les centres de loisirs qui placent l'enfant au centre de leurs actions.

Identification des cibles selon nos enquêtes

Comme cité auparavant Benoît Coquille a reconnu que la communication devait se faire auprès de différents publics, une action nécessaire pour revaloriser la profession. L'opportunité présentée par le plan de relance qui a été établi pour les cinquante ans du BAFA en février 2022 et ses mesures aideraient au lancement d'une stratégie notamment pour ce qui est de la notoriété et la crédibilité. Parmi ces mesures on trouve le renforcement de la complémentarité éducative dans les territoires, l'accès des animateurs professionnels à des formations de qualité, l'amélioration de la qualité de l'emploi, la reconnaissance du BAFA comme un dispositif d'engagement des jeunes, l'information des jeunes et une aide de 200 euros pour 20 000 jeunes et valoriser les compétences dans Parcoursup l'engagement (Ministère de l'Éducation nationale de la Jeunesse et des sports, 2022). Ainsi la communication afin mobiliser de nouveaux animateurs socioculturels apparaît comme incontournable pour ces acteurs comme souligné par Gérard Roblès que nous avons interrogé et anciennement directeur de centre social Chorier Berriat de Grenoble « On a un travail de communication à faire sur le vivre ensemble, en parlant d'actions concrètes, il faut communiquer sur les finalités ».

Pour ces professionnels, il faut que d'un côté les accueils collectifs de mineurs mettent en place des stratégies de communication à destination des publics adhérents pour faire entendre leur revendication (la reconnaissance) et plus encore présenter les valeurs de l'éducation populaire qui se sont perdues comme nous l'avons vu via l'institutionnalisation de la profession (Lebon, 2009, p.24). Ces stratégies permettraient par ailleurs de revaloriser l'éducation populaire et de la redéfinir en lui apportant un renouveau (Boucher-Petrovic, 2006, p.122). Très peu de personnes selon Benoît Coquille pourraient donner une définition claire de l'éducation populaire, d'après lui « si on se rend dans la rue et qu'on demande aux personnes ce qu'est l'éducation populaire elles ne sauraient répondre cependant si on leur explique ce que c'est sans parler d'éducation populaire ils répondraient que c'est « génial ». Là est donc l'axe de communication dont les professionnels parlent, et qu'ils souhaitent saisir pour revaloriser leur action : présenter les finalités éducatives et pédagogiques dans leur communication en développant des stratégies concises. Ces techniques ont fonctionné pour certaines entités notamment pour le service jeunesse de Drancy comme en témoigne Larbi Karddaoui Directeur du service jeunesse de Drancy pour qui la communication et la visibilité des actions a eu un rôle majeur dans le développement des actions menées car « les gens ne vont pas forcément à la recherche de l'information » comme nous l'avons également vu lors

de nos entretiens avec les familles qui ne cherchent pas toujours les projets pédagogiques (entretiens familles, annexes, 2022). Hypothétiquement, les acteurs de l'éducation populaire seraient susceptibles s'emparer de stratégies dynamiques et aller vers les publics.

Ensuite au niveau étatique une communication à destination des citoyens et citoyennes pour rappeler que l'engagement dans l'animation est un engagement citoyen, et contribue à la société comme nous l'avons vu dans la Partie 1 sur les bienfaits de l'éducation populaire et des centres de loisirs. Cette communication a pour but non seulement d'informer sur le cursus du BAFA et sa plus-value pour la société mais également cela répondrait au problème de recrutement auquel fait face le secteur. En effet, selon l'enquête d'Hexopée, 82.3% des structures ont des problèmes de recrutement (Ministère de l'Education Nationale de la Jeunesse et des Sports, 2021). La directrice adjointe d'une association de centre de loisirs nous dit que selon elle « Il faut avoir des campagnes locales de communication pour donner envie aux jeunes de prendre des responsabilités ». Ces acteurs veulent un changement durable dans les pratiques via la communication, un engagement comme souligné par Thierry Libaert expert français en communication des organisations (Libaert, 2008, p.116).

Chapitre 2 : Communication associative techniques et partenariats : mise en lumière de l'animation socioculturelle

Organiser la communication en interne et auprès des adhérents

Le fait de la difficulté de définir l'éducation populaire a conduit à une appropriation diverse de la société de l'information (Boucher-Petrovic, 2006, p.123). Redéfinir l'éducation populaire et ce qu'elle apporte en termes de citoyenneté pourrait les aider à mener à bien leurs actions car rappelons-le depuis que les associations se sont emparées de l'animation socioculturelle (Part 1) elles ne doivent pas oublier dans leur mission que l'associatif a un rôle dans la société qu'il faut rappeler (Libaert, 2008, p.1). Ainsi une communication interne au sein du personnel est vitale pour le lien social et il est important de se rassembler (Libaert, 2008, p.81). La Directrice d'un centre de loisirs de Grenoble nous a fait part lors de notre entretien que « chacun à sa propre définition d'objectifs et d'éducation populaire » (Directrice, 2022).

Un problème auquel les associations sont confrontées est la représentation des publics sur les actions de communication du fait de la société marchande et de consommation (Libaert, 2008, p.2). En effet selon Thierry Libaert expert français en communication des organisations il faut rappeler qu'il existe une économie qui n'est ni marchande, ni monétaire indépendante des logiques de marché mais s'inscrivant dans la redistribution des biens et des services au citoyen via la solidarité et le don (Libaert, 2008, p.3). Nous ne sommes plus dans la défense de produit mais dans la défense de valeurs et de bienfaits pour la société dans le cadre de l'éducation populaire et de l'animation socioculturelle. Pour pouvoir réaliser une

communication propre à elle-même, l'association doit se connaître, ce qui signifie qu'il faut savoir se définir et se positionner (Libaert, 2008, p.20). Cela passe par l'identité de l'association. L'identité de l'association est composée de sa vision et sa mission et ses valeurs. L'objectif est de formuler le projet de la manière la plus compréhensible pour mobiliser davantage de publics et d'adhérents dans le cadre de notre recherche mobiliser plus de jeunes et de familles. Les associations de façon générale doivent se donner les moyens de communiquer et de lancer leur campagne tout en respectant leur éthique et responsabilité (Libaert, 2008, p.21).

Ainsi, pour se faire l'organisation en interne se concentrerait pour ces acteurs sur la définition et la mise en accord de ce qu'est l'éducation populaire, qui n'est pas chose aisée tel que l'a souligné Geneviève Poujol (Poujol, 1990, p.24). Cependant cette éducation populaire a des valeurs fixes tels que l'accès aux savoirs à la culture pour développer la conscientisation et l'émancipation et former de futurs citoyens (Verrier, 2019, p.209). Des outils mis en place tels que le prisme de Kapferer qui est professeur à HEC (hautes études commerciales) pourrait aider les associations à resituer d'une part les finalités de leurs projets et les résultats auxquels ils veulent arriver. Cet outil permet de dresser de façon ordonnée l'image que l'association veut renvoyer (image voulue) et l'image perçue par les adhérents (image perçue) (Libaert, 2008, p.26). Dans le cadre de notre travail et suite aux témoignages des professionnels comme la Directrice d'un centre de loisirs, « *on s'interroge constamment sur le fait de savoir si les Accueils Collectifs de Mineurs renvoient l'image qu'ils souhaitent* » (Directrice, 2022) à savoir un lieu d'émancipation ou de formation citoyenne à vocation éducative (Lebon, 2009, p.133) mais également une autre directrice parle de la différence de la vision parmi les animateurs et se demande « *si les animateurs eux-mêmes croient toujours en ce projet d'éducation populaire et ne se soient pas trouvés en perte de vocation du fait de la précarité du secteur* » (Directrice, 2022). Ainsi il ressortirait qu'au sein des associations un travail en interne est à réaliser pour avoir une homogénéité parmi les membres de l'association, on peut alors proposer des activités telles que des portraits chinois... ou des actions de mentalisation de l'association (Libaert, 2008, p.32). Dans le cadre de notre sujet de recherche, une enquête auprès de la directrice d'un centre de loisirs nous a permis de savoir qu'elle réalisait des questionnaires en fin de séjour auprès des publics et cela lui permet de situer la vision qu'ont les adhérents au sujet l'éducation populaire cependant selon cette dernière « *cela ne va pas plus loin* » (Directrice d'un centre de l'agglomération grenobloise, 2022).

Afin que l'association soit une unité, des outils oraux et écrits pourraient être amenés à être développés notamment pour la communication ascendante ou descendante. La mise en place régulière des Assemblées générales qui seraient les clés de la vie de l'association pour les décisions de l'organisation ainsi que des entretiens d'évaluation annuels (Liabert, 2008, p.75). Parmi les outils écrits on trouvera la messagerie électronique (Liabert, 2008, p.74), des bulletins internes imprimés qui seront un moyen de repositionner les objectifs et valoriseront

le relationnel au sein de l'association (Libaert, 2008, p.74) et également des groupes de travail électronique tels que le e-groupware.). Une solide représentation en interne permettrait aux associations d'établir une communication plus soutenue au niveau externe à destination des publics.

Communication au niveau externe

Si les acteurs de l'éducation populaire souhaitent réaliser une communication construite trois niveaux de création sont à prendre en considération dans une campagne de communication. D'abord le « faire connaître » qui correspond à la recherche de notoriété, ensuite le « faire adhérer/aimer », l'image que l'on souhaite obtenir. Enfin le « faire agir » ou les comportements que l'on souhaite susciter (Libaert, 2008, p.110) on vise le changement de comportement. S'appuyer sur les écrits du sociologue Francis Lebon nous a présenté en quoi ces lieux sont complémentaires à l'éducation nationale (Lebon, 2009,p.12) et en quoi les animateurs jouent un rôle essentiel dans la construction de l'enfant c'est cet élément qui n'a pas su être mis en avant par le passé (Boucher-Petrovic, 2006, p.122) et que désormais les acteurs souhaitent rendre plus visible. Comme souligné par Gérard Roblès dans un entretien « personne ne met des pancartes pour qu'on reconnaisse le secteur ». L'envie de démarcher et d'agir se fait alors sentir chez ces acteurs. Une directrice de centre de loisirs de l'agglomération grenobloise nous dit qu'« on doit communiquer sur les projets pédagogiques auprès des familles, la communication doit être importante dans chaque centre de loisirs faire des affiches détaillées, des programmes d'activités » elle exprime également une communication à réaliser « auprès des écoles avec les termes d'objectifs et d'intentions pédagogiques » pour rester dans la co-construction (Directrice/Animatrice, 2022). Selon les souhaits des professionnels interrogés on passerait alors via l'élaboration de tâches qui permettent de réaliser les objectifs afin de revaloriser le domaine et la profession. Cela peut se faire en passant à travers les lycées, les parents ou en organisant des journées en collaboration avec les collectivités. (Libaert, 2008, p.114). Les actions hors ligne sont primordiales pour que les associations puissent créer du lien, le guide de l'association nous informe sur 3 supports imprimés qui paraissent « indispensables » pour l'association (guide de l'association, 2018, p. 128).

Dans un premier temps on retrouve la distribution de flyers qui font partie du « faire agir » de l'association un contenu court avec les informations indispensables et au plus simple possible, des actions réalisées au sein des organismes d'éducation populaire qui rentrent dans une démarche d'information communication à nouveau. La signalétique est également une notion auquel ces acteurs font référence, on retrouve les affiches qui permettent une visibilité de loin et d'annoncer un événement avec des mots clés et pertinents pour l'association. Le dépliant ou la brochure qui présente l'association dans sa globalité et permet de faire un historique. Les brochures accompagnées de photos permettent également de resserrer les liens avec les lecteurs, ils sont face à de l'humain. Ces brochures sont pérennes et réutilisables lors des Assemblées générales, ou lors des événements (guide de l'association, 2018, p. 128).

Ces documents ont la possibilité d'être utilisées lors de nombreuses occasions telles que les Assemblées générales pour fédérer en interne, lors d'inscriptions ou lors de rencontre avec la presse la mairie et les partenaires privés... (Guide de l'association, 2018, p.128).

Un autre aspect important de cette communication externe est de sensibiliser le public à une cause et non uniquement informer, or les acteurs de l'éducation populaire par le passé se sont approprié les TICS plus dans une volonté de transmission de l'information que pour communiquer et inciter au changement de comportement (Boucher-Petrovic, 2006, p.5). Par le passé certains acteurs de l'éducation populaire n'ont pas voulu s'approprier les TICS par peur d'agir de façon contraire à leurs idéaux (Boucher-Petrovic, 2008, p.107). Cependant, la communication associative a des principes qui rejoignent ceux de l'éducation populaire d'une part en ne s'inscrivant pas dans une économie monétaire ou marchande et d'autre part par sa volonté de placer l'humain au centre de ses projets (Libaert, 2008, p.114). Cette communication cependant nécessiterait une restructuration en interne afin de ne pas susciter des émotions contradictoires auprès des publics (Libaert, 2008, p.114). Par exemple un appel à un lobbying trop fort ou des actions militantes trop violentes décrédibiliserait le mouvement qui cherche à éveiller et former de futurs citoyens responsables (Verrier, 2019, p.209) et non à créer une défiance vis-à-vis de l'état.

La visibilité en ligne de l'association reste un aspect non négligeable. Nous l'avons vu dans nos entretiens avec les familles ils ont du mal à trouver les documents pédagogiques et éducatifs et trouvent que la communication sur les valeurs des ACM sont peu mises en avant (entretiens familles, annexes, 2022). Larbi Kaddouri Responsable du service jeunesse de Drancy nous explique comment les actions sur les réseaux sociaux et la promotion de ce qui est mis en place a joué dans la reconnaissance du secteur jeune dans la ville de Drancy via « la visibilité avec les publications sur le LinkedIn de la ville, ou sur le Facebook » (Larbi Kaddouri, 2022), selon lui il faudrait réaliser une action de communication après chaque action. Utiliser les supports web et réseaux sociaux sont un moyen de cibler davantage de publics, en effet en 2017 on comptait 3.77 milliards d'internaute ce qui représente 50% de la population et 37% de la population sur les réseaux sociaux avec 85% des Français qui ont un accès à internet et 95% qui y ont accès ont entre 18 et 24 ans) (guide de l'association, 2018, p.126). Les réseaux sociaux comme nous l'avons vu permettent aux professionnels de la jeunesse de se rapprocher des jeunes de se faire connaître et de leur proposer une éducation aux médias (Antoniadis, 2011, p.6). On peut également intégrer des images, des vidéos des textes notamment pour la proximité et le storytelling (guide de l'association, 2008, p.126). Le storytelling en utilisant des témoignages (Libaert, 2008, p. 116) permettrait la libre expression des jeunes publics ayant fréquentés les lieux d'action de l'animation socioculturel et de témoigner sur leur vécu. Les comptes doivent être entretenus car comme souligné par la directrice du centre de loisirs interrogée « On a un manque de professionnalisme dans la communication » (Directrice/Animatrice, 2022), manque de professionnalisme qui peut conduire à l'ouverture des comptes et fait que les animateurs socioculturels n'ont pas le

temps de s'y consacrer ce qui contribue à leur image de novices dans l'utilisation des TICS et apporte une perte de crédibilité. Si les acteurs de l'éducation populaire ont peur d'une perte du lien social via les outils de communication et se sentent « *limités dans ce qu'ils peuvent faire* » l'utilisation du blog leur permettrait une utilisation « plus rapide et flexible » du fait que ce dernier permet une expression libre et peut servir à la diffusion de l'actualité et publier des articles permettant aux visiteurs d'interagir (Guide de l'association, 2018, p.124), de plus son hébergement est gratuit. Le lien est toujours présent avec un meilleur référencement qu'un site internet ce qui pourrait aider à avoir une meilleure visibilité pour les acteurs de l'éducation populaire (Guide de l'association, 2018, p.125) et montrerait d'autre part qu'ils sont en phase avec la société de l'information et non plus « une vieille dame ringarde » (Boucher-Petrovic, 2006, p.122). Si ce dernier support est mis à jour régulièrement il permettrait de fidéliser les internautes.

En ligne parmi les éléments qui paraîtraient les plus pertinents de faire ressortir d'après nos interrogés on retrouve les valeurs de « vivre ensemble » comme nous l'a dit Gérard Roblès ainsi que le « vivre en collectivité indépendamment des origines sociales » selon Benoît Coquille. Une envie de fédérer la communauté se fait également ressentir du côté de l'Association des centres de loisirs de Grenoble avec l'envie de créer une Newsletter, qui créerait « créer un sentiment d'appartenance ». Cela aurait également un avantage dans la fidélité des publics qui seront informés régulièrement (Guide de l'association, 2018, p.126). La création d'une Newsletter s'accompagnerait bien évidemment d'une restructuration en interne que nous avons évoqué dans le sous chapitre précédent. Cette redéfinition permettra de délimiter le champ d'action et quels éléments seront mis en avant (guide de l'association, 2018, p.127). Le guide de l'association de 2018 nous informe également qu'afin de ne pas tomber dans le spam auprès des adhérents il faut alors segmenter selon des thématiques et établir des dates figées pour les envois (guide de l'association, 2018, p.127). Au niveau budgétaire qui semble être un problème majeur des associations d'éducation populaire (précarité de l'emploi etc...) on retrouve des outils gratuits permettant de réaliser des Newsletter tels que MailChimp (guide de l'association, 2018, p.127) qui offre la possibilité de se désabonner, un aspect important qui n'est pas en contradiction avec l'éducation populaire et la rejoindrait dans ses valeurs (on ne souhaite rien imposer) (guide de l'association, 2018, p.127).

La communication au niveau des structures d'éducation populaire apparaîtrait alors comme essentielle pour redéfinir le secteur et valoriser la profession. Ce niveau pour nos interrogés serait le premier niveau de communication, à présent une communication à une échelle plus importante est demandée par ces acteurs, la communication au niveau étatique qui serait vecteur d'engagement et de mobilisation.

Chapitre 3 : Communication Étatique et changements de comportement

Objectifs

Lors de notre entretien avec Benoît Coquille l'aspect communication étatique a été évoqué. Cette communication aurait alors pour objectif d'influencer, faire changer les opinions sans être dans la propagande. L'objectif des services publics est de motiver les citoyens sur les sujets d'intérêts généraux tels qu'alimenter le civisme (Pasquier, 2011, p.239). L'état et plus particulièrement le secteur de l'éducation et de la jeunesse pourraient agir de façon similaire aux organismes scientifiques qui cherchent à sensibiliser l'opinion publique. L'objectif est le changement de comportements des Français. Prenons l'exemple de la sécurité routière et les campagnes choc de sensibilisations. On recherche un comportement actif des personnes visées (Pasquier, 2011, p.149) ainsi qu'une motivation positive (Pasquier, 2011, p.153).

Le plan de relance de l'attractivité du BAFA et du secteur de l'animation socioculturelle lors des assises de l'animation du 22 février 2022 s'accompagne de plusieurs prérogatives comme nous l'avons cité précédemment. Le rapport présente une mesure relative à une campagne de communication pour le 50^e anniversaire du BAFA dans le but d'en faire sa promotion en « rappelant sa contribution historique à la cohésion de notre société » et comment il aide à « devenir citoyens » (Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, 2022, p.17). Une communication pour faire la promotion du diplôme au niveau étatique a également été évoquée par le Conseiller politiques de jeunesse et service national universel pour mobiliser de nouveaux acteurs. Cette communication pourrait passer par une stratégie de l'état à destination des jeunes publics et ne serait pas uniquement réalisée dans le cadre d'événements comme les 50 ans du BAFA. Cette communication viserait alors un changement de comportement et de perception dans l'espace public à l'instar de ce que l'État réalise déjà (Marchetti, 2008, p.10), on est dans une « action de l'État » (Berliver 1997 cité par Ollivier-Yanniv, 2008, p.8).

Une directrice/ animatrice de centre de loisirs que nous avons interrogée a souligné que selon elle la reconnaissance de l'animation passera par « le niveau politique » également (Directrice/Animatrice, annexes, 2022). Ce qui conduirait les organisations gouvernementales à bien identifier qui sera le responsable de cette communication et qui est habilité à prendre les décisions, dans le cadre des ministères il s'agit d'un porte-parole (Pasquier, 2011, p.130). La coordination et le calque sur le rythme de la société sont des éléments importants, dans le cadre de notre recherche le plan de relance de nous montre que la problématique est actuelle. Cela paraîtrait alors opportun de lancer un plan de communication en cette période comme l'a souligné Benoît Coquille dans notre entretien de lancer un plan de communication en cette période de re questionnement du statut de la profession (Benoît Coquille, annexes, 2022). Ainsi en prenant en compte ces éléments et d'après les acteurs de l'éducation populaire, l'objectif principal de cette communication au niveau étatique serait le changement de comportement faisant intervenir des savoirs relatifs à la communication publique et la communication politique.

Communication publique et politique pour un changement des comportements

Comme montré par les travaux liés à la symbolique, l'exercice du pouvoir passerait par la rhétorique et la gestuelle (Edelman 1964 cité par Ollivier-Yaniv, C. & Rinn, M., 2008, p.7). En jouant sur la grammaire et les émotions on vise le changement de comportement par exemple avec l'autocontrôle comme on l'a vu dans le cas de la délinquance et de la sécurité routière (Ollivier-Yaniv, C. & Rinn, M., 2008, p.8). Cependant cette approche présente une difficulté notamment concernant l'image de l'État, dans le cadre de notre mémoire ce serait l'image du ministère de l'Éducation nationale de la Jeunesse et des Sports avec une approche qui paraîtrait endocrinienne et pouvant être confondue avec de la propagande au sein des publics (Charadeau, 2008, p.19).

Patrick Charadeau linguiste français nous explique que le langage est composé de quatre principes : l'altérité et la conscience de soi dans la perception de l'autre, le principe d'influence avec un sujet parlant cherchant à attirer l'autre dans son univers de discours, le principe de régulation qui régule l'influence de l'autre et le principe de pertinence pour s'entendre au sujet du monde. Une des conséquences de ces principes est l'intention d'influence ainsi que de faire faire ou faire savoir (Charadeau, 2008, p.23). Pour ce faire, un positionnement hiérarchique est nécessaire avec un acteur qui émet en position de « supériorité ». Dans le cas de notre mémoire l'acteur émetteur en position de « supériorité » serait l'État et plus précisément de Ministère de l'Éducation nationale de la Jeunesse et des sports, et le récepteur serait représenté par les citoyens et publics cibles (jeunes, familles...). Cette position permet le rendu de l'acte discursif crédible et légitime (Charadeau, 2008, p.22).

La campagne de communication visant la promotion de l'engagement dans l'animation socioculturelle s'accompagnerait d'un discours valorisant visant à « Faire savoir » pour « Faire faire » (Charadeau, 2008, p.28) en jouant sur les notions de citoyenneté et en faisant passer l'autre (le récepteur) dans une posture de bénéficiaire en mettant en lumière les aspects que peuvent lui apporter la profession à l'avenir comme souligné par la directrice adjointe de l'association des centres de loisirs de Grenoble on peut « valoriser les compétences pour d'autres métiers comme la responsabilité etc.. » ou « faire entrer ces formations dans Parcoursup » (Directrice adjointe de l'ACL, annexes, 2022). Ils souhaitent que l'État informe et fasse comprendre au jeune public qu'en se mobilisant ils sont dans le service d'intérêt général en évitant une approche propagandiste comme évoqué également par Benoît Coquille dans notre entretien. Un discours propagandiste entrerait fortement en contradiction avec les valeurs démocratiques, émancipatrices et de citoyenneté de l'éducation populaire et ce n'est pas le but visé (CESE, 2019, p. 19). En revanche, la promotion pourrait être présente dans leur discours du fait qu'on la retrouve dans le plan de relance de BAFA qui présente une « promotion de la formation en revisitant son historique et son apport pour la société » (ministère de l'Éducation nationale de la Jeunesse et des Sports, 2022, p.17). On ne serait donc pas dans un discours propagandiste mais promotionnel, pourvoyeur de

conseil et promoteur de comportements via l'interpellation citoyenne (Charaudeau, 2008, p.36). Lorsque la communication accompagne une mission de service public ou d'intérêt général elle nécessite toujours rigueur, et professionnalisme dans le mode d'élaboration des messages, leur création et l'adaptation des moyens pour réaliser les objectifs (Mégard, 2005, p.27).

L'information demeure primordiale, c'est ce qui permet d'impliquer les citoyens (Mégard, 2005, p.26). En communiquant au bon moment au bon endroit, on doit cibler les lieux de diffusions, et les destinataires et adapter le vocabulaire en fonction des cibles (Mégard, 2005, p.28). La communication ne cherche pas à valoriser les entités étatiques mais bien à permettre un accès à l'information utile et pratique aux citoyens (Pasquier, 2011, p.128) et ce en particulier dans le cadre de notre problématique liée à l'éducation populaire. Ainsi le message créé chercherait à répondre à trois questions principales : le bénéfice retiré par les destinataires, pourquoi ils vont changer leur comportement et la tonalité de la communication (officielle, ludique etc ;..) (Pasquier, 2011, p.151). Dans le cadre de l'animation socioculturelle, le changement de comportement visé par cette communication autour de l'animation et la reconnaissance de l'éducation populaire pourrait alors nécessiter un ton officiel ou ludique au travers de différents outils que nous allons voir.

Outils déployés hors ligne et en ligne

Dans un premier temps, afin de toucher son public, l'État peut déployer des supports présentant les objectifs via des affichages témoignant de l'envie de changer les comportements (Mégard, 2005, p.30). La plupart des campagnes sont déclinées en affiches, panneaux, annonces presse radiophoniques et télévisuelles. On peut citer à titre d'exemple le tabac ou la nutrition. La communication comme le souligne Mégard « n'est pas tout mais elle est essentielle, constitutive... » (Mégard, 2005, p.30). Le message doit être pérenne car comme nous l'avons vu avec les campagnes sur le SIDA, la disparition de certains messages causent un relâchement chez la population dans son comportement (Mégard, 2005, p.30), on cherche l'influence et ici l'influence auprès des jeunes publics. Pour parler avec les jeunes la communication publique choisirait un discours adapté pour les mobiliser. Katherine Khodorowsky responsable de la communication du Centre d'information et de documentation de jeunesse mentionne en 2008 un colloque de 2005 à ce sujet qui s'intitule « Parler aux jeunes, avec les jeunes : institutions publiques et futurs citoyens, quel dialogue, quelles relations ? » présente des idées pour communiquer auprès des jeunes (Khodorowsky, 2008, p.171). Ces derniers seraient face à une difficulté notamment dans leur compréhension du monde professionnel (Khodorowsky, 2008, p.171). Lors de notre entretien Benoît Coquille évoque son souhait d'intervenir auprès des lycéens qui commencent à s'interroger sur leur parcours professionnel. Cependant une problématique serait à considérer, le discours doit leur parler on veut leur faire comprendre qu'ils s'inscriraient dans une démarche citoyenne

et de service d'intérêt général. Cependant la communication descendante n'est pas toujours reçue de la façon attendue sans entrer à priori dans un discours moralisateur.

En prenant l'exemple de la sécurité routière on favorise une information de dialogue via des conseils de quartiers, des réseaux information jeunesse ou en utilisant les langages parlés dans les banlieues. Dans un but de favoriser l'autonomie des jeunes, et leur participation ils ne doivent pas se sentir éloignés du sujet. Ainsi il semblerait selon les volontés des acteurs de l'éducation populaire que de coupler ces réseaux avec les valeurs offertes par les formations d'animation permettraient de recentrer la profession et de la rendre comme utile pour les jeunes dans leur perception (Khodorowsky, 2008, p.171). Les messages reposeraient sur l'honnêteté et la clarté, l'utilisation de témoignages à l'instar des publicités d'engagement militaire mais en nuancant bien entendu les propos et les objectifs qui sont différents des forces armées (Khodorowsky, 2008, p.171). Le message pour être crédible devrait selon Katherine Khodorowsky être véridique, simple et accessible et présenter une solution à un problème en évitant la démagogie. La problématique dans le cadre de notre étude serait le manque de perspective pour les jeunes comme nous l'ont fait comprendre certains interrogés (Directrice adjointe de l'ACL, Benoît Coquille etc..) c'est pourquoi on retrouve la mention dans les assises de l'animation mais aussi dans de discours des interrogés de valoriser sur parcoursup les acquis offerts par le BAFA. Cela nous démontre que si des actions sont entreprises, l'approche dans le discours ne pourrait se faire sans une approche psychologique du public pour cerner leurs attentes et savoir où les cibler. Les jeunes ont besoin d'un sentiment d'appartenance qui se retrouve généralement dans la segmentation de leurs choix que ce soit pour les magazines ou autres outils d'accès aux informations (sports, culture etc..) (Khodorowsky, 2008, p.171). Par exemple pour mobiliser et redonner des perspectives à la jeunesse, l'État a mis en place des actions pour redynamiser l'engagement citoyen tels que la journée d'appel à la défense dans laquelle les jeunes apprennent leurs rôles et leurs droits de citoyens. On peut également citer la DSN (Direction du Service national) qui comme nous en informe André Étancelin responsable de la communication de la direction du Service national du ministère de la défense a eu recours à des stratégies de communication tels que la création de bandes dessinées pour présenter les sujets, des fiches affiches et cartes postales et de la documentation au sein des CDI des collèges et lycées (Étancelin, 2008, p.174). Des forums de présentation peuvent s'organiser et être organisés par l'éducation nationale plus régulièrement dans lesquels on informe sur notre sujet et présente à la fin un document telle qu'une BD à l'instar de « Objectif citoyen » qui retranscrit tout ce qui a été vu (Étancelin, 2008, p.174). Cela permet de rendre visible le sujet chez les jeunes mais également auprès des familles.

Ces exemples nous montrent en quoi la communication gouvernementale consiste en une diffusion via des outils de communication de masse pour l'intérêt général (Ollivier-Yanniv, 1997 p.76). On veut remobiliser les citoyens via la notion et la nécessité de devoir de l'État afin de modifier les attitudes pour l'intérêt général et le bien commun. On trouve alors

l'information de service, la communication sociale et la communication publique qui ont des principes de légitimation et qui cherchent à créer un état plus proche des citoyens. Cette médiatisation s'accompagne d'une stratégie visant à désigner les objectifs pour qu'ils apparaissent déterminés par la société à l'attention du citoyen (Ollivier-Yanniv, 1997 ,76). Cependant elle doit nuancer ses actions au risque de tomber dans une surabondance des messages et causant son propre brouillage (Ollivier-Yanniv, 1997, p.77). La construction d'une cause d'intérêt général implique un investissement à long terme de l'État. Par ailleurs ce brouillage risquerait de survenir à la suite d'une mauvaise répartition des rôles du communicant, en d'autres termes une confusion de responsabilité au sein du gouvernement (Pasquier, 2011, p.128).

En effet, dans notre sujet le ministère de l'éducation de la jeunesse et des sports envisagerait dès lors une stratégie visant à mobiliser la jeunesse cependant il ne faudrait pas que ce rôle soit repris par une entité différente du gouvernement pouvant prêter à confusion le jeune public. Comme souligné par Martial Pasquier professeur à l'Institut des hautes études en administration publique l'organisation via la création de brochure, du lancement d'un événement et la création d'un site internet évite ce type de risque. Un autre risque pouvant survenir serait la confusion avec un parti politique. Il est vrai ces actions de communication sont portées au sein de l'État mais l'envie de mobiliser la jeunesse pour « s'engager » dans l'éducation populaire n'a pas de stratégie politique en elle-même. Le mouvement a été soutenu par des partis d'appartenances différentes (républicains, socialistes etc..). Ainsi sa communication serait certes menée au niveau politique mais se différencierait légèrement de la communication politique à proprement parlé de par sa neutralité face aux enjeux électoraux, sa continuité, l'absence de discrimination et via une communication facilitant le dialogue. On est toujours dans une perspective visant à rendre le citoyen actif et qu'il se saisisse de l'information (Pasquier, 2011, p.128).

Ainsi en prenant en compte les éléments cités ci-dessus et les exemples d'actions mis en place par l'État, il nous apparaîtrait dans le cadre de notre sujet de recherche, que si l'on souhaite mettre en place une stratégie de communication au niveau étatique, une prise en considération des différents éléments la composant pourrait être utile. La phase préparatoire visant à accompagner le projet, avec une communication n'étant pas le but mais l'outil pour donner l'information utile et pratique et non valoriser l'entité et ses collaborateurs (Pasquier, 2011, p.128). Bien que la communication soit à destination des citoyens au sens large, resituer les cibles principales permettrait de transmettre le message car comme nous l'indique Martial Pasquier « viser un très large groupe de la population est le meilleur moyen de n'atteindre personne. » (Pasquier, 2011, p.143). Dans la démarche étatique attendue par les acteurs de l'éducation populaire, la cible principale reste les jeunes susceptibles de se tourner vers les formations de l'animation. Cibler le groupes cibles prévient au maximum les « pertes de diffusion » (Pasquier, 2011, p.146). La communication étatique ne vise pas l'achat, la stratégie cherche d'abord à informer, c'est le premier objectif, apporter la connaissance sur le sujet

aux citoyens. Dans un second temps on veut communiquer des informations sur la prestation de son contenu et les avantages du projet défendu ici une revalorisation de l'animation. Le deuxième objectif est la légitimation de l'action publique, en quoi on propose ceci à ce moment-là, une explication détaillée du projet et les plus-values de la prestation peuvent être mises en avant. Une structuration et une communication en interne est également importante afin que l'état se mette d'accord sur le but à atteindre en cherchant une adhésion à la vie de l'organisation et un sentiment d'appartenance (Pasquier, 2011, p.147). Cette communication interne à l'état paraît essentielle dans le secteur de l'éducation avec des collaborateurs le plus proche des populations qui défendent des valeurs.

Par ailleurs nous l'avons vu l'aspect psychologique est important en particulier pour cibler les jeunes, ainsi le type de communication peut être personnel : discussions lettres, publicitaire via les journaux ou multimédia... ; et à destination du grand public via les relations médias , les réseaux sociaux, internet. Le choix du média est étroitement lié au message (Pasquier, 2011, p.157) on a un message complexe qui demande une continuité et un message plus basique qui peut être transmis via des supports à durée limitée. Un choix des supports de communication pourra amener au plan média avec un calendrier éditorial pour cibler les périodes et observer quand les jeunes ou autres cibles sont les plus actifs. Nos interrogées ont établi une relation avec l'éducation nationale pour parler de l'éducation populaire, une potentielle période serait lors des forums d'orientation à destination des lycéens, collégiens. D'autres actions notamment en ligne ne sont pas inconnues de la communication publique pour toucher le jeune public avec une consommation web importante des 13-24 ans qui se connectent chaque mois sur internet (80%) (Coulon, 2008, p.176). Pour suivre les recommandations de l'UNESCO et plus précisément du Congrès informatique mondial de 2002 les institutions publiques doivent contribuer à assurer une intégration numérique centrée sur les jeunes notamment dans les domaines de l'éducation... » (Coulon, 2008, p.176). On trouve la présence d'outils en ligne collaboratifs avec la télévision sur internet. Cette initiative a vu le jour via un partenariat avec l'inspection académique avec en ligne le développement d'outils et de support d'expression à destination des collégiens. On a sur cette plateforme des actualités, des dossiers multimédias sous forme de texte, photos etc... L'objectif est de favoriser le développement de l'esprit critique des collégiens pour développer la citoyenneté en répondant à leur curiosité. De plus les outils en ligne peuvent être un facteur d'engagement citoyen (Dahgren, 2009, p.149).

L'état se retrouve alors face à un défi de communiquer efficacement auprès des publics notamment les jeunes. Adapter le discours et décliner les objectifs à travers les campagnes apparaît comme un enjeu majeur dans la valorisation de l'éducation populaire et de l'animation socioculturelle. Il faut cibler au bon moment. De plus, rendre les émetteurs identifiables (ici l'État) permet également d'asseoir la légitimité des entités en position de « supériorité », un atout pour la crédibilité du secteur.

Bilan

Les deux niveaux de communication nous ont permis ainsi d'identifier les émetteurs, les cibles et les méthodes à utiliser pour pouvoir mener à bien ce projet. Il en est ressorti que les acteurs de 'l'éducation populaire pourraient dans un premier temps renforcer leur unité via une communication interne plus organisée pour solidifier ses racines. Puis dans un second temps communiquer sur des valeurs et mettre en avant tous les bienfaits des structures de centres de loisirs via les outils en ligne mais également hors ligne. En ce qui concerne les acteurs étatiques, les méthodes proposées en communication publique nous ont permis de proposer des directions sur comment cibler le jeune public afin que ce dernier s'engage dans l'animation comme le souhaitent les acteurs. Nous avons ainsi vu que la réalisation d'événements mais également de supports spécifiques et pérennes pourraient éventuellement être un atout pour l'animation socioculturelle. Ces deux communications proposées cherchent toutes les deux à créer du lien et à rester proche du citoyen, la notion de proximité est fortement présente et serait la variable sur laquelle les acteurs pourraient s'appuyer à l'avenir.

Conclusion

Lors de ce travail de recherche en Sciences de l'information et de la communication, nous avons cherché à émettre des hypothèses face à la problématique actuelle du manque de reconnaissance des métiers de l'éducation populaire. Ces acteurs manquent de compétences dans leur façon de communiquer auprès des différents publics. Ils rencontrent une difficulté notamment sur comment transmettre les éléments essentiels de la profession. Cependant on a constaté un paradoxe avec ces acteurs qui se sont approprié très tôt la société de l'information avec la presse dans un premier temps puis avec les différents médias, par ailleurs leur profession nécessite des qualités communicationnelles indéniables. Ainsi partis de ce constat nous avons établi la problématique suivante : *Les acteurs de l'animation socioculturelle expriment ou ressentent un manque de reconnaissance dans la sphère publique et au niveau institutionnel, les centres de loisirs sont inscrits dans la sphère plus large de l'éducation populaire au sein de laquelle on constate une tension constitutive historique au niveau des objectifs et des modes d'action : l'objet du mémoire sera d'étudier ces tensions à travers le recours paradoxal à la communication d'une part la conviction que les acteurs doivent maîtriser les techniques de la communication et d'autre part un déficit important de maîtrise de ces techniques et enjeux dans la culture professionnelle des acteurs.*

L'objectif a été donc dans un premier temps de resituer l'éducation populaire, l'animation socioculturelle et les centres de loisirs afin de démontrer en quoi ces lieux et ces professions s'inscrivent dans une démarche citoyenne et de construction de la société et d'identifier quels éléments pourraient alors être mis en avant et de façon abordable lors des campagnes de communication. Cette première étape nous a également permis de constater les ressentis des acteurs et comment ce problème chronique de reconnaissance perdure dans le temps. A la suite de cette étape, nous nous sommes inscrits dans les sciences de l'information et de la communication afin de faire ressortir le paradoxe dans lequel ces acteurs se trouvent. En effet, ces animateurs socioculturels ont une action communicante qui paraît inhérente à leur profession ce qui les rendrait apte à communiquer et investis dans cette démarche. La communication est présente dans la majorité de leurs actions que ce soit voulu ou non. Cependant les tensions constitutives historiques face à ce qu'est réellement « La société de l'information » nous a alors montré que les acteurs de l'éducation populaire n'ont pas la même vision. En effet, certains acteurs ont tout de suite adhéré au concept tandis que d'autres s'y sont fortement opposés par convictions ou alors n'ont pas su l'utiliser dans leur intérêt malgré une appropriation précoce. Cette étape nous a alors permis de constater que d'après nos recherches l'appropriation des outils d'information communication n'a pas été réussie par ces acteurs et a contribué à la fragmentation du secteur. Ils n'ont pas su utiliser les outils en leur faveur ou pour faire ressortir l'essentiel. Cependant ils ont dû malgré tout se former à l'utilisation des outils pour être en phase avec la société. C'est alors que la formation n'a pas été optimale pour ces derniers comme nous l'avons vu dans cette partie, ils réalisent des actions de communication et d'éducation aux médias mais se retrouvent souvent novices ou se forment pratiquement en même temps que leur public. Cette partie nous a alors permis de constater la position délicate des animateurs face aux outils numériques ainsi que les

disparités qui se présentent. La communication nous est alors apparue comme un sujet complexe pour ce secteur qui souhaite aller plus loin mais qui n'a jusqu'à présent pas su de façon unilatérale s'accorder sur la société de l'information. Ce qui nous a conduit à la troisième et dernière partie qui se base sur nos entretiens réalisés témoignant de la volonté exprimée par les acteurs de l'éducation populaire concernant la communication. Ils ont conscience du problème, ils savent ce qui ne va pas mais n'ont pas les méthodes pour résoudre ce dernier. La problématique n'a pas encore été assez soulevée et ils ne savent pas d'où partir. Le recueil d'informations auprès des acteurs de la jeunesse et des familles nous a ainsi permis toujours en partant de leurs ressentis d'émettre des hypothèses sur quelles types d'actions seraient envisageables pour revaloriser le secteur de l'animation socioculturelle cette fois-ci de façon pérenne et soutenue. Ainsi en sont ressorties différentes actions de communication à deux échelles au niveau associatif et au niveau étatique vers des cibles bien définies selon eux avec un discours adapté. Pour émettre nos hypothèses nous nous sommes alors appuyés sur des écrits scientifiques en sciences de l'information et de la communication mais également des outils méthodologiques tels que des guides associatifs. Cela nous a permis d'établir une piste de réflexion sur le futur déploiement d'actions de communication pour ce secteur. Les cibles et les émetteurs ont été identifiées à la suite des entretiens et aux souhaits des acteurs. La revalorisation du secteur nécessiterait selon nos enquêtes une réalisation d'actions résultant d'une véritable appropriation des TICS et de la société de l'information et non une appropriation partielle mais complète et pérenne afin d'endiguer le problème chronique de reconnaissance ressenti chez les acteurs.

L'animation socioculturelle fait face à de nombreuses problématiques comme nous avons pu le voir au cours de ce travail. L'aspect de la reconnaissance est un problème non négligeable du secteur soulevé depuis la création de l'animation et sa reconnaissance en tant que profession. L'éducation populaire semble livrer des batailles et ne pas en avoir fini pour asseoir sa légitimité. S'accorder en interne sur les éléments à communiquer aux publics et choisir un message adapté semble être le point de départ pour répondre aux problématiques actuelles et futures.

Par ailleurs, l'institutionnalisation de la profession a également comme nous l'avons brièvement évoqué à la décredibilisation du secteur et à des litiges entre différents secteurs de l'animation sa communication ne s'arrêterait donc pas uniquement à la recherche de reconnaissance sur les deux niveaux présentés dans ce mémoire mais encore à d'autres échelles nécessitant une implication de différents des acteurs et vers des cibles similaires mais également différentes.

Bibliographie :

Articles de revues et scientifiques :

- Lebon, F. (2010). Loisirs éducatifs collectifs : Histoire et enjeux. *Cahiers de l'action*, 30(4), 19-24.
- Antoniadis, A. (2011). Le Web 2.0 et la créativité en animation : Quels enjeux ? *Revue internationale animation, territoires et pratiques socioculturelles*, 2, 1-10.
- Arnaud, L. (2018). Une éducation populaire 2.0 ? *Nectart*, 7(2), 50-57.
- Audran, M., Cathelineau, F., & Reguer-Petit, M. (2020). Internet et réseaux sociaux : De nouvelles pratiques pour les professionnels de la jeunesse. Le cas des Prome-neurs du Net. *Revue des politiques sociales et familiales*, 135(1), 49-56.
<https://doi.org/10.3406/caf.2020.3415>
- Becquet, V., & Meziani, M. (Éds.). (2021). *Professionnels de jeunesse : Recomposition et ajustement des rôles et des métiers*. Les Presses de SciencesPo.
- Bordes, V. (2007). Abstract. *Pensee plurielle*, 15(2), 101-109.
- Boucher-Petrovic, N. (2006). *Education populaire et TIC : Mise en perspective et en-jeux*.
- Boucher-Petrovic, N. (2008). La société de l'information « appropriée » par l'éducation populaire : Une tradition en question. *tic&société*, Vol. 2, n° 2, Article Vol. 2, n° 2.
<https://doi.org/10.4000/ticetsociete.528>
- Boucher-Petrovic, N. (2006). Les mutations de l'éducation populaire. *Agora débats/jeunesses*, 41(1), 112-124. <https://doi.org/10.3406/agora.2006.2289>
- chmc2. (s. d.). L'éducation populaire laïque et la télévision 1950-1970 : Le rêve déçu du téléspectateur actif [Billet]. *Politiques de la culture*. Consulté 14 mars 2022, à l'adresse <https://chmcc.hypotheses.org/9903>
- Éducation populaire et transformation sociale. (2009). *Vie sociale*, 4(4), 123-136.
- Garcia, S., & Roucoules, A., Catalano, Catherine. (2020). *Centres sociaux et culturels : Création de lien social, tensions et enjeux*.
- Kane, O. (2016). Marshall McLuhan et la théorie médiatique : Genèse, pertinence et limites d'une contribution contestée. *tic&société*, Vol. 10, N° 1, Article Vol. 10, N° 1.
<https://doi.org/10.4000/ticetsociete.2043>
- *L'animation socioculturelle à l'ère de la communication numérique ...* (s. d.). Consulté 7 mars 2022, à l'adresse <https://calenda.org/391591>
- Laborderie, P. (2021). Francis Lebon, *Entre travail éducatif et citoyenneté : l'animation et l'éducation populaire* : Paris, Champ social Éd., coll. Questions de société, 2020, 189 pages. *Questions de communication*, 39, 478-480.
<https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.26089>

- Lebon, F. (2010). Loisirs éducatifs collectifs : Histoire et enjeux. *Cahiers de l'action*, 30(4), 19-24.
- Lebon, F. (2003). Une politique de l'enfance, du patronage au centre de loisirs. *Education et sociétés*, 11(1), 135-152.
- Lebon, F. (2018). Engagements professionnels et militants dans l'animation et l'éducation populaire. *Informations sociales*, 196197(1), 93-100.
- Lebon, F. (2013). Les animateurs entre précarité, militantisme et gestion politique des quartiers. *Pensée plurielle*, 32, 61-71. <https://doi.org/10.3917/pp.032.0061>
- Lebon, F. (2006). Usages sociaux des centres de loisirs. *Agora débats/jeunesses*, 42(1), 114-127. <https://doi.org/10.3406/agora.2006.2349>
- Lebon, F. (2010). Loisirs éducatifs collectifs : Histoire et enjeux. *Cahiers de l'action*, 30(4), 19-24.
- Linarès, C. de, & Oberti, A. (1987). Écrans et utopies. *Études de communication. langages, information, médiations*, 9, 39-57. <https://doi.org/10.4000/edc.2881>
- Mégard, D. (2005). Sur les chemins de la communication publique. *Les Cahiers Dynamiques*, 35(3), 26-30.
- Montalembert, M. de, & Ladsous, J. (2009). Introduction. *Vie sociale*, 4(4), 7-9.
- Moulinier Pierre. Chapitre XIV. Sur les fondements d'une politique. Retour sur le débat culturel/socioculturel. In: Un engagement à l'épreuve de la théorie. Itinéraire et travaux de Geneviève Poujol. Paris : L'Harmattan, 2008. pp. 175-188. (*Débats Jeunesses*, 22)
- Ollivier-Yaniv, C. (1997). Avant-propos : L'État communicant, des formes de la communication gouvernementale. *Quaderni*, 33(1), 75-83.
- Poujol, G. (2005). Éducation populaire : une histoire française. *Hermès, La Revue*, 42, 126-130.
- Rémond Edith. Vingt ans de confrontations sur le sable. In: Communication et langages, n°121, 3ème trimestre 1999. Dossier : L'université d'été de la communication. pp. 53-64
- Sboui, T. (s. d.). *Le Web2.0 et 4.0 au service de l'enseignement*. 9.
- Stinès, M. (2017). « EducPopNum » ou la constitution d'un collectif régional d'éducation populaire (au) numérique. *Cahiers de l'action*, 48(1), 47-55.

Articles de presse :

- *Éducation aux médias : Les MJC lancent un kit pour lutter contre les fake-news*. (s. d.). Consulté 28 mars 2022, à l'adresse <https://www.lavoixdunord.fr/1107071/article/2021-11-30/education-aux-medias-les-mjc-lancent-un-kit-pour-lutter-contre-les-fake-news>
- *Éducation aux médias et à l'information : Un défi pour l'animation*. (2017, novembre 13). Les Francas des Pays de la Loire. <https://www.francaspaysdelaloire.fr/actualites/education-aux-medias-a-l-information-defi-lanimation/>

- Education populaire : L'appel à l'aide d'un secteur en panne de recrutement. (s. d.). Consulté 31 mars 2022, à l'adresse <http://www.ash.tm.fr/professions-et-travail-social/education-populaire-lappel-a-laide-dun-secteur-en-panne-de-recrutement-679675.php/?latest>

Ouvrages francophones

- Bratosin, S., & Tudor, M.-A. (2021). *Comprendre la communication publique et politique : L'échiquier et sa tour de Babel*. l'Harmattan.
- Becquet, V. (2021). *Des professionnels pour les jeunes : Sociologie d'un monde fragmenté*. Nîmes: Champ social.
- Cultures & Conflits. (2006). Société de la connaissance, société de l'information, société de contrôle. Entretien avec Armand Mattelart. *Cultures & Conflits*, 64, 167-183. <https://doi.org/10.4000/conflits.2051>
- Darbellay, K., & Roduit, S. (2019). L'animateur-médiateur, quelles réalités ? De la formation à son implémentation dans des actions hors murs dans le contexte suisse. In L. Greffier, S. Montero, & P. Tozzi (Éds.), *L'animation socioculturelle : Quels rapports à la médiation ?* (p. 37-55). Carrières Sociales Editions.
- Lebon, F. (2020). *Entre travail éducatif et citoyenneté : L'animation et l'éducation populaire*. Nîmes : Champ social.
- Lebon, F. (2009). *Les animateurs socioculturels*. Paris: La Découverte.
- Pinet, J.-P. (2004, février 5). *Les enjeux de la société de l'information* [Text]. <https://www.revue-quartmonde.org>; Jean Tonglet. <https://www.revue-quartmonde.org/2039>
- Poyraz, M. (2004). Mutation de l'animation socioculturelle. *Agora débats/jeunesses*, 35(1), 76-87.
- Libaert, Thierry, et Jean-Marie Pierlot. *Communication des associations*. 2e éd, Dunod, 2014.
- Mattelart, A. (2009). *Histoire de la société de l'information*. Paris: La Découverte.
- Marchetti, D. (2008). *Communication et médiatisation de l'État : La politique invisible*. Presses universitaires de Grenoble.
- Mignon Jean-Marie. *Une histoire de l'Éducation populaire*. Paris : La Découverte, 2007.
- Caroline OLLIVIER-YANIV et Michael RINN (2009) (dir.), *Communication de l'État et gouvernement du social, pour une société parfaite ?*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Pasquier, M. (2011). *Communication publique*. De Boeck.
- Wettstein, H., Moser, H., Müller, E., & Willener, A. (Éds.). (2017). 2. Naissance et évolution d'un concept. In *L'animation socioculturelle : Fondements, modèles et pratiques* (p. 43-53). Éditions ies. <http://books.openedition.org/ies/1492>

Ouvrages anglophones :

- Dahlgren, P. (2009). *Media and political engagement : Citizens, communication, and democracy*. Cambridge University Press.

Pages web :

- *Communication numérique et nouveaux médias réinterrogent les valeurs et les actions de l'animation socioculturelle*. (2018, mars 25). FCLR.
<https://fclr.ch/2018/03/26/communication-numerique-et-nouveaux-medias-reinterrogent-les-valeurs-et-les-actions-de-lanimation-socioculturelle/>
- *Education populaire : L'appel à l'aide d'un secteur en panne de recrutement*. (s. d.). Consulté 31 mars 2022, à l'adresse <http://www.ash.tm.fr/professions-et-travail-social/education-populaire-lappel-a-laide-dun-secteur-en-panne-de-recrutement-679675.php/?latest>
- Grenoble, V. de. (s. d.). *Maison des Allobroges—Equipements socioculturels*. Consulté 2 mai 2022, à l'adresse <https://www.grenoble.fr/lieu/561/137-maison-des-allobroges.htm>
- *L'EDUCATION AUX MEDIAS ET A L'INFORMATION | les Francas*. (s. d.). Consulté 2 mai 2022, à l'adresse <http://www.centredeloisirseducatif.net/node/2041>
- *L'Education nouvelle- CEMÉA - Site de l'association nationale*. (s. d.). Consulté 19 décembre 2022, à l'adresse <https://www.cemea.asso.fr/spip.php?rubrique575>
- *Les centres de loisirs, un des derniers espaces de mixité sociale (Bulletin (...))— OZP - Observatoire des Zones Prioritaires*. (s. d.). Consulté 26 décembre 2021, à l'adresse <https://www.ozp.fr/spip.php?article15481>
- *Pénurie de main d'œuvre dans le secteur de l'animation : Sarah el Haïry annonce une aide de 200€ pour 20 000 jeunes*. (s. d.). Ministère de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports. Consulté 29 mars 2022, à l'adresse <https://www.education.gouv.fr/penurie-de-main-d-oeuvre-dans-le-secteur-de-l-animation-sarah-el-hairy-annonce-une-aide-de-200eu-325864>
- *Pour un renouveau de l'animation en accueils collectifs de mineurs*. (s. d.). Consulté 29 mars 2022, à l'adresse <https://jeunes.gouv.fr/Pour-un-renouveau-de-l-animation>
- *L'Education nouvelle- CEMÉA - Site de l'association nationale*. (s. d.). Consulté 19 décembre 2022, à l'adresse <https://www.cemea.asso.fr/spip.php?rubrique575>

Thèses et Bachelors :

- Boucher-Petrovic, N. (2008). *La référence à la société de l'information dans les milieux de l'éducation populaire français : Levier de la réactualisation d'un projet centenaire ?* [These de doctorat, Paris 13]. <http://www.theses.fr/2008PA131023>

- @ceméa. (s. d.). *L'Origine (1937 à 1943)- CEMÉA - Site de l'association nationale*. Consulté 27 février 2022, à l'adresse <https://www.cemea.asso.fr/spip.php?article951>
- Dheilly, C. (2019). *Les rapports aux risques des animateurs volontaires d'Accueils Collectifs de Mineurs (ACM)* [Phdthesis, Normandie Université]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-03429867>
- Michelet, V. (2014). *La médiation culturelle nouveau champ de l'animation socioculturel ? (Travail de Bachelor)*

Rapports :

- Conseil économique social et environnemental, 2019, *L'Éducation populaire une exigence du 21^e siècle*.
- Laboratoire d'Analyse et de Décryptage du Numérique | Programme Société Numérique. *L'Éducation populaire à l'ère du numérique*
- *La fabrique de l'éducation populaire et de l'animation—INJEP - Laurent BESSE, Emmanuel de LESCURE, Emmanuel PORTE, coordination Sylvère ANGOT, Nicolas BRUSADELLI, Jérôme CAMUS, Frédéric CHATEIGNER, Nicolas DIVERT, Florence IHADDADENE, Francis LEBON, Jean-Claude RICHEZ, Léo VENNIN, Pauline VESSELY*. (s. d.). INJEP. Consulté 20 avril 2022, à l'adresse <https://injep.fr/publication/la-fabrique-de-leducation-populaire-et-de-lanimation/>

Lois :

- (2002). Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. *LEGICOM*, 28, 107-116. <https://doi.org/10.3917/legi.028.0107>
- Loi n°81-994 du 9 novembre 1981 portant dérogation au monopole d'état de la radiodiffusion
- Loi n° 89-486 du 10 juillet 1989 d'orientation sur l'éducation
- Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif

Annexes :

Entretiens professionnels de l'animation et familles retranscriptions et visuels :

Dans ma démarche j'ai interrogé 10 professionnels de l'animation qui viennent de toute la France et 10 familles qui fréquentent les centres de loisirs de l'agglomération grenobloise. Les entretiens des professionnels de l'animation sont semi-directifs avec des questions de relance ils ont été menés oralement. Les entretiens avec les familles ont été fait via l'envoi d'un questionnaire dans le but de connaître leur positionnement face à l'animation.

Pour les professionnels de jeunesse, la question ouverte était « **Quelle est la reconnaissance et la place de l'éducation populaire et quelles actions de communication pour revaloriser la profession ?** ». Cette question a été suivie par des questions de relance présentes dans le guide d'entretien. Les questions en rouge sont celles posées par l'interrogateur elles ont servi de relance. Cependant certains ont répondu à l'écrit et les questions étaient présentées littéralement. *Des noms ont été modifiés à la demande des interrogés, d'autres ont demandé que leur vrai nom soit présenté. Les personnes citées nominativement ont donné leur accord.*

Guide d'entretien (questions de relance) à destination des professionnels de jeunesse :

Dans le cadre de mon mémoire de recherche en Master 2 Information Communication Publique et Médias, je m'interroge sur la communication des structures d'éducation populaire. Ainsi je souhaite répondre à la problématique suivante *Les centres de loisirs sont porteurs de valeurs liées à la mixité et l'inclusion sociale, au respect et à l'émancipation, cependant ils font face à un manque de considération et de reconnaissance dans la sphère publique et au niveau institutionnel. Très peu de ces acteurs communiquent auprès de leurs publics malgré une appropriation précoce des outils de techniques de l'information et de la communication. Comment et quel type de communication leur permettrait de gagner en légitimité et reconnaissance ?* ».

1. Selon vous Qu'est-ce que l'éducation populaire ? Comment est reconnue l'éducation populaire de nos jours au sein des publics (familles) ?
2. Quelle différence faites vous ou ne faites-vous pas entre Éducation nationale et Éducation populaire ?
3. Selon vous quels sont les bénéfices des Accueils Collectifs Mineurs pour la société ?

4. A votre avis, les valeurs et les objectifs de l'éducation populaire sont assez retranscrits dans la communication autour des programmes d'activités des centres de loisirs, si oui lesquels sont les plus représentés ? (si non, mêmes questions).
5. Quel rapport au numérique ont les acteurs de l'éducation populaire (novices, maîtrise forte, experts..) ? Pensez-vous que le numérique a sa place dans les structures d'Accueil Collectif de mineurs ?
6. Selon vous quel rôle les animateurs jouent dans l'évolution de l'enfant ? Comment sont-ils sensibilisés et rappelés à ce rôle (s'il y en a un) et par qui ?
7. Selon vous quel type de communication et vers quels publics faudrait-il que les professionnels de l'animation socioculturelle s'adressent pour gagner en légitimité et changer le statut de la profession qui fait face à un grand désengagement des jeunes ?
8. Quel regard portez-vous sur les recommandations du CSE (Conseil social et économique) visant à créer des filières scolaires uniquement dédiées à l'éducation populaire ?
9. Les subventions publiques permettent aux associations d'éducation populaire de réaliser leurs projets, cependant on a constaté une baisse de ces dernières au cours des 10 dernières années (voir rapport du CSE) ; Quelle serait selon vous la ou une des solutions pour changer cette situation ?
10. Libre expression : Si vous êtes ou avez été un professionnel de l'animation, pourriez-vous nous faire part de votre expérience dans le secteur jeunesse et les problèmes que vous avez pu constater ?

Entretiens professionnels de l'animation :

Directrice/Animatrice en centre de loisirs

17/01/2022

Selon vous qu'est ce que l'éducation populaire et quelle est sa reconnaissance ?

Ce n'est pas une éducation dans le sens propre du terme, on les aide à se construire on est à part entière. Reconnaissance : reconnue comme un maillon de la chaîne éducative on est dans la chaîne éducative, même à un niveau différent. On est dans l'apprentissage mais pas dans le scolaire, on contribue à l'apprentissage.

Rôle des animateurs dans la construction de l'enfant ?

Les animateurs jouent un rôle dans la construction de l'enfant. Des enfants évoluent plus par rapport à nous car ça leur parle plus et tout passe par le jeu et ce qui est ludique. La reconnaissance on y arrive mais on n'est pas reconnu à notre juste valeur et à tous les niveaux (personnel, rémunération,) emploi précaire alors que c'est un métier à part entière, notre métier n'est pas reconnu. On reconnaît plus les psys les éducateurs alors qu'on aide beaucoup l'enfant à s'épanouir et à grandir. Ce domaine je l'ai choisi par rapport à l'éducation nationale, le ressenti le relationnel. On ne fait pas ça si on n'a pas l'empathie, il faut l'altruisme et aimer les autres. On est dans un métier où si on n'est pas. La communication pourrait revaloriser notre métier aux yeux des gens, il faut être entendu, un jour on va trouver la personne pour qu'on reconnaisse la profession. Les échanges animateurs et enfants toujours eu un relationnel, relationnel trouvé l'échange besoin de l'animatrice et ses enfants quand ils grandissaient ils avaient besoin de m'écrire pour me dire comment ils grandissaient où ils en étaient, des souvenirs évoqués. On revient à la construction des enfants qui gardent toujours ce qu'ils ont fait.

Quel type de communication et vers quels publics ?

Pour qu'on ait une reconnaissance il faut que ce soit politique, il faut qu'il y ait cela par rapport à la ville. On est limités dans notre truc. Il va falloir trouver un moyen.

Je suis plus dans la relation et communication orale, quand tu vois que les parents viennent te remercier à la fin. Mais sur un questionnaire ça ne va pas plus loin. Venez-vous exprimer, les enfants porteurs de handicap perturbés par leur vie, rien que les parents séparés rien que l'éducation de certains parents des enfants super câlins.

Professionnalisation et recommandations du CESE de créer des filières ?

Aucune idée mais pour moi c'est un vrai métier et un métier que j'ai choisi, et j'y suis revenu j'y suis revenu je vais faire que ce que j'aimais dans la vie. Epanouissement, expériences, on voit des personnes faites pour ça et leur donner envie de continuer. On est tous uniques et on a tous des choses à faire passer, être dans l'écoute. Beaucoup de parents sont reconnaissants, tout ce que tu fais c'est bien mais s'il se passe un truc boum.

Différence éducation nationale et populaire ?

C'est devenu dans la routine offrir cadeaux aux enseignants dans l'éducation nationale mais nous non... On ne demande pas de la reconnaissance matérielle, on ne fait pas les choses par obligation. L'association et la polyvalence.

Directrice d'un centre de loisirs de l'agglomération grenobloise

15/02/2022

Effectivement l'animation socioculturelle est quelque chose devrait être bien plus reconnue ; métier d'animateur on pose souvent des questions sur ce qu'est le métier, on a des aprioris des clichés des familles qui vont dire moi j'emmène mon enfant moyen de garde le centre de loisirs. Et après le rôle d'animateur c'est bien plus enrichissant, l'animateur fait découvrir il apporte ses passions, apporte ses activités il est acteur de l'éducation populaire après pas la majorité des animateurs mais nous en tant que directeurs c'est ce qu'on veut transmettre ; Après la reconnaissance évolue on se rend compte qu'on en parle de plus en plus et de l'importance qu'il a on le détache de plus en plus de l'éducation nationale c'est important car on n'a pas le même rôle on devrait être détachés de l'éducation nationale. Pour moi, c'est reconnu de plus en plus j'espère que ça el sera de plus en plus pour mii on n'en est pas là et loin de là, le métier d'animateur est assez bien précaire aujourd'hui, il faut qu'il le soit beaucoup moins.

Quel type de communication et vers quels publics pour gagner en légitimité ?

Quand on fait des annonces sur des pistes de recrutement et souvent annonces on est assez courts et efficaces on ne va pas essayer de trop détailler car on a peur que les personnes intéressées ne lisent pas tout et que si on lit trop de truc elles ne se cassent pas la tête on va être compact. Du coup effectivement la communication là-dessus n'est pas très claire précise et pas assez professionnelle parce qu'en face de nous on a des animateurs assez jeunes et qui n'ont pas conscience de la professionnalisation de ce métier-là.

Créer des filières ?

L'animation la majorité ce sont des personnes qui ont un autre projet pro c'est compliqué de rentrer trop dans le complexe, ça serait cool d'avoir plus de professionnalisation s'il était plus reconnu et mieux payé pour dire que c'est difficile d'avoir une communication précise car ça permet recrutement plus simple on a beaucoup de mal de recruter dans ce secteur parler plus des loisirs c'est plus simple pour recruter pour le premier contact avec les animateurs. Dans un second temps aussi avec la réunion d'équipe objectifs généraux, objectifs opérationnels c'est un vocabulaire différent selon les personnes donc important d'avoir une définition précise et chacun a la sienne et c'est difficile de transmettre la définition à une équipe et la respecter c'est ce qu'on essaye de faire mais ce n'est pas toujours facile pour l'équipe d'animation de savoir ce qu'est un objectif.

Valeurs et objectifs présent dans les programmes ?

Peut-être parler des valeurs aiderait à voir la profession comme plus professionnelle. Peut-être que oui en étant plus précis et plus engagés dans ce qu'on écrit et ce qu'on véhicule, moi

j'essaye de l'être de plus en plus ça fait peu de temps que je suis dans le métier et la direction. Je suis jeune dans ce métier, c'est compliqué au début notre priorité c'est que le centre tourne, équipe tienne la route que la sécurité physique et morale soit garantie on s'aperçoit qu'en évoluant on en vient à être plus engagés dans les valeurs, c'est une question de maturité. Ça devrait également être communiqué auprès des familles, pas une garderie. Important de communiquer là-dessus aux familles, en parlant des projets pédagogiques même s'il est sur le site pas sûr que beaucoup de familles y aillent prennent le temps de le lire c'est compliqué de véhiculer nos objectifs. C'est pour ça que la communication doit être importante dans chaque centre de loisirs, faire des affiches, détailler les programmes d'activités, le faire en amont pour que les familles aient un regard sur ce qu'on va faire. La communication et outils c'est des choses qui devraient être plus présentes dans chaque centre chaque directeur fait la communication qu'il souhaite avec son style ça rajouterait quelque chose de plus professionnel distribuer auprès des écoles et dans ces communications il faudrait quelques mots sur objectifs et intentions pédagogiques.

Construction des deux côtés, une découverte après peut être des centres fonctionnent en garderie mais la plupart le font de manière qualitative pour les enfants on voit bien qu'un enfant qui va chez la nounou et un qui va au centre c'est pas les mêmes journées pas les mêmes objectifs plus un collectif dans la découverte d'autrui et en collectivité. Ici on ne va pas se plaindre on a les moyens on a de quoi faire venir différents intervenants, des professionnels. Le but ne va pas être de faire progresser dans un domaine et la découverte c'est le but qui pour moi fait partie de l'éducation populaire différent de l'éducation nationale où on a une découverte mais une obligation d'apprendre et d'avoir des notes et passer au niveau supérieur. La plupart des enfants ont besoin en plus de l'école de cette chance-là de faire des découvertes plus brèves et un peu plus dans le partage. Dans le centre de loisirs on a une transmission mutuelle, on peut toujours apprendre des autres animateurs qu'eux peuvent apprendre et on apprend également des enfants et c'est vraiment important de réaliser que la découverte ne s'arrête jamais et c'est une valeur que je trouve très très forte en centre de loisirs.

Larbi Kaddouri Directeur du service jeunesse de Drancy et président du Collectif des directeurs de jeunesse d'Île de France

28/01/2022

Quel type de communication et quels publics ?

Avant on avait très peu de communication sur le service jeunesse, ni sur réseaux sociaux, même sur les réseaux aucune stratégie de communication numérique ou papier. Prise de poste travailler avec service communication pour stratégie de développement, on avait l'impression que service ne faisait rien et mettre en valeur. Au-delà des accueils qu'on a objectifs est de mettre loisir éducatif avec pédagogique, mettre en valeur tout ça via photo vidéos, captures brut, on est parti sur autre chose création d'un journal télévisé jeune mis en place par le service jeunesse et tous les mois ils sortent un journal, ils font rédac, journalistes sélection des sujets. Mettre en valeur les actions du service jeunesse et mettre en avant les jeunes de la ville. Ou des acteurs qui font du travail (jeux de société) le jdl permet de mettre en valeur acteurs du service jeunesse et qui œuvrent à aider les jeunes. On lance le comédie jeune avec Wahid du jamel comedy club, objectif est de communiquer.

Chaque fois qu'une action est faite il y a une stratégie de communication. Population doit pouvoir se rendre compte de ce qui est fait (DRANCY MEDIA, Réseaux de la ville, Mme le maire qui partage ça). Après opportunité, négocier avec une asso pour avoir première du net pour faire de la prévention, à un moment y a des dérives et former les agents pour reconnaître quand y a harcèlement, jeune au bord du suicide, ils ont le temps de voir les gens sous un pseudo pro, personnalité pro va sur les réseaux et ça permet de communiquer sur les événements. Derrière on peut communiquer avec jeunes de la ville sur snap, exemple fianso le 25 février il fait un showcase et djibril cissé, les journalistes du JDJ on va les interviewer.

Pour la communication, pas de difficultés. Directeur comm est fan de ce qu'on fait, si elle va dans ce sens-là ça va, mais sinon non. On a fait un concours de dessin, dessin vidéo. Une stratégie sur 6 mois pour une action tous les mois. Interview Madame le maire qu'on a faite, coupé en 4 sort sur le LinkedIn de la ville, le Facebook de la ville, les vidéos les plus vues sur le FB de la ville. Février journal télévisé sort on a l'interview du Drancy Comedy Club. En plus des actions et des vacances on fait des pèle mêles avec les parents et on met en valeur les actions du service pédagogique. Met en avant le travail des agents. Le 8 mars international journée du droit des femmes : séance photos avec un gars qui prend photo des femmes et jeunes filles stratégie : mettre l'expo photo non pas dans un musée ou à la mairie pour que ce soit lisible de tous.

La communication est essentielle ?

Complètement, quand on ne voit pas quelque chose on croit que les gens ne font rien, des actions (jardins partagés etc.. Mais absolument pas mis en valeur) objectif rendre visible le travail le respect pas du au service les gens respectent car on le voit limite trop. Les gens ne se déplacent pas obligatoirement, ils ne vont pas souvent à la recherche de l'information ils sont abonnés aux maires etc partage 37 fois X 200 personnes. Ça permet de capitaliser résultats sur des demandes de financement.

La communication peut rejouer dans la revalorisation de la profession !!!

L'enfant c'est un mode de garde pour les parents c'est pour garder les trucs mis en valeur sont juste répétitif, mais des projets innovants sur des nouvelles thématiques qui sont mis en avant sauf que le réflexe n'est pas de demander à la communication de venir faire des reportages. Il faut se rendre compte qu'un projet magnifique n'est pas marketé ce sera bien pour les gamins et parents alors que potentiellement toute la ville se rendra compte de ce qui se fait.

Je suis un enfant du service jeunesse, j'ai fait des choses que je n'ai pas pu faire avec mes parents, ça m'a ouvert on allait dans des campings, ouverture culturelle à d'autres façons de penser. L'éducation populaire doit permettre cette ouverture aux autres dans le projet de séjour.

A 18 ans on m'avait formé pendant mes années services jeunesse, l'éducation n'est pas que l'éducation nationale y'a des assos sportives, assos service jeunesse, un jeune qui a fait le service jeunesse il va monter son asso plus facilement, il va demander des subventions.

Différence éducation populaire et nationale ?

Education nationale socle mais une éducation linéaire doit nous éduquer, l'éducation au sport nous a permis d'avoir des règles de vie en société, l'éducation en société ne s'apprend pas sur un livre. L'individu est formé par différentes entrées et pas uniquement l'éducation nationale. Souvent quand enfant en difficulté il va parler avec ses animateurs, et pas son prof.

Recommandations du CESE sur la création de filières ?

Actuellement la secrétaire d'état Sarah El hairy a lancé les assises de l'animation pour questionner la valorisation des animateurs, un animateur qui va gagner 900 euros va changer de voie. Un moment c'est des rythmes de vie compliqués, il faut remettre à plat tout ça maintenant est ce que tous les acteurs autour de la table pour pouvoir discuter avec elle. Après on travaille beaucoup avec le ministère politique de la ville, on lance le diagnostic régional jeunesse avec le laboratoire de l'université de Cergy. On communique dessus car on cherche financement.

RSN trop d'informations, réseaux d'analyse et critique n'est pas parfait.

Un mode de garde, très peu de parents vont dire que ça va apporter quelque chose, on mettrait une imposition pour eux le projet pédagogique des 30 pages. Quand y a des actions et qu'on se questionne on va questionner. Faire extrêmement attention aux RSN car dans les collectivités, toutes les communications passent en direct, message mal placé l'opposition. **En associatif on peut faire des erreurs, dans une collectivité y a les conséquences politiques d'un message.**

Gérard Roblès ancien directeur du centre social chorier berriat et de la maison de l'enfance de Bachelard

04/02/2022

Très peu de reconnaissance de l'éducation populaire. Personne ne met des pancartes pour qu'on reconnaisse le secteur, peu de reconnaissance officielle. Les pratiques en route on a des partis prenants c'est en pratiquant l'éducation populaire qu'on sera entendus. D'est peu entendu de communiquer sur quelque chose là où les structures ont à gagner c'est via le faire vivre, la co-construction. On a un travail de communication à faire sur le vivre ensemble, c'est en parlant d'actions concrètes. Les budgets participatifs par exemple on a des acteurs et des objets ; Il faut communiquer sur les finalités on est sur une société qui valorise la prestation. Dans le ACM certains le font car ils la pratiquent on a un éventail très différent. Il y a plein de gens très différents mais ce n'est pas la première porte d'entrée. C'est à contre-courant du monde de la prestation de service. Il faut valoriser le faire ensemble dire à tous publics qu'il y a une autre façon de faire ensemble. Il faut tester en proposant la participation si on veut un mouvement collectif c'est leur boulot de facturer. Il faut soutenir les élus du parti d'éducation populaire dans cet élan. L'état doit continuer à soutenir les fédérations et qu'il n'y a pas uniquement la consommation. Avant on a eu une campagne d'éducation populaire. Pleins d'organismes comme les SCOP sont là-dessus, la ligue de l'enseignement, les CEMEA, Les Francas. Ils ont besoin de réaffirmer leurs méthodes.

Directeur de l'association des centres de loisirs et Directeur Jeunesse

13/02/2022

L'éducation populaire défend la pédagogie de « art de s'éduquer par soi-même avec d'autres ». Tout individu est considéré comme acteur de sa formation. Une large place est faite à l'expérience au collectif et à la mobilisation des ressources de l'environnement et à pour finalité de construire son savoir : écoute des besoins, projet, apprentissage en expérimentant », éducation par les pairs etc..

L'éducation populaire se situe dans ce que l'on désigne par les termes de « pédagogies actives » ou d'éducation nouvelle, issues de l'héritage de J Maria Montessori, Célestin Freinet. L'éducation populaire joue un rôle essentiel dans nombre de quartiers des villes en milieu rural, par la gestion d'équipements de proximité comme els centres de loisirs, les centres sociaux ou els foyers ruraux.

Pour moi l'éducation populaire est un acteur majeur de la société et contribue comme acteur économique (en tant qu'employeur notamment) et défend des politiques publiques de l'engagement, de la jeunesse et de l'économie sociale et solidaire. L'éducation populaire est un levier pour penser le collectif à travers l'expérimentation et la mutualisation des expériences. L'ACL est une association d'éducation populaire qui intègre bien l'expérimentation et la mutualisation des expériences. Elle est en constante recherche-action, recherche participative... Nous favorisons l'exercice de la citoyenneté et du vivre ensemble. Porteurs de valeurs essentielles à la démocratie, comme la liberté de la création et la liberté d'expression, nous jouons également un rôle de passeur de ces valeurs auprès de nos adhérents. Je ne parlerai pas de manque de reconnaissance de l'éducation populaire, car cela repose bien sur le service d'un projet émancipateur qui donne toute sa dynamique à l'Éducation populaire. Il ne faut pas l'oublier nous sommes présents auprès des mineurs pour les aider à grandir et à s'éveiller. Chaque jour, à chaque vacance, ce sont à nous que les parents confient leurs enfants.

Actions de communication et vers quels publics ?

Ce n'est pas l'éducation populaire qui manque de reconnaissance, mais bien les métiers du secteur qui restent dans l'ombre souffrant d'un manque de reconnaissance et de communication valorisante. Cela s'explique par le fait que nous subissons les évolutions des politiques publiques et la gestion économique induite par les financements publics. Donc c'est des difficultés contractuelles avec la marchandisation du secteur de l'Animation qui pose problème, mais en aucun cas les valeurs de l'éducation populaire.

Nous faisons tous de l'éducation populaire et souvent sans même le savoir.

Directrice adjointe de l'association des centres de loisirs de Grenoble

17/03/2022

L'éducation populaire est une conviction, une volonté. L'éducation populaire est née d'une volonté de permettre à chacun d'avoir accès des savoirs, des connaissances, une culture dans le but de pouvoir être acteur de la société. Je pense que peu de familles connaissent ce mouvement, ses valeurs ; elle est différente de l'éducation nationale est

plus cadrée, normalisée et limitée dans son champ d'action. Elle ne peut à elle seule permettre à chacun de tester, expérimenter et ainsi favoriser sa construction. Elle est en revanche beaucoup plus reconnue et mise en avant que ce soit en politique, mais également au niveau des statuts et métiers. Les ACM permettent aux enfants de s'épanouir en dehors de l'école, de profiter de temps de loisirs choisis, de confronter ses idées, d'être force de propositions, d'être écouté sans être notés et jugés. C'est une expérimentation de la vie en société car en ACM le public est très varié, les situations nombreuses.

A votre avis, les valeurs et les objectifs de l'éducation populaire sont assez retranscrits dans la communication autour des programmes d'activités des centres de loisirs, si oui lesquels sont les plus représentés ? (si non, mêmes questions).

Je pense que les plus représentés sont l'émancipation via le développement de l'autonomie, le respect en lien avec le bien-être de l'enfant et la citoyenneté via les choix, la participation. Les autres sont moins mis en avant car nécessite plus d'explications. Les familles majoritairement regardent le programme et les activités mais pas vraiment les objectifs et valeurs défendues par ce programme. C'est plus à l'oral que l'on peut développer les choix pédagogiques. Le projet pédagogie est peu consulté.

Pensez-vous que le numérique a sa place dans les structures d'Accueil Collectif de mineurs ?

Je pense qu'il y a tous les types de rapport au numérique selon les personnes. Le numérique fait partie du quotidien, il peut et doit avoir une place mais de manière encadrée afin d'être plus dans l'éducation (aux médias, aux écrans, être acteur et non passif des images que l'on voit). Exemple l'initiation à la programmation permet aux jeunes de « raisonner » informatique de comprendre que derrière chaque image, il y a un code et aussi faire preuve de créativité pour eux aussi inventer.

Selon vous quel rôle les animateurs jouent dans l'évolution de l'enfant ? Comment sont-ils sensibilisés et rappelés à ce rôle (s'il y en a un) et par qui ?

Les animateurs de par leur âge permettent aussi aux jeunes de s'identifier comme un « modèle ». Ils doivent alors avoir une attitude irréprochable, donner envie de , ils transmettent des valeurs. Ce rôle est évoqué en formation BAFA et il doit bien entendu être rappelé par le directeur de l'ACM qui est garant du projet.

Selon vous quel type de communication et vers quels publics faudrait-il que les professionnels de l'animation socioculturelle s'adressent pour gagner en légitimité et changer le statut de la profession qui fait face à un grand désengagement des jeunes ?

Je pense qu'il faut avoir plus de campagnes locales pour donner envies aux jeunes de prendre des responsabilités à côté de leurs études. Bien faire comprendre que l'animation leur permet d'avoir des vraies responsabilités, d'être créatifs, de défendre des valeurs, de se

rendre utile. Peut-être plus de reconnaissance en termes d'aptitude de la part de futur employeurs (dans d'autres métiers). Tels que sens des responsabilités, capacité à parler en public, capacité à animer un groupe, sens de l'organisation...En interne aussi on pourrait lancer une Newsletter pour créer une identité et un sentiment d'appartenance au sein de l'association dans notre cas l'Association des Centres de Loisirs de Grenoble.

Regard sur les recommandations du CSE (Conseil social et économique) visant à créer des filières scolaires uniquement dédiées à l'éducation populaire et la mise en place du Bac pro animation ?

Je suis plus dans l'attente de voir ce que peuvent donner des filières scolaires pour un mouvement qui se veut en complément de l'école. Qui va former les jeunes ? Quelle est la part de terrain dans la formation ? Le contact avec le public est essentiel dans notre formation. J'ai peur que les futurs diplômés soient expert en éducation populaire historique et théorique.

Les subventions publiques permettent aux associations d'éducation populaire de réaliser leurs projets, cependant on a constaté une baisse de ces dernières au cours des 10 dernières années (voir rapport du CSE) ; Quelle serait selon vous la ou une des solutions pour changer cette situation ?

Je ne sais pas.

Benoît Coquille (conseiller politique et directeur de cabinet de la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale de la jeunesse et des sports)

28/02/2022

Manque de reconnaissance c'est possible mais encore attachement très fort des opérateurs à l'éducation populaire et à ce que ça recouvre. Le problème de reconnaissance est double aussi bien vis-à-vis des structures et effectivement question liée à ce qu'est l'éducation populaire et sa place par rapport à l'éducation nationale et puis la reconnaissance de sa plus-value hélas on va parler plutôt des collectivités territoriales. Est-ce que moi je suis maire d'une commune est ce qu'il y a une différence entre gérer un centre de loisirs sans ambition éducation populaire ou avec une dimension éducation populaire est ce qu'il y a un apport pour les enfants et les jeunes et ça s'est perdu pas complètement car beaucoup de gens y croient et voient la plus-value. Si on remonte à quelques dizaines d'années il y avait une articulation des 30 glorieuses où il y avait une complémentarité assez naturelle entre éducation nationale et éducation populaire on avait âge d'or éducation populaire avec directeurs d'école directeur de colos et ça s'est moins fait pour les générations actuelles. Premier aspect de question de reconnaissance vis-à-vis éducation populaire et associations en général. Puis ensuite manque de reconnaissance des personnels : animateurs volontaires BAFA et

BAFD ou animateurs professionnels c'est-à-dire des avec ou sans brevet d'état sont animateurs encadrants directeurs périscolaires et en font leur métier. Et là je ne sais pas si vous avez vu les déclarations de la ministre sur les assises de l'animation y a un gros sujet de reconnaissance. Expression de la ministre sur cette question de la reconnaissance qui nécessite trois chose : 3 axes du plan : un renforcement de l'articulation et front territoriale comment on structure complémentarité éducative entre éducation nationale et éducation populaire, deuxièmement comment on aide les animateurs professionnels : formations , contrat de travail qui évitent précarité, et comment on positionne l'animation volontaire dans les dispositifs d'engagement des jeunes et là on retouche à la reconnaissance. Car si on veut partir en vacs au mois d'août et on veut gagner de l'argent en juillet on va au MacDo on ne se dit pas un an avant je vais financer le BAFA, passer le BAFA et faire une colo pour financer mes vacances. Quand on passe le BAFA on avait envie d'être utile donner des vacances à des enfants et de jeune plus prêt de l'engagement citoyenne t l'intérêt général et il faut aussi qu'on repositionne ça clairement ce qui va redonner du sens et de l'attractivité pour beaucoup de jeunes qui n'y pensent pas forcément. Voici les principaux points.

ON fait du loisir mais y a différentes manières d'animer pour les enfants, il peut y a voir des collectivités territoriales qui n'en voient pas le sens et vont je ne sais pas si vous savez vous avez le BAFD pour être en ACM faut respecter un certain nombre de règles une collectivité peut ouvrir un accueil sur le périscolaire sans être ACM c'est-à-dire pas d'ambition éducative pas de règle de taux d'encadrement des jeunes et c'est de la garderie non déclarée. Créer un ACM pour une collectivité c'est basculer de garderie en ACM c'est répondre à d'autres critères et naturellement ça inscrit dans l'éducation populaire. **Périscolaire à minima c'est pour garder : premier service qu'un maire va rendre à la population et aux familles. Et puis ensuite il peut se dire que les règles administratives et l'ambition éducative des ACM c'est quelque chose qu'il a envie d'aller chercher e til déclare sa garderie et la fait rentrer dans des règles de taux d'encadrement avec des gens qui sont formés et là ça devient un ACM.**

Actions de Communication pour valoriser alors et vers quels publics ?

Totalement d'accord, il faut voir que les loisirs c'est aussi une manière d'apprendre c'est des temps riches pour les enfants les parents ont du mal à le voir et pourtant les animateurs sont présents il faut toujours rappeler que pendant les périodes de confinement les plus durs ceux qui étaient là dont les parents travaillaient il y avait enseignants et animateurs. Animateurs très présents dans la vie des gens qui mais qui restent invisibles et on reconnaît assez peu ce qu'ils apportent aux enfants, l'aspect de comm est très important. Quand je disais que le BAFA on le positionne dans les politiques d'engagement clairement dans l'intérêt général ça va permettre que l'état va pouvoir communiquer auprès des lycéens sur le BAFA si c'était un intérêt privé l'état ne pourrait communiquer. Alors qu'en reconnaissant bafa et animation comme quelque chose au service de l'intérêt général et que ça rentre dans la construction des jeunes et qu'ils vivent de choses utiles aussi bien à eux et aux enfants son va rappeler que

l'animation c'est porteur de sens et que les jeunes peuvent y contribuer, on remettrait du sens derrière la profession.

La communication serait une plus-value, et en fait ce qui est important dans les ACM c'est la capacité à transmettre l'envie d'animer et on voit souvent des animateurs qui disent qu'ils le sont car relation particulière avec un animateur et des formateurs BAFA qui retrouvent des jeunes qu'ils ont encadré eux-mêmes dans un accueil de loisirs c'est super important pour transmettre. Les jeunes vont se former ça rils trouvent ça intéressant et sympa est ce que les jeunes se disent au BAFA en pensant à leurs animateurs il se dit ça a du sens et ça donnera du sens à ma vie de jeune.

Recommandations CSE sur création de filières ?

Très sincèrement on lance la célébration des 50 ans du BAFA (71-72) et création formelle du brevet c'est 73. C'est quelque chose qui a beaucoup fonctionné très bien fonctionné s'est fait avec les collectivités et ACM. Il y a des choses qu'il faut rafraichir, on va lancer un comité de filière une réunion de l'état des collectivités territoriales et orga syndicale pour faire des transformations et réfléchir à l'animation de demain. On ne peut pas être innovant pendant 50 ans ou 70 ans sans un petit coup de fouet et c'est ce que vous dites sur la communication avec les outils modernes de l'époque où on peut imaginer que l'éducation populaire pourrait être plus présente sur les outils de communication de notre époque. On a besoin de reposer un certain nombre de choses de réfléchir et prendre le temps de réfléchir pour relancer les choses, beaucoup de choses peuvent être faites.

Un conseil quelque chose que vous pouvez mettre dans votre mémoire : je pense que l'éducation populaire fait énormément sens aujourd'hui, c'est à dire que on voit bien y a beaucoup de questionnement actuellement sur les fractures au sein de la société sur le vivre ensemble, l'éclatement de la société la perte de repère le télétravail d'émergence d'équilibre de vie différent, pratique du travail et de l'apprentissage différent avec la gamification apprendre par le jeu, travailler par le jeu on essaye de faire des choses différemment et donner de nouveaux équilibres de vie cette envie d'un modèle républicain français même s'il est mis en difficulté et cette envie d'autres équilibres de vie et d'autres approches qui font qu'à on a vis l'éducation populaire a une carte à jouer et c'est un vrai problème de communication. Si on fait un sondage est ce que vous connaissez l'éducation populaire et savez la définir on n'aura pas de résultats positifs. Si par contre on fait la même enquête dans la rue en rappelant ce qu'est l'éducation populaire et comment elle fonctionne on dira « ah c'est super », problème de communication qui correspond à un délitement car retrait ou isolement de l'éducation populaire et d'invisibilité avec les animateurs qui sont là pour les enfants et on ne voit pas à 18h le prof mais l'animateur et pourtant on estime que celui qui apprend aux enfants c'est le professeur des écoles.

Délitement du directeur d'école, animation s'est séparée du cadre scolaire 60-70 la profession a essayé de s'affirmer pensez qu'il y a eu un échec ?

Sujet très compliqué regarder un rapport parlementaire de 2013 rapport de Michel Ménard sur les colos et on trouve des choses intéressantes dedans. Il faut voir une chose par exemple, les voyages scolaires c'est du temps scolaire on va aller dans un ACM c'est pareil on fait classe avec l'enseignant transplanté. Phénomène important sur les voyages scolaire qu'il ne faut pas minimiser c'est l'évolution du mariage et du divorce. Quand on est dans une société avec très peu de divorces ça veut dire qu'on est enseignant ou enseignante on a des enfants mais un conjoint à la maison pendant les vacs, dans une société où il y a beaucoup de divorces on ne peut pas aller s'amuser à faire un voyage scolaire ou encadrer une colo ça paraît mineur mais c'est une réalité pour un certain nombre de personnes. Il y a plein de raisons et pas qu'une raison, plein de raisons liées à l'éducation nationale, populaire à la société au comportement de la société et les questions de consommation, aux questions de rapport entre parents et enfants. On continue sur le sujet des familles recomposées quand on a des enfants en couple et que vous êtes avec vos enfants toute l'année vous pouvez les laisser partir en colo 3 4 semaines quand on est divorcés. C'est plus compliqué de dire à son ex-« écoute j'ai réservé 15 jours de colo et du coup la semaine où tu devais avoir nos enfants tu ne les auras pas car ils sont en colo et c'est une réalité et beaucoup plus compliqué », plein de choses qui se mélangent et la société des loisirs, on tourisme de masse et à l'étranger et les colos aujourd'hui sont des colos de classes économiquement à l'aise et de gens modestes voire précaire. C'est-à-dire des colos enfants c'est financement par les CAF et colos qui coutent chères mais la classe moyenne et inférieure ne va pas en colo et pas d brassage t une promesse sociétale des colos qui est moins présente car les colos c'était le vivre ensemble et tous les enfants ensemble. Et le service national universel travaille sur relance des classes de découvertes c'est une modalité pour faire revivre les collectivités indépendamment des origines sociales. Promotion de ce qu'on fait en ACM et base de l'éducation populaire dans son fondement. Brassage et ambition des MJC. **Une action de communication à réaliser à plusieurs échelles : niveau état vers les publics jeunes et au niveau des structures elles-mêmes et des collectivités avec les structures.**

Un animateur de l'ACL

17/03/2022

Selon vous Qu'est-ce que l'éducation populaire ? Comment est reconnue l'éducation populaire de nos jours au sein des publics (familles) ?

Pour moi c'est une éducation qui s'adresse à tous sans distinction de niveau social ou d'origines. C'est une éducation de la vie un peu différente de l'école car on n'est pas dans un cadre scolaire avec la notation etc ou les horaires figés avec l'apprentissage de leçons.

Selon vous quels sont les bénéfices des Accueils Collectifs Mineurs pour la société ?

Je pense que ça permet à tous de savoir vivre en collectivité avec des personnes différentes que nous n'avons pas l'habitude de fréquenter dans notre quotidien. Par exemple moi quand j'étais plus jeune j'ai pu apprendre énormément avec les autres venant de pays différents notamment au niveau des mœurs, pratiques et les visions de la vie. Ça nous permet aussi de trouver notre place et de s'affirmer avec des animateurs qui sont là et encouragent les autres. Je pense que le fait que les animateurs puissent eux aussi mener leurs activités et s'exprimer contribue à l'épanouissement des enfants en leur donnant confiance. Ils se disent « ah moi aussi je veux donner de ma personne et avoir une identité ». En tant qu'animateurs on contribue réellement à la formation de citoyens parfois à travers des activités les enfants vont trouver leur vocation comme la peinture, le dessin, les activités manuelles ou l'origami ! moi quand j'allais en centre de loisirs j'ai appris à faire des fusées et des figurines en jouets ça m'a fait réaliser qu'avec du matériel et de l'imagination j'étais capable de fabriquer des objets de qualité. Mon imagination a été développée et ça a contribué actuellement quand j'écris des histoires pour le plaisir.

Les valeurs et objectifs de l'éducation populaire sont assez retranscrits dans la communication autour des programmes d'activités des centres de loisirs, si oui lesquels sont les plus représentés

Selon moi non pas vraiment. Car si on y réfléchit en amont il y a beaucoup de travail et les thèmes choisis par les directeurs et directrices ont des volontés éducatives et pédagogiques. C'est vrai qu'on parle plus d'activités qu'autre chose mais rarement sur ce que ça leur apporte en plus. On pourrait jouer là-dessus sur la communication en parlant de dispositif mis en place et ce que ça peut les aider à développer en parallèle pour la vie en société (travail d'équipe, analyse critique, observation...) des qualités qui nous sont souvent demandées ailleurs et que les ACM permettent de développer et encouragent. Je sais par exemple que dans le centre où j'ai travaillé j'ai mis en place des jeux où souvent il n'y a pas de vrai gagnant, les équipes pensent s'affronter mais une fois à la fin du jeu elles réalisent qu'elles doivent s'unir pour trouver la solution par exemple trouver une formule magique ou une énigme. Je trouve ça important qu'on réalise actuellement où on est dans une société souvent de plus en plus compétitive et marchande et avec des obligations de rendement que l'humain reste important et que l'entraide est quelque chose de très important. On devrait plus communiquer sur ces valeurs humaines en effet, cela pourrait rassurer des familles mais également des enfants qui auront moins peur et se montreront beaucoup plus altruistes avec leur entourage.

Rapport au numérique dans les ACM et la communication ?

On a souvent besoin du numérique lorsque nous menons des activités par exemple quand on veut réaliser un court métrage, des clips vidéo des concerts, des spectacles. Souvent les parents demandent s'ils peuvent avoir des infos ou si on peut trouver les vidéos en ligne. Et c'est là qu'on voit une disparité selon les centres certains sont pour l'insertion de vidéo et

l'utilisation de réseaux sociaux et d'autres en ont peur et y voient comme contraire un petit peu à l'animation ou même délicat. Alors qu'on s'en sert pour nos activités !! Je pense qu'il faut une pratique encadrée avec une sorte de « charte d'utilisation » des outils numériques pour savoir ce qu'on met ce qu'on ne met pas en se référant également au cadre légal. C'est une question délicate mais ça peut vraiment jouer pour plus tard car ces compétences sont importantes pour montrer qu'on est là. J'ai des amis qui travaillent dans des associations où ils ne sont pas rémunérés et proposent des activités parfois gratuites pour parents et enfants mais ils sont à des années lumières de nous sur la communication alors qu'ils se compliquent moins la vie pour leurs activités (souvent toute faites) et ne cherchent pas forcément à favoriser l'émancipation de l'enfant et j'en passe... On a un cruel manquement face au numérique et ça reste comme un sujet « tabou » j'ai l'impression avec une peur de ne plus contrôler l'outil. C'est très dommage car on peut dire qu'environ 40% d' nos projets utilisent le numérique. Peut être que si des parents ne vont plus en centre de loisirs c'est qu'ils se disent que c'est dépassé ou que ça tourne en rond pour certains et qu'on n'avance pas. Après il y a la peur compréhensible d'avoir des animateurs qui ne se baseront que sur le numérique et oublieront l'humain dans leur travail.. Une question compliquée (rires)...

Et quel type de communication et vers quels publics pour gagner en légitimité et changer le statut de la profession ?

Avant tout je pense qu'il faut communiquer au sein des familles car c'est eux qui nous confient leurs enfants. Ils veulent savoir où ils les mettent et ceux qui sont le plus attaché à leur éducation veulent voir si cela ne les perturbera pas scolairement, il y a beaucoup de paramètres. On travaille souvent avec les écoles pour mener des projets je trouve ça bien pour rassurer les familles, la mairie joue également un rôle dans la promotion du centre de loisirs pour montrer que ce n'est pas que du périscolaire et de la garde. Souvent on nous prend pour des rigolos qui amusent les enfants, mais si on fait ce métier on l'aime vraiment. On a des conditions de travail peu communes et pourtant on sait qu'on rend un service important. Si on n'était pas là en tout cas moi je sais que le centre de loisirs m'a aidé à me développer d'une part en voyant d'autres personnes qu'à l'école amis en découvrant des arts et des choses différentes, j'ai pu connaître l'art de rue, l'art africain, l'art de chine j'ai appris à jouer d'un instrument à chanter à danser et j'en passe sans m'inscrire dans des clubs spécifiques. Aujourd'hui je serais beaucoup moins complet que je le suis actuellement j'en suis certain. C'est pour ça je pense il faut communiquer chez les familles à notre niveau et au sein des écoles et des mairies. Promouvoir ce que nous faisons et montrer ce que l'on apporte avec des témoignages ou autres.. Il nous faut comme des « ambassadeurs » qui pourraient nous aider à asseoir notre légitimité. Ensuite la précarité est plus au niveau politique également ils doivent réaliser qu'on est dans du service et qu'on a la vocation et que c'est un métier, on trouve la mise en place de Bac pro éducation j'ai vu récemment mais après je ne sais pas vraiment si ça aide à revaloriser le secteur. Mes potes souvent ne veulent pas s'engager dans cette voie car c'est peu payé c'est vrai mais pourtant on en entend plein dire « ah mais si c'était mieux payé je ferais ça direct... » mais bon pas tous car après ça demande des qualités

et de passer des formations.. D'autres pensent que c'est juste la garderie alors que non, il faut rappeler aux jeunes ce que ça peut apporter et peut être cibler ceux qui ont été dans ces centres et qu'ils se questionnent sur ce que ça leur a apporté beaucoup ne le réalisent pas. Moi j'y pense mais si on n'avait pas eu cet entretien c'est sûr que je n'aurais pas repensé à tout ce que j'ai appris en centre de loisirs et j'ai encore des idées qui me viennent... (rires)

Bac pro animation et créer des filières scolaires uniquement dédiées à l'éducation populaire ?

Justement ça me questionne car je ne sais pas ce qu'ils apprennent là-dedans mais c'est vrai que dans le BAFA ou autre on parle moins d'éducation populaire je trouve alors que c'est dommage car ça fait sens et justement ça montre qu'on a une histoire entre guillemets. Je ne sais pas si les filières actuelles proposent une vision historique ou juste vraiment de la pratique mais souvent l'histoire de sa profession peut aider à remettre du sens dans notre vocation.. Mais j'ai trop peu de connaissances sur ces filières pour l'instant pour répondre je vais m'y pencher après notre entretien (rires)..

Les subventions publiques permettent aux associations d'éducation populaire de réaliser leurs projets, cependant on a constaté une baisse de ces dernières au cours des 10 dernières années (voir rapport du CSE) ; Quelle serait selon vous la ou une des solutions pour changer cette situation ?

Peut-être comme on l'a évoqué essayer de rappeler au niveau des collectivités ce qu'on apporte aux enfants tout ce qu'on met en place etc.. et peut-être aussi se faire soutenir par des acteurs plus « gros » comme des enseignants, des hommes et femmes d'état, pour légitimer notre discours..

Un jeune qui va passer le BAFA

18/03/2022

1. Selon vous Qu'est-ce que l'éducation populaire ? Comment est reconnue l'éducation populaire de nos jours au sein des publics (familles) ?

Je pense que c'est l'éducation du peuple par le peuple ?

2. Selon vous bénéfices des Accueils Collectifs Mineurs pour la société ?

Pour moi ça participe à l'éducation des enfants, ils peuvent changer d'air et faire des activités différentes de chez eux ou de l'école. C'est un autre univers, moi j'ai beaucoup été en MJC quand j'étais petit et c'est vrai qu'on a l'occasion de faire des choses inédites. C'est pour ça que je veux passer mon BAFA rapidement pour offrir la même chose aux enfants.

Valeurs et objectifs de l'éducation populaire sont assez retranscrits dans la communication autour des programmes d'activités des centres de loisirs, si oui lesquels sont les plus représentés ? (si non, mêmes questions).

Honnêtement je n'avais jamais entendu ce terme avant que vous m'interrogiez là-dessus donc c'est difficile de répondre... Mais si c'est l'éducation du peuple par le peuple alors non on n'en a jamais entendu parlé dans les accueils de loisirs...

Rapport au numérique dans les ACM et la communication ?

Je ne sais pas si on peut se servir des outils numériques comme els téléphones etc... Je sais que parfois on réalisait des clips vidéo ou des reportages comme aux infos et on informait que les parents et un peu le quartier.

Et quel type de communication et vers quels publics pour gagner en légitimité et changer le statut de la profession ?

C'est vrai l'animation a l'air peu rémunérée, je ne sais pas peut être au niveau de l'état il faut leur demander qu'ils aident beaucoup plus le financement de la profession...

Bac pro animation et créer des filières scolaires uniquement dédiées à l'éducation populaire ?

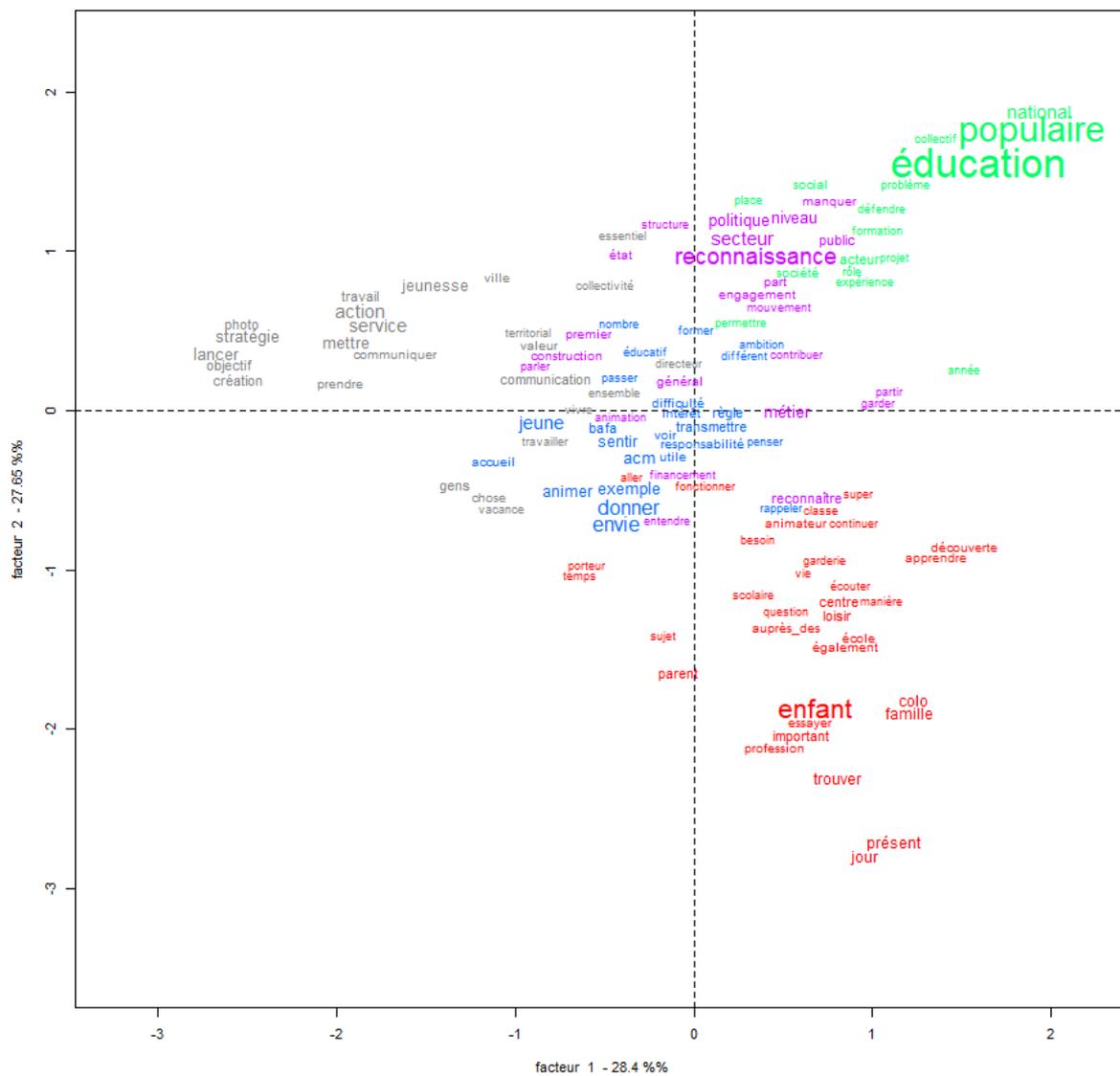
Je ne savais pas que ça existait ça peut être super pour les animateurs de vocation, moi je suis au lycée je ne sais pas encore ce que je vais faire après.

Les subventions publiques permettent aux associations d'éducation populaire de réaliser leurs projets, cependant on a constaté une baisse de ces dernières au cours des 10 dernières années (voir rapport du CSE) ; Quelle serait selon vous la ou une des solutions pour changer cette situation ?

Je ne sais pas..

Données Iramuteq :

Graphique AFC classes :



Guide d'entretien à destination des familles (10 familles interrogées)

⋮

Vous pouvez répondre directement sur ce document ou m'envoyer un document à part.

Cette enquête est composée de 9-10 questions et à la fin de 2 espaces d'expression libres un pour les parents et un pour les enfants qui le souhaitent.

Les réponses ne sont pas fermées, n'hésitez pas à argumenter l'idée est vraiment de connaître votre opinion sur les centres de loisirs, l'éducation populaire et la communication qui est faite autour de ces structures et ce qu'elles apportent. N'hésitez pas à vous exprimer à la fin du questionnaire en nous faisant part de votre expérience.

Ces questions ont été envoyées telles quelles auprès des familles.

1. Comment avez-vous connu les centres de loisirs ? Depuis combien de temps votre enfant fréquente-t-il/elle un centre de loisirs ? Comment l'a-t-il/elle vécu ?
2. Que constatez-vous quant à la communication sur les valeurs apportées par les centres de loisirs?
3. Que diriez-vous de la relation que vous avez eu avec les animateurs.trices et l'équipe de direction ?
4. Quelle place accordez-vous aux projets éducatifs et pédagogiques du centre dans lequel vous inscrivez votre enfant ? Les lisez-vous ?
5. Selon vous, les familles devraient avoir plus d'informations concernant les projets éducatifs et pédagogiques. ?
6. Quel rôle ont les centres dans la construction de votre enfant (identitaire ou autre) ?
7. Voyez-vous le centre de loisirs uniquement comme un lieu de « jeux » ou de « garderie » ? Justifiez
8. Selon vous que signifie l'éducation populaire ?

9. Quand vous pensez aux animateurs.trices, quels sont les premiers mots qui vous viennent à l'esprit ? (Pas de nombre de mots limités)

10. Les animateurs.trices font face à un manque de reconnaissance (rémunération, précarité de l'emploi, contrat d'engagement éducatif) qu'en pensez-vous ?

Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...

Si vous le souhaitez vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.

Famille 1 :

12/01/2022

1. Nous avons connu les centres de loisirs parle bouche à oreille, l'échange avec d'autres parents. Notre enfant fréquente depuis l'âge de 4/5 ans. Elle l'a bien vécu, selon les centres où elle a été. Certains manquaient d'activités nouvelles.
2. A notre sens la communication n'est pas assez développée ; Même si nous, les parents nous en parlons avec notre enfant il serait intéressant de plus mettre en avant les bienfaits de ces centres.
3. En général, très peu de relation avec les directeurs. Idem avec les animateurs hormis quelques exceptions (telle que vous). Nous pensons que cela est dû au manque d'expérience des équipes à leur timidité vis-à-vis des parents.
4. Oui avec attention car c'est important pour l'enfant.
5. Oui, car on ne sait pas toujours ce que vont faire nos enfants ni même si cela à un but final.
6. Oui, pour valoriser le travail des enseignants et assurer la continuité de l'éducation. Ainsi, ils apportent de nouvelles choses, rencontres etc..
7. Pour nous c'est plus un lieu de jeux et d'expression. D'autant plus que l'enfant choisi aussi par lui-même où il souhaite aller et les activités qui l'intéresse.

8. Selon nous, cela s'apparente à la vie en collectivité. Vivre et évoluer avec les autres sans distinctions.
9. Jeunes, timides, inexpérimentés (mais cela s'explique !), actifs, passifs, joyeux, fatigués.
10. Oui absolument. D'une part c'est une vraie responsabilité que de s'occuper de nos enfants mais aussi afin de leur donner les moyens de s'investir personnellement.

- **Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...**

Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits. Au final le baromètre c'est notre enfant ! Cependant, il y a de réelles différences d'accompagnement d'un centre à l'autre.

- **Si vous le souhaitez, vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.**

Famille 2 :

18/01/2022

1. Nous avons connu par le bouche à oreille, les parents à la sortie de l'école, et les enfants qui parlent entre eux. Les enfants ont fréquenté le centre de loisirs depuis l'âge de 4 ans le mercredi après-midi et les vacances scolaires.
2. Certaines valeurs sont perceptibles comme le vivre ensemble, ou le respect. Mais d'autres comme la sécurité sont parfois plus inquiétantes. Les supports de communications des valeurs sont parfois très artisanaux et peu lisibles.
3. Cette question est très variable. Certains centres ont des animateurs très jeunes et qui ne savent pas communiquer avec les parents. D'autres en revanche sont beaucoup mieux supervisés et du coup on obtient une relation et une qualité de service plus appréciable et rassurante.
4. Non, car notre première problématique est de permettre à nos enfants d'être en activité dans des lieux sûres et ouverts à tous.
5. Oui, car lorsque les projets sont redondants d'une année à l'autre, les enfants se lassent du programme et ne sont plus motivés à fréquenter telle ou telle centre de loisirs
6. Oui, complètement. Le vivre ensemble, la laïcité, l'ouverture sur les autres quel que soit le niveau sociale, identitaire ou religieux sont importants pour nous.

7. Les deux car d'abord, la société actuelle ne laisse malheureusement pas beaucoup de temps aux parents pour profiter de leurs enfants sur les temps préscolaires. Du coup la problématique de garderie couvre le manque de disponibilité des parents. Alors du coup, la notion de jeux est importante pour les enfants afin qu'ils s'épanouissent dans un lieu de distraction, de plaisir, et d'entrain pour le confort psychologique des enfants mais aussi des parents. Il est plus agréable de récupérer ses enfants heureux après une activité en centre de loisirs plutôt que lassés.

8. C'est de permettre à l'enfant de compléter son éducation et ses apprentissages à travers des projets éducatifs portés par des associations de jeunesse.

9. Patients, très jeunes, peu expérimentés, volontaires (mais ça dépend), sympathiques, énergiques

10. Il faut professionnaliser la filière. Donner plus de sens à ce métier et à son importance.

- **Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...**

Certaines MJC devraient être plus contrôlées car il y a parfois de la pauvreté éducative et relationnel. Il faudrait une plateforme par ville qui permettrait une cartographie plus claire de l'offre de loisirs disponible. Il faudrait que la ville augmente les moyens et le nombre d'accueil sur les périodes périscolaires et de vacances. En revanche, nos expériences sont limitées car l'accès aux offres est trop hétérogène et du coup les inscriptions sont dissuasives.

- **Si vous le souhaitez, vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.**

Famille 3 :

13/02/2022

1. J'ai connu les centres de loisirs par l'école, des parents. Mon fils fréquente les centres de loisirs depuis la maternelle à l'âge de 3 ans.

Assez bien, il aime bien être en contact avec les autres enfants et faire des activités.

2. Certains centres de loisirs ne prennent pas le temps de discuter avec les parents. Et dans mon cas lorsque on vient à moi c'est pour des critiques "ce que l'enfant a mal fait". Je trouve cela dommage.

3. Je suis toujours compréhensive avec les animateurs et dans l'échange lorsque il y en a .J'ai rarement à faire à l'équipe de direction.
4. Je lis les projets si je les ai.
5. Oui tout à fait.
6. Oui tout à fait ... c'est une autre manière d'aborder surtout le relationnel et le comportemental
7. Non pas que ça ... j'ai inscrit au départ mon fils pour le côté relation avec les autres enfants en dehors de l'école. Afin qu'il puisse voir, faire et entendre autre chose.
8. C'est apprendre à grandir à devenir autonome à avoir sa propre opinion à interagir avec d'autres personnes pour mieux s'y retrouver dans la société et tout ça dehors de l'institution éducative.
9. Jeunes, compréhensifs, loisirs encadrement
10. Oui tout à fait. Ils font un boulot important pour nos enfants et ils ne sont pas assez reconnus.

- **Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...**

Malheureusement chaque fois que j'ai une conversation avec un animateur ou responsable c'est pour des critiques.... J'aimerais plutôt des échanges sur comment améliorer les choses ce que l'on peut éventuellement mettre en place ...

J'ai eu un seul échange constructif et détaillé pendant toutes les années où mon fils était au centre de loisirs c'est avec vous.

- **Si vous le souhaitez vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.**

Il aime beaucoup les espaces ouverts, la nature, ça le change de l'école.
Les activités, le partage, l'autonomie

Famille 4 :

13/03/2022

1. J'ai connu les centres de loisirs grâce à l'école de ma fille, elle y va depuis cette année.

2. Je trouve qu'on n'en parle pas assez, c'est vrai qu'on s'intéresse plus à l'aspect loisirs et à savoir si les enfants ont passé une bonne journée. On ne se demande pas souvent ce que ça leur apporte dans leur construction.
3. Très bon rapport.
4. Très rarement.
5. Oui je pense qu'on devrait d'abord parler de pourquoi on ouvre un centre de loisirs dans la commune et quels sont les objectifs.
6. Maintenant qu'on en parle oui ça les sociabilise.
7. Ça dépend mais non, au début c'est vrai que je cherche un mode de garde quand je travaille mais je ne la mettrais pas dans un lieu qui ne lui apporte rien.
8. L'éducation pour tous sans distinction des catégories socio professionnelles ?
9. Ils sont, jeunes, courageux et patients, très investis. Ils sont aussi sympas et marrants parfois.
10. C'est vrai que quand on pense au rythme de leur journée et au travail qu'ils font avant pour s'occuper des enfants et leur apprendre des choses ils devraient être plus mis en avant c'est clair !

Famille 5 :

08/04/2022

1. J'ai connu les centres de loisirs grâce au bouche à oreille sur Grenoble avec d'autres parents.
2. On parle beaucoup des jeux mais cela vient peut être de la demande des familles ?
3. Très bonne, y en a toujours des meilleurs que d'autres.
4. Oui c'est important pour moi mais il faut savoir qu'ils existent !
5. Il faut beaucoup plus en parler ! On devrait même faire des réunions avant le centre après peut être pas tous les parents pourraient venir mais ça rassurerait les familles et montrerait l'utilité des centres.
6. Avec les centres ils découvrent de nouvelles cultures, font des jouets avec des matériau recyclés, ils apprennent aussi la valeur des choses et à ranger le matériel.
7. Non non pour moi c'est vraiment un lieu éducatif, complémentaire à l'école on l'oublie trop souvent.
8. Je ne sais pas.
9. Jeunes, dynamiques, instruits, polyvalents, humains.
10. Absolument, ils sont pour moi aussi important que le sont les instituteurs car ils développent des projets avec eux mais de façon différente et avec des pédagogies spécifiques. Il ne faut pas les séparer mais pas non plus les confondre c'est difficile.

Famille 6 :

12/04/2022

1. Sur le site de la Mairie ils ont diffusé les infos sur l'été. Mon fils y va depuis 2 ans, il a bien aimé car il y retrouve des copains et fait des activités manuelles en lien avec ses passions. Il a aussi appris des choses concernant les différents pays du monde.
2. C'est très peu développé, on nous présente les activités, les sorties les programmes. Mais certains parents ne s'intéressent qu'à ça à vrai dire.. Moi j'aime savoir à qui je laisse mes enfants et comment le directeur réfléchit, ces animateurs sont des êtres humains avant tout.
3. Très bonne, ouverts d'esprits pédagogues et très patients pour certains directeurs.
4. Quand je les ai ou que je sais qu'ils existent oui.
5. Oui absolument.
6. Oui car ils font des choses qu'on ne fait jamais chez nous ou en dehors.
7. Oui c'est un lieu de jeu mais également d'épanouissement et de découverte ils se font des amis, apprennent à vivre avec les autres.
8. L'éducation pour ceux qui n'y ont pas accès via l'éducation nationale. Une éducation différente avec des pédagogies innovantes.
9. Jeunes, sportifs, créatifs, drôles.
10. Ils ont raison il sont peu reconnus pour ce qu'ils fournissent...

Famille 7 :

14/04/2022

1. A vrai dire je ne m'en souviens plus mais je crois que c'est des copains de mon fils qui lui en avaient parlé comme quoi c'était super chouette ! Il le fréquente depuis 3 ans maintenant et ça lui a permis de grandir et se développer. Il est plus mature après un séjour ou une colo.
2. La communication est très peu développée, déjà je ne sais pas réellement ce que veut dire un centre de loisirs. On fait des activités mais loisirs c'est plus du repos pour moi, je ne sais pas je trouve que le terme dévalorise le lieu après ce n'est que mon avis...
3. Une bonne relation dans l'ensemble.
4. Je ne savais pas qu'il y en avait..
5. Il nous faut plus d'informations sur ces éléments c'est clair.
6. Mon fils est revenu plus mature et plus sage après un passage en centre de loisirs. On est contents avec ma femme.
7. Non pas du tout, ça les aide aussi à apprendre la frustration, la joie, le travail d'équipe, la politesse, le respect...
8. Une éducation dans le social je dirais
9. Cool, assidus, sérieux, responsables.
10. On parle très peu d'eux et pourtant c'est grâce à eux que le centre tourne correctement et que nos enfants reviennent avec des étoiles pleins les yeux et des souvenirs inoubliables. Ils méritent beaucoup.

- **Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...**
- **Si vous le souhaitez vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.**

Famille 8 :

14/04/2022

1. J'ai connu les centres de loisirs par mes amies.
2. En général il faut aller sur le site de la mairie concernée ou le site de l'association pour connaître le programme de jeux, pour les valeurs c'est sur le site de l'association je crois mais il faut le connaître et savoir où aller.
3. Bonne relation.
4. Non rarement car je ne les trouve pas.
5. Oui.
6. Oui ça joue un rôle avec l'école, ils ont un peu le même rythme mais ils apprennent d'autres choses. Puis ils rencontrent d'autres personnes, cultures, se rendent dans des lieux inhabituels etc...
7. Non je pense que ça a aidé mon fils à prendre confiance en lui car il a du mal à l'école. Et via le centre il a pu s'évader mais aussi se remotiver à travailler en classe.
8. L'éducation des classes ouvrières.
9. Investis, jeunes, autoritaires, compréhensifs, modèles pour les jeunes, humbles, énergiques.
10. C'est vrai ils ont une pédagogie différente des enseignants et arrivent à se concentrer sur un enfant pour l'aider à grandir et vaincre ses difficultés dans la vie de tous les jours. Leur rôle éducatif n'est pas négligeable.

- **Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...**
- **Si vous le souhaitez, vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.**

Famille 9 :

26/04/2022

1. J'ai connu ça par le bouche à oreille, c'est vrai qu'il n'y a pas trop de pubs à la tv ou de grosses affiches en ville sur ces lieux. Mes enfants y vont depuis qu'ils sont petits 3 ans

maintenant ils ont 13 ans et ça reste pour eux un lieu magnifique et parmi les meilleurs souvenirs. Ils y vont toujours dans la section pré ado et sont contents car on s'adapte à leurs besoins et on leur apprend plein de choses.

2. Bof, la communication est moyenne, moi ce que ça a apporté à mes enfants je trouve ça top. Le problème c'est qu'on ne s'en doute pas avant de les mettre on se dit « ah tiens je vais les mettre au centre ils vont s'amuser » mais ils sont revenus avec un bagage de connaissances impressionnant sur plein de sujets et pourtant ils n'y restent que 15 jours.
3. Très bien, aimables, amicales.
4. Le problème c'est que je ne sais pas où les trouver, souvent c'est sur internet c'est vrai mais bon quand on travaille toute la journée on n'a pas le temps peut être ils devraient les distribuer au siège du centre ou de l'asso ou alors nous les envoyer par mail ou nous convoquer en avance. Après je sais que c'est du boulot.
5. Absolument car j'ai su que ça existait que récemment. J'ai eu un peu honte je vous avoue.
6. Oui tout à fait, mes enfants reviennent toujours épanouis.
7. Absolument pas, ça leur apprend tellement de choses. Ils utilisent des matériaux recyclés, ils apprennent la solidarité etc..
8. C'est grandir et avoir une éducation en dehors de l'école pour être citoyen.
9. Intelligents, investis, cultivés, compréhensifs, pédagogues, altruistes.
10. Oui tout à fait, je vous dis-moi mes enfants ils ont appris tellement de choses avec les centres je suis époustoufflé après je ne sais pas si c'est tous les centres mais en pianotant sur le net j'ai vu tout ce qui se fait. C'est trop négligé ils sont parfois mieux au centre qu'en stage de foot !

- **Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...**
- **Si vous le souhaitez vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.**

Famille 10 :

28/04/2022

1. J'y ai connu par les autres mamans et la directrice de l'école.
2. Ça dépend, parfois oui parfois non. Pour connaître les valeurs c'est plus du bouche à oreille avec des parents qui répètent ce que le directeur leur a dit sur son centre et ce qu'il souhaite mettre en place. Même sur le Facebook de la ville et le site de la mairie on n'a pas plus d'infos c'est dommage.

3. Plutôt bonnes.
4. Ils sont difficiles à trouver, je les lis quand je les trouve. Je me demande si tous les centres en ont un.
5. Oui carrément.
6. Carrément, ils jouent avec les autres apprennent la solidarité etc..
7. Oui et non, je cherche un mode de garde souvent mais je veux aussi que mes enfants se développent.
8. L'éducation pour tous et par tous les acteurs sociaux et éducatifs.
9. Polyvalents, joueurs, pédagogues, drôles, jeunes, téméraires...
10. Oui car ils font des grosses journées, prennent le temps de nous appeler quand ça va mal nous font des retours. Ils savent écouter les besoins de l'enfant un élément important dans leur développement.

- **Faites-nous part de vos expériences ! Exprimez-vous sur les centres fréquentés, les relations avec les animateurs et les directeurs, la transmission des informations...**
- **Si vous le souhaitez, vous pouvez également faire part du témoignage de votre enfant sur le centre de loisirs, comment ce dernier s'est senti et ce que cela lui a apporté.**

Table des matières :

Introduction	6
Partie 1 - De l'éducation populaire à l'animation socioculturelle, les centres de loisirs comme lieux de citoyenneté.....	10
Chapitre 1 : Un changement social, de l'éducation populaire à l'animation socioculturelle	11
Retour sur l'éducation populaire et ses frontières floues	11
Chapitre 2 : L'émergence de l'animation socioculturelle	14
Des acteurs de la construction citoyenne engagés	14
Vers une professionnalisation et une institutionnalisation.....	15
Chapitre 3 : Les centres de loisirs : une entité éducative et citoyenne.....	16
L'apparition des centres de loisirs	16
Le positionnement différent des familles et l'usage social des centres de loisirs	18
Une précarité de l'emploi et une faible reconnaissance	19
Partie 2 - Société de l'information, TICS (Techniques de l'information et de la communication) et Éducation populaire tensions et paradoxes	22
Chapitre 1 : L'animateur et sa posture de médiateur	23
L'animateur acteur de la médiation et de la communication	23
Chapitre 2 : Société de l'information et éducation populaire appropriation et défiance...25	
Société de l'information et éducation populaire.....	25
Utilisation et tensions liées à l'outil vidéo	26
Les visions contrastées face à la société de l'information.....	27
Chapitre 3 : Les Tics dans les pratiques de l'animation socioculturelle actuelle	29
L'intégration des pratiques numériques dans l'animation.....	29
Partie 3 - La communication publique et associative pour une revalorisation de la profession et un regain de légitimité.....	33
Chapitre 1 : La communication pour l'engagement et la valorisation	35
Objectifs et importance de la communication selon les interrogés.....	35
Identification des cibles selon nos enquêtes.....	39
Chapitre 2 : Communication associative techniques et partenariats : mise en lumière de l'animation socioculturelle	40
Organiser la communication en interne et auprès des adhérents.....	40
Communication au niveau externe.....	42
Chapitre 3 : Communication Étatique et changements de comportement	44

Objectifs	45
Communication publique et politique pour un changement des comportements	46
Outils déployés hors ligne et en ligne	47
Bilan	51
Conclusion.....	52
Bibliographie :	55
Articles de revues et scientifiques :	55
Articles de presse :	56
Ouvrages francophones	57
Ouvrages anglophones :	58
Pages web :	58
Thèses et Bachelors :	58
Rapports :	59
Lois :	59
Entretiens professionnels de l'animation et familles retranscriptions et visuels :	61
Guide d'entretien (questions de relance) à destination des professionnels de jeunesse :	61
Entretiens professionnels de l'animation :	63
Données Iramuteq :	78
Graphique AFC classes :	78
Guide d'entretien à destination des familles (10 familles interrogées) :	79
Nuage de mots entretiens avec les familles :	89
Table des matières :	90
RÉSUMÉ.....	92
ABSTRACT.....	92

MOTS-CLÉS : Éducation populaire, Société de l'information, Communication publique, Animation socioculturelle

RÉSUMÉ

Ce mémoire traite de la relation qu'ont et qu'ont eu les acteurs de l'éducation populaire face à la société de la formation et en quoi cette dernière serait un outil pour gagner en reconnaissance au vu des problématiques rencontrées actuellement. Les métiers de l'animation socioculturels se retrouvent face à la problématique de la reconnaissance, selon les acteurs et les familles la communication sur les valeurs n'est pas assez développée et abordable. Communication qui paraît inhérente au métier d'autant plus quand on sait que les acteurs de l'éducation populaire ont eu une appropriation des TICS précoce. Appropriation qui a généré des tensions au sein même de l'éducation populaire notamment au vu des valeurs défendues. Ainsi ce mémoire nous présentera en quoi selon le ressenti des acteurs des actions de communication pourrait aider à mettre en avant la profession à différentes échelles tout en prenant en compte les tensions que cette société de l'information a pu susciter au cours de l'histoire.

KEYWORDS: popular education, political engagement, civilization, activity leaders

ABSTRACT

This report deals with how popular education leaders position themselves towards the information society. Indeed, facing precariousness and lack of recognition they feel like communication actions should be taken. However, they already tried by the past to use technological devices to promote the sector and their actions. But it didn't work whereas communication appears as essential to leisure centres actors. In this case, popular education actors express their feeling about how communication could help them to gain legitimacy and to mobilize more actors. In this report we will try to show how popular education actions should be more recognized towards communication by presenting the benefits of social centres and how they are participating in shaping citizens.